Université de Yaoundé II
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
PROGRAMME DE FORMATION EN
GESTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Tel: +237 620 20 66 23 / +237694997543 / +237674126903
www.gpe-cameroun.cm
contact@gpe-cameroun.cm
BP : 1792 Yaoundé - Cameroun

GPE

The University of Yaounde II
Faculty of Economics and Management
Economic Policy Management Programme

Tel: +237 620 20 66 23 / +237694997543 / +237674126903
www.gpe-cameroun.cm
contact@gpe-cameroun.cm
BP : 1792 Yaoundé-Cameroon

Arrêté n° 06/0104/MINESUP/DDES du 14 Septembre 2006

MASTER PROFESSIONNEL EN GESTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE (GPE)

MEMOIRE PROFESSIONNEL DE FIN DE FORMATION

RESSOURCES NATURELLES ET CROISSANCE INCLUSIVE AU CAMEROUN

Par :

MASSA MELLA DJONI Julien

Titulaire d'un Master II en management et Gestion des Ressources Humaines

Sous l'Encadrement de :

Dr FEUKIA TSOBGNI Épse KAM Nadège

Chargée de Cours

Université de Yaoundé II-SOA

Sous la Supervision de :

Pr TANKOUA Lydie Épouse BAMOU

Maître de conférences

Université de Yaoundé II-SOA

Année Académique : 2024-2025
22ème promotion

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT ii
DEDICACE iii
REMERCIEMENTS iv
LISTE DES FIGURES v
LISTE DES TABLEAUX vi
SIGLES ET ABRÉVIATIONS vii
RÉSUMÉ viii
ABSTRACT ix
INTRODUCTION GENERALE 1
PARTIE I : RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION AU CAMEROUN 10
CHAPITRE I. RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION AU CAMEROUN : COMPREHENSION THEORIQUE 12
SECTION I : RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION : CADRE THEORIQUE 14
SECTION II : EXPERIENCES EMPIRIQUES DE LA RELATION RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION. 21
CHAPITRE 2 : RESSOURCE NATURELLE ET INDUSTRIALISATION : UNE EVALUATION EMPIRIQUE 26
SECTION 1 : RESSOURCE NATURELLE ET INDUSTRIALISATION : LES FAITS STYLISES 27
SECTION 2 : UNE EVALUATION EMPIRIQUE DU LIEN ENTRE RESSOURCE NATURELLE ET INDUSTRIALISATION LE CAS DU CAMEROUN 38
PARTIE II : RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ÊTRE 49
CHAPITRE III. RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ÊTRE AU CAMEROUN 51
SECTION 1 : RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ETRE : LES ENSEIGNEMENTS DE LA LITTERATURE THEORIQUE 52
SECTION 2 : RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ETRE : UNE REVUE DE LA LITTERATURE EMPIRIQUE 60
CHAPITRE 4 : RESSOURCE NATURELLE ET BIEN-ETRE : UNE VALIDATION EMPIRIQUE 67
SECTION 1 : RESSOURCE NATURELLE ET BIEN-ETRE UN EXAMEN DES FAITS STYLISES 67
SECTION 2 : RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ETRE : UNE VALIDATION EMPIRIQUE AU CAMEROUN 79
CONCLUSION GENERALE 91
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES 93
ANNEXE 108
TABLE DES MATIÈRES 110

AVERTISSEMENT

L'Université de Yaoundé II (SOA) n'entend donnée aucune approbation ni improbation à l'opinion émise dans ce mémoire, celle-ci doivent être considéré comme propre à l'auteur.

DEDICACE

À

La mémoire de mes parents, DJONI Émile Olivier et ZOMPOUKE Jacqueline

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail de recherche réalisé dans le cadre du Master Professionnel en Gestion des Politiques Économiques, il m'est particulièrement agréable d'exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes et institutions qui ont contribué, par leur soutien multiforme, à l'aboutissement de cette formation et à la réalisation du présent mémoire.

J'adresse mes sincères remerciements à l'administration du programme de Gestion des Politiques Économiques (GPE), pour la qualité de la formation dispensée, la rigueur académique ainsi que l'encadrement scientifique et professionnel mis à la disposition des apprenants.

Je tiens à témoigner ma très haute considération au Pr TANKOUA Lydie Epouse BAMOU, encadreur du présent mémoire, pour la qualité exceptionnelle de son encadrement scientifique, sa rigueur méthodologique, sa disponibilité constante, ainsi que son accompagnement empreint de bienveillance et d'esprit maternel.

Ma profonde reconnaissance est exprimée à Monsieur MIMBANG Aristide, Directeur des Mines, pour sa compréhension, sa disponibilité et les facilités professionnelles accordées, qui ont permis la conciliation harmonieuse entre exigences académiques et responsabilités administratives.

Mes remerciements s'adressent également au Dr FEUKIA TSOBGNI Epse KAM Nadège, au Dr SALEU et au Dr VESSAH SALIM, pour leurs conseils avisés, leur soutien indéfectible et leurs encouragements déterminants tout au long de cette formation.

Je ne saurais oublier mes camarades de promotion dont l'esprit de solidarité, la collaboration intellectuelle et la convivialité ont contribué à rendre ce parcours académique enrichissant et humainement stimulant.

Mes pensées reconnaissantes vont enfin à ma famille, en particulier à mon épouse VIVIAN MASSA et à tous mes enfants, pour leur amour, leur patience, leurs sacrifices et leur soutien moral constant, véritables sources de motivation et de persévérance.

Je remercie également mes amis et frères devenus compagnons de route au GPE, Valère OLINGA, KONGO Delamontagne et Fabrice BEYENE, pour leurs encouragements permanents, leur fraternité et leur présence réconfortante dans les moments d'effort et de doute.

À toutes et à tous, j'exprime ma sincère gratitude.

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Localisation des Activités Selon le Modèle de Von Thünen 16
Figure 2 : Mécanisme du Syndrome Hollandais (Effets des Dépenses) 20
Figure 3 : Mécanisme du Syndrome Hollandais (Effet D'attraction) 21
Figure 4 : Analyses des différents types de ressources naturelles 28
Figure 5 : Analyse de la Répartition de la Valeur Ajoutée Manufacturière 29
Figure 6 : Analyse de la Répartition de la Valeur Ajoutée Industrielle 30
Figure 7 : Analyse de la valeur Ajoutée de l'Agriculture, Forestière et de la Pêche 31
Figure 8 : Analyse de la Répartition des Exportations des Produits Fabriqués 32
Figure 9 : Analyse de la Rente des Ressources Naturelles et de L'industrialisation 33
Figure 10 : Évolution croisée entre la rente totale des ressources naturelles et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière 34
Figure 11 : Évolution croisée entre la rente gazière et le taux de croissance de la valeur ajouté manufacturière 35
Figure 12 : Évolution croisée entre la rente pétrolière et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière 36
Figure 13 : Évolution croisée entre la rente minière et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière 36
Figure 14 : Évolution croisée entre la rente forestière et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière 37
Figure 15 : Relation linéaire entre les ressources naturelles et l'industrialisation 42
Figure 16 : Analyse des sous-indices des ressources naturelles et l'industrialisation 43
Figure 17 : Analyse de la répartition de l'Indice du développement humain 69
Figure 18 : Une Analyse Comparative de la Durée d'Éducation 70
Figure 19 : Espérance de vie à la naissance 71
Figure 20 : Répartition du Revenu National Brut par Habitant 72
Figure 21 : Répartition de la Rente Totale des Ressources Naturelles 73
Figure 22 : Ressources Naturelles et Bien-Être 74
Figure 23 : Évolution croisée entre la rente totale des ressources naturelles et l'indice de développement humain 75
Figure 24 : Évolution croisée entre la rente gazière et l'indice de développement humain 76
Figure 25 : Évolution croisée entre la rente pétrolière et l'indice de développement humain 76
Figure 26 : Évolution croisée entre la rente minière et l'indice de développement humain 77
Figure 27 : Évolution croisée entre la rente forestière et l'indice de développement humain 78
Figure 28 : Relation linéaire entre ressource naturelles et bien-être 84
Figure 29 : Relation entre les types de rente de ressources naturelles et le bien-être 85

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Statistiques Descriptive 41

Tableau 2 : Moindre Carré Ordinaire (MCO) 43

Tableau 3 : Estimation de l'effet des différents types de ressources naturelle sur VAM 44

Tableau 4 : Régression quantile 45

Tableau 5 : Statistiques Descriptive 83

Tableau 6 : Moindre Carré Ordinaire 86

Tableau 7 : Sensibilité par sous-indicateurs des ressources naturelles 87

Tableau 8 : Regression quantile 88

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BM	:	Banque mondiale
CEEAC	:	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CEMAC	:	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
FMI	:	Fonds Monétaire International
IDE	:	Investissements Directs Étrangers
IDH	:	Indice de Développement Humain
INS	:	Institut National de la Statistique
MCO	:	Moindres Carrés Ordinaires
OCDE	:	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	:	Objectifs de Développement Durable
OMS	:	Organisation Mondiale de la Santé
PED	:	Pays en Développement
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PPA	:	Parité de Pouvoir d'Achat
RNB	:	Revenu National Brut
SDSN	:	Sustainable Development Solutions Network
PTF	:	Productivité Totale des Facteurs
TIC	:	Technologies de l'Information et de la Communication
UA	:	Union Africaine
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
WDI	:	World Development Indicators

RÉSUMÉ

Ce mémoire intitulé « Ressources naturelles et croissance inclusive au Cameroun » analyse le paradoxe d'un pays riche en ressources naturelles mais confronté à une croissance économique insuffisamment inclusive. Dans le contexte des Objectifs de Développement Durable et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, l'étude met en évidence que, malgré une croissance économique positive et d'importantes rentes issues du pétrole, du gaz, des minerais et des ressources forestières, le Cameroun continue d'enregistrer des niveaux élevés de pauvreté, de faibles performances industrielles et des progrès limités en matière de bien-être social. La problématique centrale consiste à déterminer dans quelle mesure l'exploitation des ressources naturelles contribuent à l'industrialisation et à l'amélioration du bien-être des populations, deux piliers fondamentaux de la croissance inclusive. À partir d'une approche empirique fondée les moindres carrés ordinaires à effets fixes, le mémoire examine les liens entre rentes naturelles, transformation industrielle et indicateurs sociaux. Les résultats montrent que la forte dépendance aux ressources naturelles, la faible transformation locale des matières premières, le développement limité des industries à moyenne et haute technologie, ainsi qu'une allocation insuffisante des revenus vers le capital humain et les infrastructures, restreignent fortement les retombées inclusives de la croissance. Le mémoire conclut que les ressources naturelles ne constituent pas automatiquement un levier de développement. La réalisation d'une croissance inclusive au Cameroun nécessite une meilleure gouvernance des ressources, une industrialisation orientée vers la création de valeur ajoutée, des investissements accrus dans l'éducation, la santé et les infrastructures productives, ainsi qu'une diversification économique capable de générer une croissance durable et équitable.

ABSTRACT

This thesis entitled *"Natural Resources and Inclusive Growth in Cameroon"* examines the paradox of a country richly endowed with natural resources but experiencing insufficiently inclusive economic growth. Within the framework of the Sustainable Development Goals (SDGs) and the African Union's Agenda 2063, the study investigates the extent to which natural resource exploitation contributes to industrialization and improvements in population welfare, which are key pillars of inclusive growth. Using an empirical approach based on a fixed-effects Ordinary Least Squares (OLS) econometric model, the research analyzes the relationship between natural resource rents, industrial transformation, and social development indicators.

The findings reveal that despite positive economic growth and significant revenues generated from oil, gas, mineral, and forest resources, Cameroon continues to face high poverty levels, weak industrial performance, and limited social progress. The results indicate that strong dependence on natural resources, low domestic processing of raw materials, limited development of medium- and high-technology industries, and insufficient allocation of resource revenues toward human capital and productive infrastructure significantly constrain inclusive growth outcomes.

The study concludes that natural resources do not automatically constitute a driver of development. Achieving inclusive growth in Cameroon requires improved resource governance, value-added industrialization strategies, and increased investments in education, health, and infrastructure, as well as economic diversification capable of fostering sustainable, equitable, and employment-generating growth.

Keywords: Natural resources, Inclusive growth, Industrialization, Resource governance, Economic diversification, Cameroon.

INTRODUCTION GENERALE

1. Contexte

En étroite ligne avec les objectifs de développement durable (ODD) et l'agenda 2063 de l'Union Africaine (UA), la croissance inclusive s'impose aujourd'hui comme un impératif majeur pour les pays en développement qui cherchent à concilier performance économique, réduction de la pauvreté et amélioration durable des conditions de vie (Ngounou et al., 2024 ; Saher et al., 2024). Contrairement à une croissance strictement quantitative, centrée sur l'augmentation du produit intérieur brut, la croissance inclusive met en avant deux leviers essentiels **:** l'industrialisation**,** entendue comme la capacité d'un pays à créer de la valeur ajoutée, renforcer sa productivité et diversifier son économie ; et le bien-être**,** appréhendé à travers des indicateurs multidimensionnels tels que la santé, l'éducation, le revenu et le niveau général de vie. Ces deux piliers constituent les fondements de tout processus de développement durable, en garantissant à la fois la transformation productive de l'économie et l'amélioration progressive des conditions de vie des populations (Ozdemir et al., 2024 ; Utouh & Kitole, 2024).

Dans le contexte africain, cette orientation est particulièrement déterminante. Malgré des taux de croissance positifs au cours des deux dernières décennies, la capacité des économies à transformer ces performances en gains tangibles pour les populations demeure limitée. Selon le la Banque Mondiale (World banque, 2024), le Cameroun illustre cette configuration. Avec un taux de croissance réel de l'ordre de 3,5 à 3,8 % en 2023, le pays affiche une dynamique modérée qui reste insuffisante pour absorber la progression démographique, réduire significativement la pauvreté ou accélérer sa transition vers une économie à forte valeur ajoutée. Les indicateurs de bien-être confirment cet état de fait. L'Indice de Développement Humain (IDH) du Cameroun, estimé à 0,588, demeure inférieur à celui de plusieurs pays africains ayant su davantage tirer profit de leurs richesses ou de leur potentiel économique. Les Seychelles atteignent un IDH d'environ 0,848, traduisant des performances très élevées en matière de santé, d'éducation et de conditions de vie. Le Botswana, grâce à une gestion efficace de la rente diamantifère, présente un IDH d'environ 0,708, tandis que l'Afrique du Sud se situe également à un niveau supérieur au Cameroun en raison notamment de la structuration plus avancée de son industrie et de son économie urbaine (UNDP, 2024).

Cette situation demeure paradoxale compte tenu de la forte dotation du Cameroun en ressources naturelles. Le pays dispose de réserves notables de pétrole, de gaz, de minerais tels que la bauxite et le fer, ainsi que d'importantes ressources forestières. Ces ressources représentent une part significative des exportations et constituent une source majeure de revenus publics. La structure économique camerounaise reste toutefois marquée par une faible transformation productive de ces richesses. Le secteur manufacturier conserve une part réduite dans le PIB et la diversification industrielle reste limitée,

caractérisée par une prédominance des activités extractives et une dépendance élevée aux importations de produits manufacturés. Cette configuration limite la création d'emplois productifs, ralentit les gains de productivité et renforce les vulnérabilités liées aux fluctuations des cours internationaux des matières premières (Nting, 2019 : Lemougna et al., 2023).

Le rôle des ressources naturelles dans le développement économique peut pourtant se révéler déterminant lorsque les revenus qu'elles génèrent sont orientés vers des investissements stratégiques. Dans plusieurs expériences internationales, la rente naturelle a permis de financer des programmes d'infrastructures, de soutenir l'industrialisation naissante, de développer les capacités technologiques ou encore de renforcer le capital humain (Gylfason, 2010 ; Cust & Zeufack, 2023). Le Botswana a par exemple transformé une rente minière importante en moteur de développement en réinvestissant massivement dans l'éducation, les infrastructures et les industries connexes. Les Seychelles ont mobilisé leurs revenus touristiques et maritimes pour améliorer substantiellement leurs systèmes éducatifs et sanitaires, ce qui se traduit par des performances sociales nettement supérieures à celles de nombreux pays de la région.

Au Cameroun, malgré l'existence d'une rente extractive importante, les progrès en matière d'industrialisation restent très limités. En 2024, la valeur ajoutée manufacturière représentait environ 13,9 % du PIB, un niveau proche de la moyenne mondiale, certes, mais en léger recul par rapport aux pics des décennies passées. En volume, la production manufacturière a atteint environ 7,14 milliards de dollars en 2024, une amélioration par rapport à 2023, mais encore insuffisante pour amortir les effets de la dépendance aux matières premières (WDI, 2024). Par ailleurs, seule une fraction très réduite de cette production émane d'industries « moyenne et haute technologie », avec moins de 8 % de la valeur manufacturière issue de ces segments en 2022. Ces chiffres révèlent une structure industrielle dominée par des activités à faible valeur ajoutée avec une productivité globalement stagnante. L'économie reste donc vulnérable aux variations des prix des matières premières, tandis que l'essor d'une véritable base industrielle capable de créer des emplois pérennes et de monter en gamme paraît toujours hors de portée.

Sur le plan du bien-être, les résultats sont tout aussi préoccupants. Malgré la rente naturelle, les bénéfices sociaux ne se diffusent pas largement. L'incidence de la pauvreté reste élevée : en 2022, environ 38,6 % des Camerounais vivaient sous le seuil national de pauvreté. Ce qui représente près de 10 millions de personnes selon l'enquête nationale récente. En parallèle, l'indicateur de pauvreté multidimensionnelle qui prend en compte l'accès à l'éducation, à la santé, aux services de base a atteint une proportion élevée (43,6 % de la population est touchée par des privations multiples). Ces données témoignent d'un accès encore limité aux services essentiels, de disparités régionales marquées et d'un faible impact de la rente sur l'amélioration des conditions de vie. Malgré les ressources exportées, la

majorité de la population reste exclue des retombées sociales et l'amélioration du capital humain indispensable pour une croissance inclusive demeure insuffisante (INS, 2024).

L'articulation entre industrialisation et bien-être constitue un enjeu central dans la construction d'un modèle de croissance inclusive. L'industrialisation permet d'augmenter la productivité du travail, de renforcer la compétitivité du pays et de créer des emplois à forte valeur ajoutée (Haraguchi, et al., 2019 ; Opoku, 2019). Lorsque ces dynamiques sont accompagnées d'investissements conséquents dans la santé, l'éducation et les infrastructures sociales, elles génèrent une amélioration significative du bien-être. La croissance inclusive repose donc sur une synergie entre la performance économique, la création d'opportunités et l'amélioration systématique des conditions de vie (Bitoto et al., 2025).

Dans cette perspective, la rente issue des ressources naturelles occupe une place déterminante dans le contexte camerounais. Le potentiel qu'elle représente offre des possibilités importantes pour soutenir la diversification productive, financer la montée en gamme technologique, renforcer les capacités des industries locales, moderniser les infrastructures et améliorer la qualité des services sociaux (Maze, 2015). La richesse naturelle du Cameroun peut constituer un fondement solide pour impulser une dynamique de croissance inclusive lorsque les revenus qu'elle génère sont orientés vers des investissements productifs et sociaux capables d'améliorer durablement la productivité, la compétitivité et le bien-être de la population (Gisèle, 2012).

Les performances comparées du Cameroun avec celles de pays tels que les Seychelles, le Botswana ou l'Afrique du Sud illustrent clairement l'existence d'une marge de progression significative. Ces pays, bien que différents dans leurs structures économiques, démontrent que l'exploitation des ressources naturelles peut contribuer à une amélioration notable des indicateurs d'industrialisation et de développement humain lorsque ces ressources sont mobilisées dans une perspective de développement à long terme. Le Cameroun dispose d'un potentiel suffisamment important pour suivre une trajectoire similaire, en orientant de manière plus stratégique la rente naturelle vers les secteurs capables de stimuler la croissance inclusive (Jacquemot, 2016 ; Bouwawe, 2023).

Ainsi, la compréhension des interactions entre ressources naturelles et industrialisation d'une part et ressources naturelles et bien-être d'autre part permet d'appréhender les dynamiques qui façonnent la trajectoire actuelle du Cameroun. Cette mise en perspective met en lumière les conditions nécessaires pour transformer la richesse naturelle en prospérité durable et inclusive, et constitue le point d'entrée vers une réflexion approfondie des enjeux liés à l'exploitation des ressources naturelles dans le processus de croissance inclusive.

2. Problématique

La question de l'impact de la rente issue des ressources naturelles sur la croissance inclusive appréhendée à travers l'industrialisation et l'amélioration du bien-être suscite depuis plusieurs décennies un débat intense, tant sur le plan théorique qu'empirique. Alors que de nombreux pays disposant d'un important potentiel extractif peinent à convertir cette rente en progrès socio-économiques durables, d'autres parviennent à utiliser leurs richesses naturelles comme levier de transformation productive et de rehaussement du niveau de vie. Cette hétérogénéité des trajectoires économiques alimente des interrogations majeures sur les conditions dans lesquelles l'exploitation des ressources naturelles peut réellement favoriser une croissance inclusive. Sur le plan théorique, deux grandes approches se sont historiquement opposées sur la nature de cette relation.

D'un côté, les approches classiques ou positives soutiennent que les ressources naturelles constituent un moteur potentiel de croissance et d'inclusion. Héritières des travaux de Smith (1776) et Ricardo (1817), elles reposent sur l'idée que la dotation en ressources naturelles confère un avantage comparatif déterminant. Selon cette vision, l'exploitation des ressources extractives crée des opportunités multiples pour le reste de l'économie. Rostow (1961) avance par exemple que les ressources naturelles peuvent jouer un rôle d'intrant stratégique dans le développement d'industries nouvelles, en stimulant l'accumulation de capital et la diffusion technologique. Dans la même logique, Innis (1940) insiste sur les effets d'entraînement générés par la spécialisation dans les ressources de base. En amont, l'expansion du secteur extractif stimule l'emploi, la demande locale et l'investissement dans les services connexes. En aval, la rente issue de l'exportation des produits primaires constitue une source de revenus substantielle, susceptible de financer les infrastructures, l'éducation, la santé, et plus largement les fondements d'une croissance inclusive. Watkins (1963) souligne d'ailleurs que, si elle est correctement gérée, la rente naturelle peut soutenir l'essor du secteur manufacturier, favoriser la diversification et renforcer la capacité d'un pays à monter en gamme dans les chaînes de valeur.

Cette vision optimiste implique donc que l'exploitation des ressources naturelles peut constituer un vecteur de transformation économique et sociale à condition que les revenus générés soient orientés vers les investissements indispensables à l'industrialisation et au bien-être. Plusieurs expériences historiques notamment celles de pays (Canada, États-Unis et la Grande Bretagne) ayant combiné richesse minérale et stratégies industrielles volontaristes montrent que cette trajectoire est possible lorsque la rente est mobilisée comme instrument de financement productif.

À l'opposé, l'approche structuraliste ou négative développe l'idée que la rente des ressources naturelles génère des déséquilibres macroéconomiques, des distorsions incitatives et des mécanismes

institutionnels qui freinent le développement inclusif. Les travaux fondateurs de Prebisch et Singer (1950) avancent que les pays spécialisés dans l'exportation des produits primaires sont structurellement désavantagés en raison de la détérioration tendancielle des termes de l'échange. Selon cette perspective, la baisse relative des prix des ressources naturelles par rapport aux biens manufacturés pénalise la capacité des pays exportateurs à accumuler les ressources nécessaires pour financer l'industrialisation et améliorer le niveau de vie. Cette dynamique peut donc compromettre la consolidation d'une économie diversifiée et compétitive, ce qui limite la portée inclusive de la croissance.

En parallèle, Corden et Neary (1982) théorisent le « syndrome hollandais », mécanisme selon lequel un boom dans le secteur extractif entraîne une appréciation du taux de change réel. La hausse des revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles accroît la demande interne, ce qui renchérit le prix des biens non échangeables. En conséquence, les secteurs exposés à la concurrence internationale notamment le manufacturier perdent en compétitivité. Cette dynamique exerce un effet d'éviction sur l'industrie et compromet les perspectives d'industrialisation, réduisant de facto la capacité du pays à générer une croissance inclusive.

La littérature structuraliste met aussi en avant les problèmes liés à la recherche de rente (rent-seeking). Krueger (1974), Baland et Francois (2000), ainsi que Baumol (1990), montrent que l'abondance des ressources naturelles peut encourager les comportements de prédation économique. Lorsque la rente extractive devient une source majeure de richesse, les incitations à investir dans les activités productives diminuent au profit de stratégies visant à capter directement cette rente. Du côté des acteurs publics, l'allocation des revenus issus des ressources peut être influencée par des considérations politiques, électoralistes ou clientélistes, au détriment d'investissements favorisant le bien-être collectif. Du côté des acteurs privés, la rémunération élevée et rapide offerte par les activités extractives peut détourner le capital humain et financier des secteurs à forte valeur ajoutée, limitant ainsi la productivité globale et affaiblissant la dynamique d'industrialisation.

Sur le plan empirique, les travaux visant à évaluer l'influence de la rente des ressources naturelles sur la croissance inclusive aboutissent à des conclusions divergentes, ce qui renforce la complexité du débat. Certaines études confirment les effets positifs des ressources naturelles sur la transformation économique. Zhu et Fu (2013), utilisant les doubles moindres carrés (DMC) et les GMM-SYS, montrent que les réserves de gaz et de pétrole par tête améliorent significativement la sophistication des exportations, suggérant que les ressources naturelles peuvent stimuler la diversification et la montée en gamme productive. Allcott et Keniston (2018), sur la période 1969-2014, identifient une pro-cyclicité positive entre le boom du secteur extractif et la croissance manufacturière aux États-Unis, en termes d'emploi et de valeur ajoutée. Mensah et al. (2016), pour 21 pays d'Afrique subsaharienne, confirment

également qu'une rente minière bien gérée peut favoriser l'industrialisation. Atangana (2018), dans un contexte africain francophone, montre que les ressources naturelles peuvent servir de levier d'industrialisation, en particulier lorsqu'elles financent des secteurs non manufacturiers à potentiel élevé.

À l'inverse, d'autres travaux empiriques mettent en évidence les effets négatifs de la rente sur la croissance inclusive, en soulignant la désindustrialisation induite (Nkemgha et al., 2022), la faiblesse des investissements dans le capital humain (Mousavi & Clark,2021), réduction du bien-être (Mignamissi & Mallah, 2021), ou encore la stagnation de la productivité dans les économies extractives (Farhad et al., 2015). Ces divergences reflètent l'importance du contexte institutionnel, du type de ressources exploitées, de la stratégie de gestion de la rente et du niveau de développement initial.

Ainsi, la littérature théorique et empirique ne fournit pas de consensus clair sur la capacité de la rente naturelle à servir de catalyseur à une croissance inclusive. Les résultats varient d'un pays à l'autre, d'une période à une autre, ce qui suggère que l'effet des ressources naturelles dépend de facteurs contextuels multiples, incluant la structure productive, les politiques d'industrialisation, les comportements d'investissement et les arbitrages entre consommation immédiate et accumulation de capital. Dès lors, ce travail de recherche se propose de répondre à la question : **Quel est l'effet des ressources naturelles sur croissance inclusive au Cameroun ?** Plus spécifiquement il s'agit de répondre aux questions :

- Quel est l'effet des ressources naturelles sur l'industrialisation au Cameroun ?
- Quel est l'effet des ressources naturelles sur le bien-être au Cameroun ?

3. Objectifs

L'objectif principal de cette thèse est **d'évaluer l'effet des ressources naturelles sur la croissance inclusive au Cameroun**. Pour atteindre cet objectif principal, il apparaît nécessaire de formuler les objectifs spécifiques suivants :

- Mesurer l'effet des ressources naturelles sur l'industrialisation au Cameroun.
- Estimer l'effet des ressources naturelles sur Le bien-être au Cameroun.

4. Hypothèses de la Recherche

Pour atteindre ces objectifs, nous postulons l'hypothèse principale selon laquelle **les ressources naturelles sont un frein à la croissance inclusive au Cameroun**. Plus spécifiquement, nous supposons que :

- Les ressources naturelles freinent à l'industrialisation au Cameroun.
- Les ressources naturelles réduisent le bien-être au Cameroun.

5. Intérêt de la Recherche

L'intérêt de ce travail de recherche se décline à trois niveaux complémentaires qui soulignent sa pertinence scientifique, analytique et opérationnelle. **Premièrement**, ce mémoire contribue à enrichir la littérature économique portant sur les déterminants de la croissance inclusive dans les économies riches en ressources naturelles. Bien que l'effet des rentes extractives sur les trajectoires de développement soit largement débattu, les travaux existants se concentrent encore principalement sur la croissance économique agrégée ou sur la transformation productive au sens strict. Très peu d'études analysent de manière intégrée l'impact différencié de la rente naturelle sur les deux composantes essentielles de la croissance inclusive : l'industrialisation d'une part, et l'amélioration du bien-être de l'autre. En abordant ces deux dimensions simultanément, ce travail propose un cadre d'analyse original permettant de mieux comprendre les mécanismes par lesquels les ressources naturelles peuvent ou non favoriser une croissance plus équitable et plus durable au Cameroun.

Deuxièmement, l'intérêt de cette étude s'inscrit directement dans les ambitions portées par la Vision Émergence 2035 du Cameroun, qui vise à hisser le pays au rang des économies à revenu intermédiaire supérieur grâce à une croissance plus soutenue, plus diversifiée et davantage inclusive. En effet, malgré des performances économiques relativement stables au cours de la dernière décennie, la transformation attendue reste freinée par une faible industrialisation, une forte dépendance aux rentes extractives et des niveaux élevés d'inégalités. Comprendre comment la rente issue des ressources naturelles peut devenir un véritable levier de croissance inclusive, capable de stimuler l'industrialisation, d'améliorer le bien-être des populations et de réduire les disparités territoriales, représente donc un enjeu stratégique majeur pour le pays.

Troisièmement, ce travail présente un intérêt pratique car il fournit ainsi des éléments d'analyse essentiels pour éclairer les choix politiques visant à mieux mobiliser, gérer et transformer la rente minière et pétrolière en investissements productifs et sociaux. Dans une perspective où le Cameroun cherche à accélérer son processus d'industrialisation et renforcer la cohésion sociale, cette étude contribue à identifier les mécanismes économiques les plus susceptibles d'ancrer durablement la croissance dans une dynamique inclusive et compatible avec les objectifs de l'Émergence 2035.

6. Méthodologie

L'analyse empirique s'appuiera d'abord sur une approche en séries temporelles portant sur le Cameroun sur la période 1990-2023. Cette première phase mobilisera une régression de type MCO afin d'examiner l'effet des rentes issues des ressources naturelles sur la croissance inclusive, appréhendée à travers deux dimensions complémentaires : l'industrialisation et le bien-être. L'industrialisation sera mesurée par la part de la valeur ajoutée manufacturière dans le PIB, la valeur ajoutée manufacturière en dollars constants ainsi que des indicateurs de productivité sectorielle. Le bien-être sera capturé à travers l'Indice de Développement Humain, le revenu par habitant en parité de pouvoir d'achat. Les rentes naturelles seront approximées par la part des rentes minières, pétrolières et forestières dans le PIB ainsi que par la contribution des exportations extractives dans les recettes extérieures.

La stratégie de validation empirique sera menée en une étape. La phase initiale utilisera les Moindres Carrés Ordinaires (MCO) pour établir les relations linéaires fondamentales entre les rentes naturelles et la croissance inclusive (industrialisation et bien-être). Les données proviendront de sources internationales (Banque Mondiale) et nationales (Institut Nationale de la Statistique) fiables.

7. Plan de Travail

Pour répondre aux objectifs de cette étude et analyser de manière approfondie l'effet des ressources naturelles sur la croissance inclusive au Cameroun, le mémoire s'articule en deux parties complémentaires. La **première partie** sera consacrée à l'étude de la relation entre les ressources naturelles et l'industrialisation au Cameroun, en mettant l'accent sur l'impact de la rente extractive sur la valeur ajoutée manufacturière, la productivité et le développement du secteur industriel. La **deuxième partie** examinera l'effet des ressources naturelles sur le bien-être au Cameroun, en se basant sur l'Indice de Développement Humain et le revenu par habitant, afin d'évaluer dans quelle mesure la richesse naturelle contribue à l'amélioration des conditions de vie et à une croissance véritablement inclusive.

PARTIE I : RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION AU CAMEROUN

INTRODUCTION PREMIERE PARTIE

La question du rôle des ressources naturelles dans les trajectoires de développement économique constitue l'un des débats les plus persistants de la littérature économique contemporaine. Dans de nombreux pays en développement, et particulièrement en Afrique subsaharienne, l'abondance de ressources naturelles coexiste paradoxalement avec des niveaux relativement faibles d'industrialisation et de transformation structurelle. Cette situation alimente le débat autour de la capacité des ressources naturelles à constituer un levier de développement ou, au contraire, un facteur de dépendance économique et de désindustrialisation.

Dans le cas du Cameroun, cette problématique revêt une importance particulière. Le pays dispose d'une dotation relativement diversifiée en ressources naturelles, comprenant notamment des ressources pétrolières, forestières, minières et agricoles. Ces ressources représentent une part importante des recettes d'exportation et des revenus publics. Pourtant, malgré ce potentiel économique, le processus d'industrialisation demeure limité et le secteur manufacturier peine à jouer pleinement son rôle dans la transformation structurelle de l'économie.

Face à ce paradoxe, il devient nécessaire d'analyser de manière approfondie les mécanismes par lesquels les ressources naturelles influencent les dynamiques d'industrialisation. La littérature théorique propose à cet égard des approches contrastées. Certaines analyses considèrent les ressources naturelles comme un moteur potentiel de développement industriel grâce aux effets d'entraînement qu'elles peuvent générer sur les secteurs en amont et en aval. D'autres, au contraire, mettent en évidence les risques associés à la dépendance aux ressources naturelles, notamment à travers les phénomènes de syndrome hollandais, de volatilité des revenus ou de mauvaise gouvernance.

Dans cette perspective, la première partie de ce travail vise à analyser la relation entre les ressources naturelles et l'industrialisation au Cameroun. Elle s'organise autour de deux chapitres complémentaires. Le premier chapitre propose un cadre théorique permettant de comprendre les différentes approches expliquant les interactions entre ressources naturelles et industrialisation. Le second chapitre procède à une évaluation empirique de cette relation dans

Le contexte camerounais afin d'identifier les effets concrets de la dépendance aux ressources sur la dynamique industrielle du pays.

CHAPITRE I. RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION AU CAMEROUN : COMPREHENSION THEORIQUE

Introduction

L'industrialisation représente un impératif stratégique pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et demeure au cœur des préoccupations et des agendas de développement des Pays en Développement (PED), en particulier ceux situés au Sud du Sahara. Un large consensus théorique et empirique s'est établi autour de son rôle irremplaçable en tant que moteur de la réduction de la pauvreté et des inégalités (Lin et al., 2019) et catalyseur essentiel de la création d'emploi (Cadot et al., 2017). Plus encore, par ses effets structurants, l'industrialisation est le facteur déterminant qui améliore les conditions de vie et assure la prospérité durable des populations (Rodrik, 2016 Haraguchi et al., 2019;). Cependant, face à cette aspiration universelle, le continent africain présente un paradoxe frappant : l'étude menée par Carmignani et Mandeville (2014) relève que l'Afrique ne s'est jamais réellement industrialisée, du moins pas dans le sens d'une transformation structurelle soutenue, malgré une dotation souvent très élevée en ressources naturelles. Bien que la part du secteur agricole dans le Produit Intérieur Brut (PIB) ait significativement diminué depuis les indépendances, le secteur manufacturier continue de stagner, son rôle étant usurpé par un secteur des services en pleine expansion mais moins générateur de gains de productivité structurels.

Ce constat d'une industrialisation avortée ou ralentie légitime pleinement la question du rôle des ressources naturelles comme levier ou, au contraire, comme frein à la transformation économique. Les différentes trajectoires historiques observées à travers le monde nourrissent cette interrogation. Si l'histoire de certaines puissances économiques comme les États-Unis et le Canada révèle qu'elles ont su asseoir leur hégémonie économique en partie grâce à l'exploitation de leurs ressources naturelles, le Japon constitue un contre-exemple parfait, ayant réussi son industrialisation malgré une faible dotation initiale. À l'opposé, l'expérience des PED, et plus particulièrement ceux de l'Afrique subsaharienne (ASS), semble révéler une corrélation négative, pointant vers le phénomène de la malédiction des ressources. Ce terme englobe un ensemble de mécanismes économiques expliquant pourquoi la richesse du sous-sol se traduit souvent par des performances macroéconomiques décevantes et une désindustrialisation prématurée.

Cette problématique a donné naissance à deux principales explications théoriques, illustrant la tension constante dans la littérature. La première approche, dite positive, s'appuie sur les théories de

l'économie spatiale, telles que les travaux précurseurs de Thünen (1826) et de Weber (1929). Ces théories soutiennent que les ressources naturelles, en tant qu'intrants localisés, déterminent la localisation optimale des activités industrielles en minimisant les coûts de transport, agissant ainsi comme un facteur d'attraction. De plus, les modèles d'industrialisation basée sur les ressources (Hirschman, 1981) mettent en lumière les multiples liens fiscaux, de consommation et de production – qui permettent, théoriquement, de réinvestir les rentes extractives dans le développement d'autres secteurs productifs. Cependant, cette vision optimiste est largement contrecarrée par la seconde approche, dite négative, qui repose principalement sur les travaux de Corden et Neary (1982) et Corden (1984) sur le Syndrome Hollandais. Ce mécanisme postule que la présence d'une rente abondante conduit inéluctablement à un processus de désindustrialisation en évinçant le secteur manufacturier échangeable, soit par l'appréciation du taux de change réel (effet des dépenses), soit par l'attraction des facteurs de production vers le secteur extractif (effet d'attraction des ressources). D'autres facteurs comme la détérioration des termes de l'échange (Prebisch, 1950; Singer, 1950) et la volatilité chronique des prix des matières premières (Davis et Tilton, 2005) viennent s'ajouter pour perturber la planification et l'investissement nécessaires à la transformation structurelle.

Face à ces cadres théoriques divergents, les tentatives de vérification empirique aboutissent à des résultats tout aussi controversés, rendant l'analyse contextuelle indispensable. Si certains travaux (Mensah et al., 2016 ; Atangana, 2018) ont pu identifier des effets positifs ou non significatifs, une majorité écrasante d'études portant sur l'Afrique subsaharienne confirment l'hypothèse de la malédiction. Les résultats de Haraguchi et al. (2019) et Nkemgha et al. (2021) mettent en exergue l'effet négatif et significatif de la dépendance aux ressources, en particulier non renouvelables, sur la valeur ajoutée manufacturière en ASS, renforçant la validité du Syndrome Hollandais dans ce contexte. La solution pour dépasser cette polarisation théorique et empirique réside dans l'identification des facteurs qui conditionnent l'effet des ressources.

C'est dans cette logique que s'inscrit ce chapitre, qui a pour objectif fondamental d'analyser le lien théorique de même que les mécanismes de transmission à travers lesquels la dotation en ressources naturelles agit sur l'industrialisation. Partant de là, ce chapitre se subdivise en deux sections principales : la première s'intéresse aux fondements théoriques de la relation entre les ressources naturelles et l'industrialisation, et la seconde est consacrée à la mise en exergue des principaux résultats empiriques fournis par la littérature.

SECTION I : RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION : CADRE THEORIQUE

Deux principales explications sont habituellement données par la littérature pour appréhender le lien entre ressources naturelles et industrialisation. La première approche dite positive soutient l'idée selon laquelle les ressources naturelles ont un rôle bénéfique dans le processus de développement économique comme ce fut le cas par exemple pour les pays comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Rostow (1961) résume cette croyance en affirmant que la dotation en ressources naturelles permettrait aux PED d'effectuer la transition cruciale du sous-développement vers le développement industriel. La seconde approche dite négative, repose principalement sur les travaux de Corden et Neary (1982) et Corden (1984) pour qui la présence des ressources naturelles conduit inéluctablement au processus de désindustrialisation à travers le Syndrome hollandais. Toutefois, depuis les travaux de Mehlum et al. (2006), le consensus qui semble se dégager est que l'effet des ressources naturelles sur l'industrialisation peut être conditionné par la qualité des institutions. Autrement, les pays riches en ressources naturelles qui ont réussi à s'industrialiser sont ceux pour lesquels les institutions étaient de bonne qualité et inversement le cas échéant. Ce faisant, la section I se subdivise en deux : si la première fait un examen théorique de la relation entre les ressources naturelles, les institutions et l'industrialisation ; la deuxième quant à elle met en relief les travaux empiriques afférents à cette relation.

I. RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION : UNE RELATION POSITIVE

Les expériences de certains pays développés (PD) sont révélatrices des retombées positives de l'exploitation des ressources naturelles sur le processus d'industrialisation des économies. Ce chapeau passe en revue la littérature théorique qui traite du lien positif entre les ressources naturelles et l'industrialisation. Il s'agit d'une part d'analyser la relation entre les ressources naturelles et l'industrialisation sous le prisme de la théorie de la localisation des firmes. D'autre part de passer en revue les travaux théoriques relatifs à l'industrialisation basée sur les ressources.

I.1. Ressources naturelles et industrialisation sur le prisme de la théorie de la localisation des firmes

Pour comprendre les mécanismes via lesquels les ressources naturelles peuvent influencer la localisation des structures industrielles, nous faisons appel à l'économie spatiale. Il s'agit plus spécifiquement de la théorie de la localisation des firmes dont l'architecture de base repose sur les

travaux précurseurs de Thünen (1826). Cependant, Il revient à Weber (1929) d'avoir prolongé l'analyse de Thünen (1826) à celle de la localisation des activités industrielles. L'objectif ici étant de déterminer le coût minimal de transport que doit supporter une firme industrielle compte tenu du lieu d'approvisionnement en matières premières et le lieu d'écoulement des produits finis (Dialga, 2017). Se sont ces deux approches qui constituent l'ossature de cette sous-section.

a. Le Modèle Théorique de Thünen (1826)

Largement mis en exergue dans la littérature en économie spatiale, le modèle initialement développé par Thünen (1826) et prolongé par Ponsard (1988) a pour finalité d'expliquer les localisations optimales des activités agricoles. Pour ce faire, Thünen (1826) postule cinq hypothèses de base qui constituent le socle de son modèle. Il s'agit en premier de l'hypothèse d'homogénéité du sol qui suppose la parfaite constante fertilité du sol sur toute l'étendue du périmètre d'analyse. Deuxièmement, il revient au marché (le lieu central) de fixer le prix du produit indépendamment du lieu de production. Troisièmement, le marché est unique et est représenté dans le cas des travaux de Thünen (1826) par la ville. La production elle-même est à rendement d'échelle constante. Quatrièmement, le coût de transport est proportionnel d'une part à la distance parcourue et d'autre part à la quantité du produit transportée. Enfin cinquièmement, il fait l'hypothèse que l''économie est enclavée : sans un quelconque recours extérieur, la production de la région à elle seule suffit à satisfaire les besoins des populations. Autrement dit, Il n'y a ni importation ni exportation de produits agricoles au-delà des frontières de la localité considérée. Sur la base de ces hypothèses, l'idée sous-jacente au modèle de Thünen (1826) est que les firmes agricoles auront tendance à s'installer à proximité du centre d'écoulement de leurs produits. De ce fait, plus le coût de transport diminue plus sa rente va augmenter. A l'inverse, au fur et à mesure qu'une firme s'éloigne du lieu de commercialisation de ses produits plus sa rente va diminuer (Dialga, 2017). La figue (1.1) illustre de façon synthétisée le modèle de Thünen (1826). De l'intérieur vers l'extérieur, les activités sont reparties par ordre décroissant de leurs coûts de transport par rapport au lieu d'écoulement des produits. Ainsi la surface blanche prend en compte la maraiche culture et à l'élevage laitier. La deuxième surface (en vers) tient compte de la forêt pour le bois de chauffage. Relativement à la troisième surface, les céréales et les cultures de plein champ sont produites. Enfin la quatrième surface est celle où l'élevage extensif est réalisé[1].

[1] Aucune activité agricole n'est rentable au sens des hypothèses de Von Thünen.

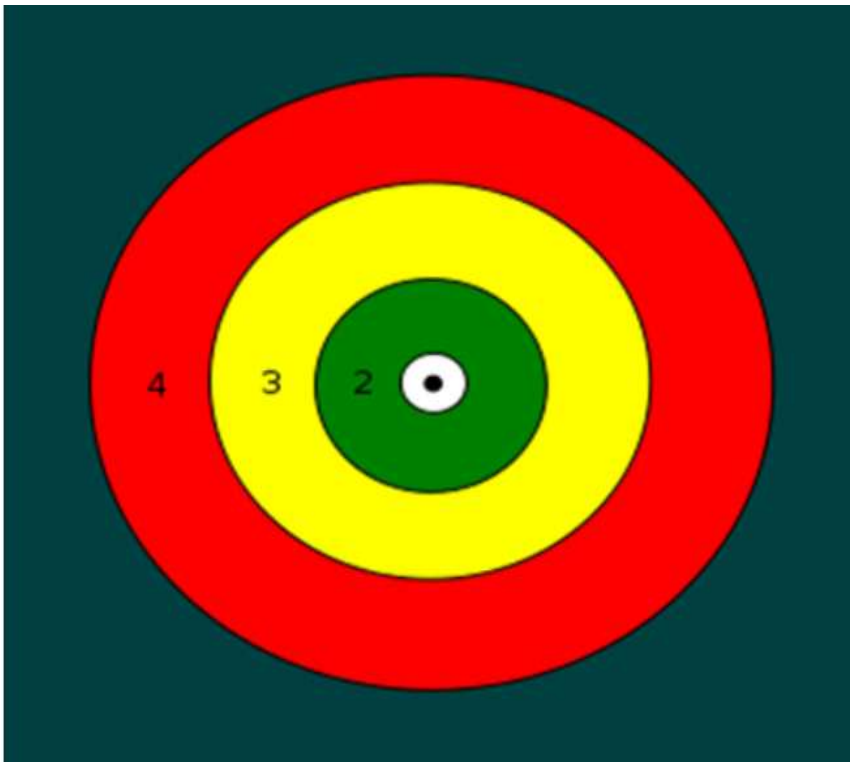


Figure 1 : Localisation des Activités Selon le Modèle de Von Thünen

Source : Bkwillwm

b. Weber (1929) et la Théorie de Localisation des Industries

À la suite des travaux de Thünen (1826), Weber (1929) se propose de mettre en avant les principaux déterminants de la localisation des activités industrielles. Parmi ces facteurs se trouvent les matières premières (les ressources naturelles), l'énergie, la main d'œuvre, les coûts de transports, les économies d'agglomération et dans une moindre mesure la taille du marché (Dialga, 2017). En effet, Weber (1929) soutient l'idée selon laquelle la localisation spatiale d'une industrie répond à un besoin d'optimisation de la part de cette dernière. Raison pour laquelle il met sur pied la théorie de la localisation des industries. Selon cette dernière, les industries seront attirées vers les meilleurs emplacements : c'est-à-dire ceux qui vont leur permettre de minimiser au maximum l'ensemble des coûts et plus particulièrement les coûts de transport.

Tout comme Thünen (1826), Weber (1929) postule un ensemble de d'hypothèse qui lui permettent de soutenir sa théorie. Tout d'abord Weber (1929) suppose que la plupart des matières premières ont une localisation spécifique. Pour lui, Il existe deux types de matières premières nécessaires à la production : localisées et omniprésentes. Les matériaux localisés sont géographiquement présents à des endroits spécifiques et les matériaux omniprésents sont présents

partout. Les matières omniprésentes ne nécessitent aucun transport hormis ce qui est présent dans le produit final, alors que les matières premières localisées doivent être transportées jusqu'à l'usine industrielle. L'établissement industriel aura tendance à se rapprocher des matériaux localisés de sorte à minimiser ses coûts globaux en particulier ceux de transport (Dialga, 2017). Ensuite, Weber (1929) fait l'hypothèse que les marchés d'écoulement des produits sont localisés à des lieux distincts de ceux des matières premières[2]. Enfin, les lieux d'implantation des firmes industrielles sont relativement homogènes. Cette hypothèse traduit l'idée selon laquelle le lieu de localisation des firmes industrielles est isotrope : C'est-à-dire qu'il est homogène sur tous les plans aussi bien politique, culturel que spatial [3]. Plus encore, Weber (1929) reconnaît qu'il peut y avoir plus de deux matières premières et même plus d'un marché.

Dès lors, la solution optimale au problème posé par Weber (1929) se trouve dans le triangle de localisation. Ce dernier est en quelque sorte destiné à être utilisé comme une construction pour montrer l'orientation que la production pourrait prendre dans un problème simple. Il ressort des deux précédentes approches que les ressources naturelles étant un intrant de production sont un facteur important de la localisation des industries.

I.2. Ressources naturelles et industrialisation au regard de l'industrialisation basée sur les ressources

Depuis plus d'une décennie, bon nombre d'économies africaines ont enregistré des notes positives en matière de croissance économique. Cette croissance est principalement tributaire des exportations de produits de base. La question centrale à laquelle est confrontée les économies africaines est de savoir comment utiliser les ressources naturelles pour favoriser l'industrialisation et faciliter ainsi le développement général. Selon Morris et Fessehaie (2014) l'évolution des prix des produits de base sur les marchés internationaux offre une occasion supplémentaire de promouvoir le processus d'industrialisation et d'intensification des connaissances autour des liens en amont et en aval des secteurs des produits de base. Il revient à Hirschman (1981) d'avoir proposé trois principaux liens entre le secteur des produits de base et l'industrialisation.

- **Les liens fiscaux** : l'industrialisation est un processus de long terme qui nécessite d'importants investissements. Dès lors, les rentes de ressources que le gouvernement est en mesure de récolter

[2] D'une part, les marchés ont en situation de concurrence parfaite (atomicité des agents, produits homogènes, information parfaite). D'autre par les prix sur ces marchés résultent de la confrontation de l'offre et de la demande.
[3] Dialga (2017) relève Aujourd'hui, cette hypothèse mérite d'être relâchée afin de tenir compte des conflits ouverts ou non ouverts, polarisés liés aux enjeux géostratégiques et géopolitiques. Les batailles pour le contrôle des voies d'acheminement des hydrocarbures sont un des exemples.

dans les secteurs des produits de base sous la forme d'impôts sur les sociétés, de redevances et d'impôts sur le revenu peuvent être utilisées pour promouvoir le développement industriel dans des secteurs non liés aux produits de base.

- **Liens de consommation** : La demande pour la production d'autres secteurs découlant des revenus gagnés dans le secteur des produits de base a le potentiel de fournir une impulsion majeure à la production industrielle, car tous les revenus (qu'il s'agisse de salaires, de traitements ou de bénéfices) gagnés dans le secteur des ressources naturelles sont dépensés dans les secteurs de la production et des services.
- **Les liens de production** : Ils sont à la fois en amont (transformation des produits de base) et en aval (production d'intrants destinés à être utilisés dans la production de produits de base). Selon Hirschman (1958), les liens de production ouvrent la voie à la diversification industrielle, car il caractérise le processus de développement industriel comme étant essentiellement le résultat de la manière dont une chose amène une autre. Hirschman (1958) était toutefois sceptique quant à l'idée que le secteur des produits de base permettrait aux PED des liens de production significatifs.

Toutefois, Trois critiques sont habituellement portées à l'endroit de l'industrialisation basée sur les ressources : tout d'abord, les industries basées sur les ressources naturelles sont confrontées aux mêmes obstacles que n'importe quel autre type d'industrie. La proximité des produits de base ne confère pas en soi des avantages suffisants en termes de coûts pour permettre aux hôtes d'avoir une position concurrentielle. D'autres facteurs, tels que les infrastructures, le capital humain, les compétences peuvent être plus importants dans la détermination de la compétitivité du coût final.

Ensuite, la deuxième critique à l'endroit de l'industrialisation basée sur les ressources est que les secteurs des produits de base sont par nature enclavés, offrant des opportunités limitées de liens en amont ou en aval avec le reste de l'économie (Hirschman, 1958, 1981 ; Singer, 1950). En outre, les industries extractives sont à forte intensité de capital et offrent peu de possibilités d'emploi et de développement des compétences. Elles ont tendance à nécessiter moins de liens avec les sous-traitants que le secteur manufacturier. Cependant, l'expérience historique de nombreux pays riches en ressources naturelles montre que les secteurs des produits de base favorisent la croissance de la productivité, l'innovation technologique, les liens en amont et en aval, à condition qu'ils soient soutenus par de bonnes institutions et des investissements dans le capital humain et les connaissances (Perry et al., 2002). Enfin et comme le souligne Morris et Fessehaie (2014), la dotation factorielle des pays africains n'est pas favorable au développement de l'industrialisation basée sur les ressources.

II. APPROCHE NÉGATIVE DE LA RELATION RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION

Cette approche se retrouve essentiellement dans les travaux traitant de la détérioration des termes de l'échange, le syndrome hollandais et de la volatilité des prix des ressources de base.

II.1. Ressources naturelles et industrialisation au regard de l'hypothèse de la détérioration des termes de l'échange

Le scepticisme à l'égard des ressources naturelles n'est pas une tendance récente dans la pensée économique. Au début des années 1950, Singer (1950) Prebisch (1950) deux économistes de l'école dite « *structuraliste* » ont relevé que les ressources naturelles entraînent une détérioration des termes de l'échange des pays exportateurs de matières premières au fil du temps. Ce qui ne contribue pas à favoriser leur développement. Ils ont fait valoir que les prix des produits de base diminuent à long terme par rapport aux prix des produits manufacturés parce que la demande de produits primaires est inélastique par rapport au revenu mondial (l'élasticité prix de la demande est plus forte en ce qui concerne les bien manufacturier par rapport aux ressources naturelles). Par conséquent, les pays qui se spécialisent dans les produits primaires et importent des produits manufacturés verront leurs termes de l'échange se dégrader et manqueront des opportunités d'industrialisation.

II.2. Ressources naturelles et industrialisation : une explication par le syndrome hollandais

Dans son étude générale sur la malédiction des ressources naturelles, Frankel (2010) présente le « *syndrome hollandais* » comme l'un des principaux mécanismes à l'origine des mauvaises performances dont sont victimes les pays riches en ressources naturelles. En outre il s'agit là selon Badeeb et al. (2017) du canal le plus important de la malédiction des ressources naturelles. initialement développé par Corden et Neary (1982), puis par Corden (1984) , le qualificatif de syndrome hollandais fait référence à la réponse d'une économie en raison de l'appréciation postérieure du taux de change réel[4] suite à un boom dans le secteur extractif, (par exemple une augmentation des prix des matières premières) et à son impact délétère sur la compétitivité des secteurs échangeables de l'économie. Si on considère une économie composée de trois secteurs : le secteur extractif (E), le secteur manufacturier

[4] Initialement, le syndrome hollandais ne traduisait pas les effets négatifs de l'appréciation du real sur l'industrie manufacturière, mais plutôt à l'utilisation des revenus issus du secteur extractif à des fins sociales non soutenables (Corden, 1984).

(M) et le secteur des biens non échangeables (N)[5]. Ainsi, le choc des prix des produits de base entraîne un boom du secteur des ressources, ce qui augmente les exportations ainsi que la production dans ce secteur. Cette augmentation génère de l'inflation et une appréciation du taux de change réel. En conséquence, les prix relatifs des produits de base non liés aux ressources naturelles augmentent, et leur exportation devient coûteuse par rapport aux prix du marché mondial (Frankel, 2010; Gylfason, 2001; Jeffrey D. Sachs et Warner, 1995). Cela conduit à une diminution de la compétitivité de ces produits de base hors ressources et des investissements qu'ils attirent : il s'agit de ***l'effet des dépenses*** (*voir figure 2.2*). Cette contraction des secteurs échangeables peut être préjudiciable au développement économique. Ceci d'autant plus que l'économie devient moins diversifiée et donc plus sujette aux risques liés à la volatilité des prix des matières premières. Mais aussi parce que l'économie peut ne pas profiter de la croissance de la productivité particulièrement associée à certains secteurs comme les exportations de produits manufacturés (Frankel, 2010a).

En outre, les intrants nationaux internes, tels que la main-d'œuvre et les matériaux, sont transférés vers le secteur des ressources naturelles. Les prix de ces intrants augmentent sur le marché intérieur. En conséquence, les coûts de production d'autres secteurs d'exportation traditionnels tels que l'industrie manufacturière et l'agriculture augmentent, ce qui contracte ces secteurs. Cet effet négatif sur les secteurs non liés aux ressources est appelé ***effet d'attraction des ressources*** *(voir figure 1.3).*

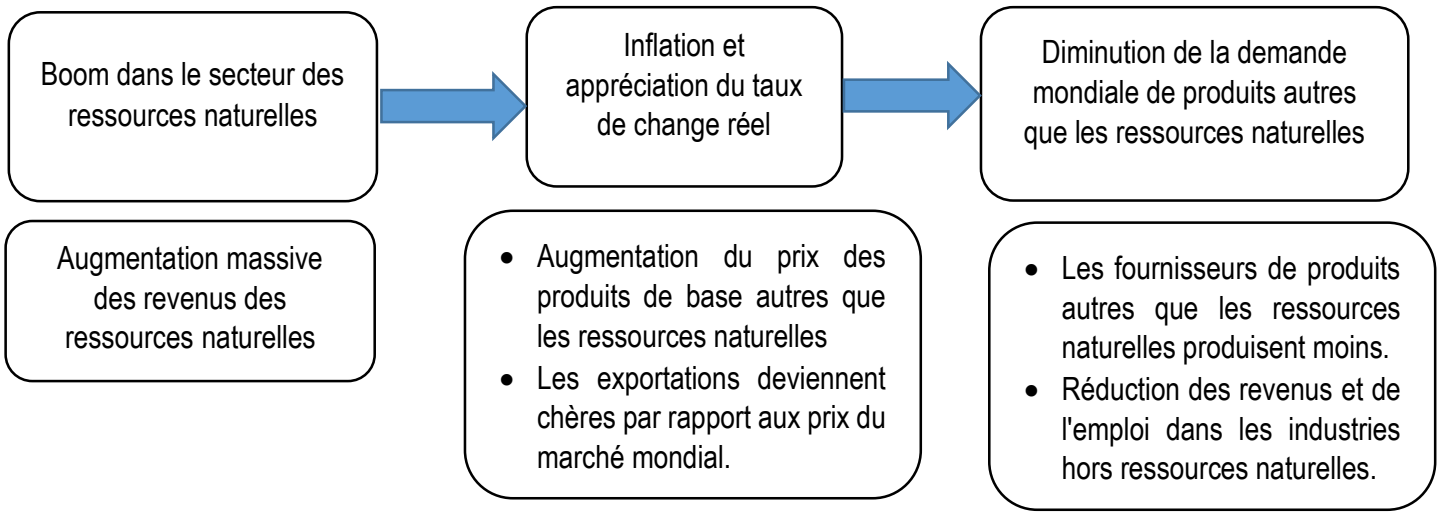


Figure 2 : Mécanisme du Syndrome Hollandais (Effets des Dépenses)

Source : Badeeb et al. (2017)

[5] Les deux premiers secteurs sont prices takers.

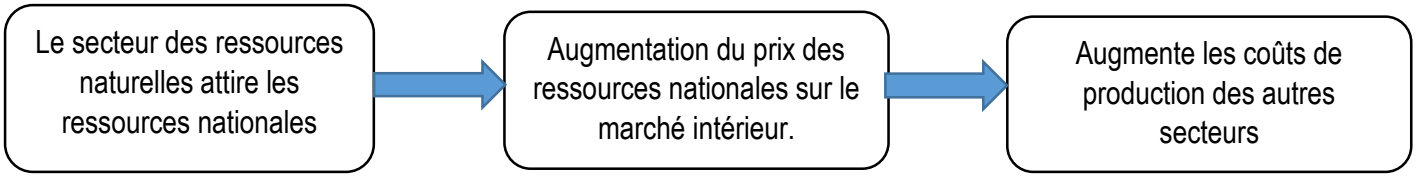


Figure 3 : Mécanisme du Syndrome Hollandais (Effet D'attraction)

Source : Badeeb et al. (2017)

II.3. Ressources naturelles et industrialisation au regard de la volatilité des prix des matières premières

Le troisième canal économique via lequel les ressources naturelles peuvent affecter l'industrialisation réside dans la nature volatile des prix des produits de base sur les marchés mondiaux. Etant un processus de long terme, l'industrialisation nécessite un investissement important. Or l'instabilité des prix des ressources naturelles sur le marché accroît l'incertitude. Ce qui rend difficile la mesure des revenus du secteur des ressources naturelles et entrave la planification efficace du développement économique (Badeeb et al., 2017). Davis et Tilton (2005) affirment que la volatilité des prix des produits de base entraîne des fluctuations procycliques des recettes publiques et des recettes d'exportation, les unes et les autres chutant en cas de baisse des prix. Cela rend plus difficile la planification des dépenses et l'alignement des recettes et des dépenses des finances publiques. Ce qui peut réduire l'efficacité des investissements publics et privés. Cela peut également réduire la capacité des nations à remplir les conditions requises pour une politique monétaire expansionniste anticyclique, alors qu'elle serait autrement bénéfique. De même, l'ampleur des fluctuations des prix des ressources peut être amplifiée par les prêts internationaux (Humphreys et al., 2007). Ainsi, lorsque les prix des matières premières sont élevés, les pays riches en matières premières empruntent à l'étranger, ce qui exacerbe le boom. Lorsque les prix chutent, les prêteurs internationaux exigent le remboursement et forcent la réduction des dépenses, augmentant ainsi l'ampleur des ralentissements (Ploeg, 2011).

SECTION II : EXPERIENCES EMPIRIQUES DE LA RELATION RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION.

La littérature théorique précédemment mise en exergue demeure controversée quant au rôle des ressources naturelles sur l'industrialisation. Toutefois, les institutions apparaissent comme un catalyseur solide susceptible d'atténuer cette relation. Ainsi, sans prétendre à l'exhaustivité, cette sous-section passe en revue les résultats des travaux empiriques qui traitent de la relation ressources naturelles et

industrialisation. Il s'agit plus spécifiquement d'une part des travaux arrivent à des résultats positifs et d'autres parts ceux qui arrivent à des résultats négatifs.

Les tentatives de vérification empirique de l'effet des ressources naturelles sur les indicateurs d'industrialisation aboutissent à des résultats divergents. Si d'aucuns aboutissent à un résultat positif, d'autres par contre arrivent à un résultat négatif. Ces deux approches constituent l'ossature de cette sous-section.

I. RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION : LES RÉSULTATS POSITIFS

Atangana (2018) étudie les facteurs d'industrialisation dans 19 pays de l'Afrique francophone subsaharienne et couvre la période 2002-2016. Le choix de la période observée se justifie par la disponibilité des données secondaires[6]. Pour ce faire il fait une distinction entre les facteurs internes et externes de l'industrialisation. Parmi les facteurs internes se trouvent les ressources naturelles qui sont mesurées par la rente totale aux ressources naturelles en pourcentage du PIB. En ce qui concerne l'industrialisation, elle est mesurée par les valeurs ajoutées issues des industries extractives, manufacturières et celles de la construction. Pour résoudre les problèmes d'endogénéité, Atangana (2018) fait appel à la méthode des GMM. Les principaux résultats révèlent qu'à l'exception de l'industrie manufacturière où l'effet est négatif et non significatif, les ressources naturelles contribuent positivement et significativement à l'industrialisation dans les pays africains francophones.

D'un autre côté, à la question de savoir si les ressources naturelles sont une bénédiction ou au contraire une malédiction, Allcott et Keniston (2017) répondent par l'affirmatif. Plus spécifiquement, sur la période 1969-2014, ils analysent l'effet de l'exploitation des ressources naturelles (pétrole et gaz) sur le développement industriel des États-Unis. Contrairement à ce qui est habituellement admis dans la littérature, ces derniers soutiennent l'existence d'une procyclicité entre le boom dans le secteur des ressources naturelles et développement du secteur manufacturier (en termes d'emploi et de valeur ajoutée) aux États-Unis. Plus spécifiquement le boom dans le secteur extractif concourt à l'augmentation des salaires dans les secteurs concernés et non à l'éviction du secteur manufacturier. Ce résultat est en étroite ligne avec celui obtenu par Wright (1990). Pour lui, les ressources naturelles sont l'un des facteurs clés au succès de l'industrialisation des États-Unis sur la période 1879-1940.

[6] Les données utilisées proviennent de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement et de la Banque mondiale.

Mensah et al. (2016) analysent les déterminants de la transformation structurelle dans 21 pays de l'Afrique subsaharienne sur la période 1970-2012. L'un des déterminants majeurs retenus sont les ressources naturelles qui sont mesurées par la rente minière. À partir de la méthode des Moments Généralisés, les résultats stipulent que les ressources naturelles contribuent positivement et significativement à l'industrialisation en ASS.

II. RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION : LES RÉSULTATS NÉGATIFS

Les conclusions des travaux de Sachs et Warner (1995) ont donné naissance à une multitude de vérification empirique de l'hypothèse de la malédiction des ressources naturelles. Cependant, très peu de travaux se sont intéressés à la relation ressources naturelles-industrialisation. C'est ainsi que Nkemgha et al. (2021) étudient l'effet de la dépendance aux ressources naturelles sur l'industrialisation sur la période 2000-2016 et pour un ensemble composé de 27 pays de l'Afrique subsaharienne. Pour ce faire, les auteurs font appel à une batterie de technique d'estimation à savoir les effets fixes, les effets aléatoires, les modèles linéaires généralisés et enfin les moindres carrés généralisés. Tout d'abord, les résultats de base relèvent que les ressources naturelles (rente totale en ressources naturelles) affectent négativement et significativement l'industrialisation (valeur ajoutée manufacturière) en Afrique subsaharienne. Ainsi, l'essor du secteur extractif contribue à évincer le secteur manufacturier en Afrique subsaharienne. Ce résultat est robuste à l'utilisation des méthodes des variables instrumentales (les GMM) qui ont la particularité de traiter efficacement des problèmes d'endogénéité. Ensuite, la même étude soutient l'existence d'une relation en U entre les ressources naturelles et le développement du secteur manufacturier. Ils concluent par ce résultat qu'il existe une relation non linéaire entre l'exploitation des ressources naturelles et le développent du secteur manufacturier. Enfin, et ceci conformément aux travaux précurseurs de Badeeb et al. (2017), Boschini et al. (2007) et Brunnschweiler et Bulte (2008) l'effet négatif de ressources naturelles sur l'industrialisation est propre aux ressources naturelles non renouvelables.

Dans le même ordre d'idée, Haraguchi et al. (2019) analysent les déterminants du processus d'industrialisation dans les pays en développement 1970-2014. L'une des particularités de leur étude est qu'elle est effectuée en deux sous-périodes soit 1970-1990 et de 1991-2014 avec des échantillons respectifs 126 pays d'une part et 112 pays d'autre part. L'idée d'utiliser 1990 comme période de rupture vient principalement des travaux de Rodrik (2016). Ils montrent à travers son étude que les tendances de l'emploi dans le secteur manufacturier avant et après 1990 n'est pas seulement la résultante de forts changements politiques. Mais surtout c'est aussi une période durant laquelle la mondialisation

économique grâce à la révolution des technologies de l'information et de la communication (TIC) a commencé à prospérer. Marquant ainsi des changements importants dans l'organisation de la production internationale et affectant ainsi les modèles d'industrialisation dans la majorité des pays du monde. Deuxièmement, l'industrialisation est prise en compte par une variable binaire qui prend la valeur 1 si sur la période retenue le pays choisi est considéré comme un exemple de réussite en matière d'industrialisation et 0 dans le cas échéant. Troisièmement, les ressources naturelles sont mesurées par la rente issue de l'exploitation des minerais. Les résultats des estimations obtenues à partir de la méthode des MCO à effets fixes révèlent que les ressources naturelles contribuent négativement à l'industrialisation sur l'ensemble de la période. L'effet demeure significatif sur la période 1970-1990 et non significatif sur la période 1991-2014.

Plus encore, Mijiyawa (2017) analysent les déterminants de la transformation structurelle dans 54 pays africains. Pour ce faire il utilise deux techniques d'estimation à savoir les MCO à effets aléatoires d'une part et les GMM d'autre part. Résultats sont en faveur de l'hypothèse du syndrome hollandais en ce sens que l'essor du secteur extractif concourt à l'éviction du secteur manufacturier. Ce résultat est robuste à plusieurs sensibilités.

CONCLUSION DU CHAPITRE 1

Ce premier chapitre a établi la complexité et l'ambiguïté de la relation entre la dotation en ressources naturelles et les trajectoires d'industrialisation des économies en développement, un sujet central des agendas de développement, particulièrement au Cameroun. L'analyse théorique a révélé une opposition fondamentale entre les approches qui voient dans les ressources un levier potentiel de développement industriel et celles qui y perçoivent un facteur structurel de désindustrialisation. D'un côté, les théories de l'économie spatiale (Weber) justifient l'attractivité des ressources pour la localisation des industries, et le modèle d'industrialisation basé sur les ressources insiste sur les opportunités de diversification via les liens fiscaux et de production (en amont et en aval). D'un autre côté, l'expérience historique des PED a mis en lumière les mécanismes négatifs de la malédiction des ressources, avec en tête le Syndrome Hollandais. Ce syndrome, par l'appréciation du taux de change réel et l'attraction des facteurs de production, conduit inéluctablement à l'éviction du secteur manufacturier échangeable. La volatilité des prix des matières premières vient amplifier cette fragilité en entravant la planification des investissements à long terme et en augmentant l'incertitude économique.

L'examen de la littérature empirique a confirmé cette divergence, soulignant l'absence de consensus sur l'impact des ressources. Pour l'Afrique subsaharienne, une majorité d'études appuient l'hypothèse de l'effet négatif, validant la prévalence des mécanismes du Syndrome Hollandais et de la désindustrialisation induite par les ressources non renouvelables. Ces résultats sont cohérents avec le paradoxe africain, où la richesse du sous-sol n'a pas été convertie en prospérité industrielle. À l'inverse, l'expérience de pays comme les États-Unis montre qu'une telle dotation peut être un facteur de succès industriel. Cette dichotomie suggère que la richesse en ressources n'est pas une fatalité, mais que son effet est conditionnel. La question n'est donc pas de savoir si les ressources sont bonnes ou mauvaises, mais plutôt de comprendre ce qui, dans le contexte institutionnel et de gouvernance, détermine si elles engendrent une bénédiction ou une malédiction.

Le cheminement de ce premier chapitre a ainsi permis de poser les bases théoriques et empiriques nécessaires.

CHAPITRE 2 : RESSOURCE NATURELLE ET INDUSTRIALISATION : UNE EVALUATION EMPIRIQUE

Introduction

Après avoir examiné dans le chapitre précédent les fondements théoriques du lien entre ressources naturelles et industrialisation, il apparaît nécessaire de confronter ces approches conceptuelles aux réalités empiriques. En effet, si la littérature économique met en évidence des mécanismes théoriques contrastés, certains soulignant le potentiel des ressources naturelles comme levier de développement industriel, d'autres insistant sur les risques associés à la dépendance extractive la validité de ces hypothèses dépend largement des contextes économiques et institutionnels spécifiques.

Dans de nombreux pays en développement, et particulièrement en Afrique subsaharienne, l'abondance de ressources naturelles s'accompagne souvent d'un niveau d'industrialisation relativement faible. Ce paradoxe, fréquemment désigné dans la littérature comme la « malédiction des ressources naturelles », soulève des interrogations importantes quant à la capacité des économies riches en ressources à transformer cette richesse en un processus durable de transformation structurelle.

Le Cameroun constitue à cet égard un cas d'étude particulièrement intéressant. Le pays dispose d'une dotation diversifiée en ressources naturelles, comprenant notamment des ressources pétrolières, forestières, minières et agricoles. Ces ressources jouent un rôle significatif dans les exportations et les recettes publiques. Cependant, malgré ce potentiel économique, la contribution du secteur manufacturier à la croissance économique demeure relativement limitée, ce qui soulève des interrogations quant à l'impact réel de la rente des ressources sur la dynamique industrielle du pays.

Dans cette perspective, l'objectif principal de ce chapitre est d'évaluer empiriquement la relation entre les ressources naturelles et l'industrialisation au Cameroun. Il s'agit plus précisément d'examiner dans quelle mesure la dépendance aux ressources naturelles influence le développement du secteur manufacturier et la transformation productive de l'économie.

Afin de mieux situer l'expérience camerounaise, l'analyse s'appuie également sur une approche comparative incluant d'autres pays tels que le Botswana et l'Égypte. Cette comparaison permet d'identifier les similitudes et les divergences dans les trajectoires d'industrialisation des économies riches en ressources naturelles.

Ce chapitre est structuré en deux sections principales. La première section présente une analyse descriptive des faits stylisés concernant les ressources naturelles et l'industrialisation au Cameroun, tout en situant le pays dans une perspective comparative. La seconde section propose une analyse économétrique visant à mesurer l'impact des ressources naturelles sur la dynamique industrielle.

SECTION 1 : RESSOURCE NATURELLE ET INDUSTRIALISATION : LES FAITS STYLISES

Avant d'analyser économétriquement la relation entre les ressources naturelles et l'industrialisation au Cameroun, il est nécessaire d'examiner les faits stylisés caractérisant cette relation. L'analyse descriptive permet en effet d'identifier les grandes tendances qui structurent l'économie camerounaise et de situer ses performances industrielles par rapport à celles d'autres pays disposant également de ressources naturelles.

Dans cette perspective, cette section propose une analyse comparative entre le Cameroun, le Botswana et l'Égypte. Ces pays présentent des configurations économiques différentes mais partagent une caractéristique commune : la présence de ressources naturelles significatives. Toutefois, leurs trajectoires de développement industriel divergent fortement. Alors que le Botswana est souvent cité comme un exemple de gestion relativement efficace de la rente minière, l'Égypte a développé une base industrielle plus diversifiée, tandis que le Cameroun reste confronté à des difficultés persistantes de transformation productive.

L'objectif de cette section est donc de mettre en évidence les caractéristiques structurelles de la relation entre ressources naturelles et industrialisation au Cameroun. À partir de l'analyse des différentes sources de rente, de la valeur ajoutée manufacturière et de certains indicateurs macroéconomiques, nous cherchons à identifier les principales tendances qui caractérisent l'économie camerounaise et à mettre en lumière les facteurs susceptibles d'expliquer le retard industriel observé. Cette analyse descriptive constitue une étape essentielle pour comprendre les mécanismes économiques en jeu et préparer l'analyse économétrique présentée dans la section suivante.

I. RESSOURCE NATURELLE ET INDUSTRIALISATION AU CAMEROUN UNE ANALYSE COMPARATIVE AVEC LE BOTSWANA ET L'ÉGYPTE.

I .1. Types de Ressources Naturelles

La figure 2.1. Compare les différentes sources de rente, notamment celles des ressources naturelles, pour le Cameroun, l'Égypte et le Botswana. On note que l'Égypte (République arabe) se distingue par des rentes significativement plus élevées, en particulier dans les secteurs des ressources naturelles comme le gaz naturel et les minéraux. En comparaison, les rentes du Cameroun sont relativement modestes, reflétant une dépendance plus forte sur les ressources forestières, tandis que les rentes pétrolières et minières semblent moins développées. Le Botswana, quant à lui, affiche également des rentes minières notables, particulièrement liées aux diamants, mais dans l'ensemble, il conserve une position intermédiaire par rapport aux deux autres nations. Cette analyse montre que le Cameroun pourrait bénéficier d'une diversification et d'une valorisation accrue de ses ressources naturelles pour stimuler son développement économique.

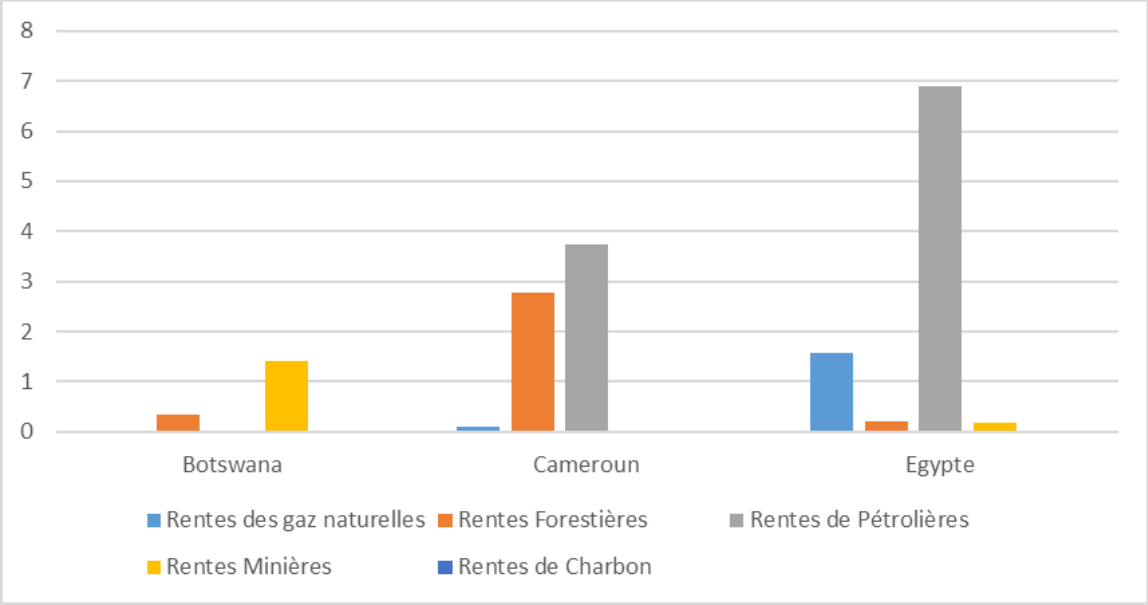


Figure 4 : Analyses des différents types de ressources naturelles

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

I.2. Valeur Ajoutée Manufacturière

L'analyse de la valeur ajoutée manufacturière nous montre les performances en termes de valeur ajoutée manufacturière du Cameroun, du Botswana et de l'Égypte. Elle met en lumière la position du

Cameroun par rapport à ses pairs. Avec une valeur ajoutée de 14,44 millions, le Cameroun se situe bien en dessous des performances de l'Égypte, qui génère plus de 16,45 millions, soulignant une industrialisation moins développée. Bien que le pays dispose de ressources naturelles substantielles, cette richesse ne se traduit pas par une augmentation significative de la production manufacturière. La faible valorisation de ses ressources indique un manque d'investissements dans le secteur industriel et une dépendance excessive aux exportations brutes. À l'inverse, le Botswana, avec 6,65 millions, semble adopter une approche plus stratégique, suggérant que le Cameroun devrait renforcer ses capacités techniques et son infrastructure pour stimuler une véritable transformation industrielle. Ce constat souligne l'importance d'une vision intégrée pour capitaliser sur les ressources naturelles et développer un secteur manufacturier solide.

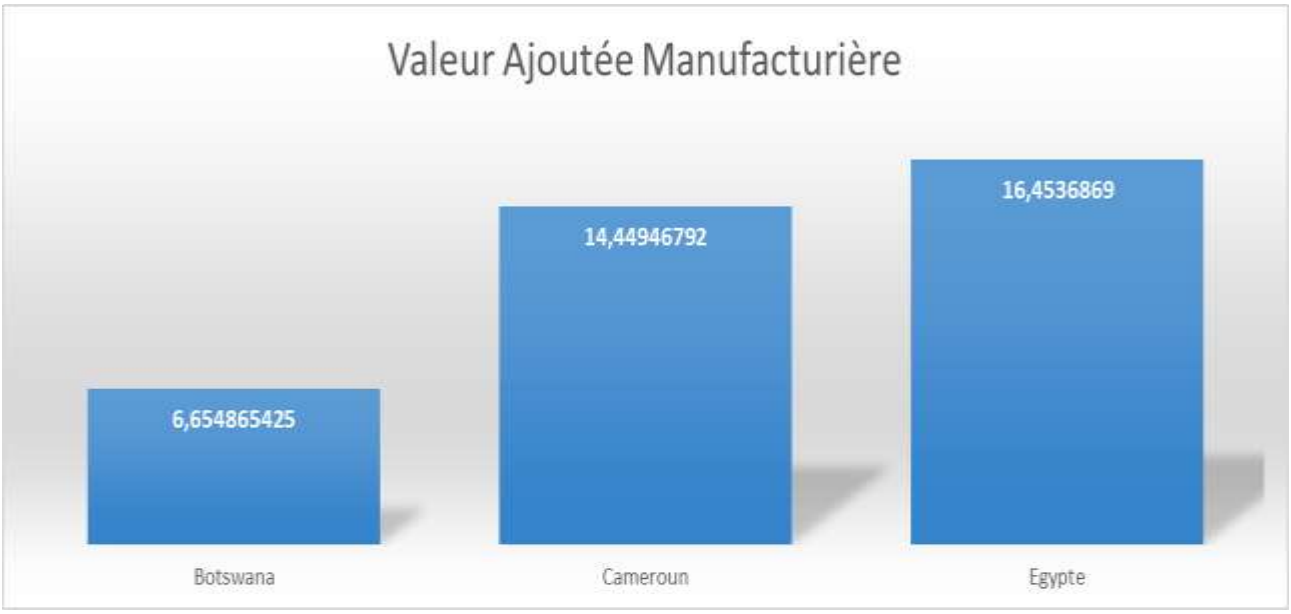


Figure 5 : Analyse de la Répartition de la Valeur Ajoutée Manufacturière

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

I.3. Répartition de la Valeur Ajoutée Industrielle

L'analyse de la valeur ajoutée industrielle met en lumière le cas préoccupant du Cameroun, qui accuse un retard significatif par rapport au Botswana et à l'Égypte. Alors que le Botswana atteint environ 87,32 en % du PIB, le Cameroun se retrouve à peine au niveau de 26,19 en % du PIB, soulignant des lacunes structurelles majeures dans son secteur industriel. Ce déficit n'est pas seulement un problème économique, mais aussi un frein au développement socio-économique, limitant les opportunités d'emploi et la diversification des sources de revenus. Comparé à l'Égypte, qui affiche des performances industrialisées plus solides, le Cameroun doit impérativement réévaluer ses politiques économiques pour

stimuler l'industrialisation. Le pays a besoin d'encourager les investissements, de renforcer les infrastructures et d'améliorer la formation technique afin de combler cet écart et de mettre en avant un secteur industriel dynamique à même de soutenir sa croissance à long terme.

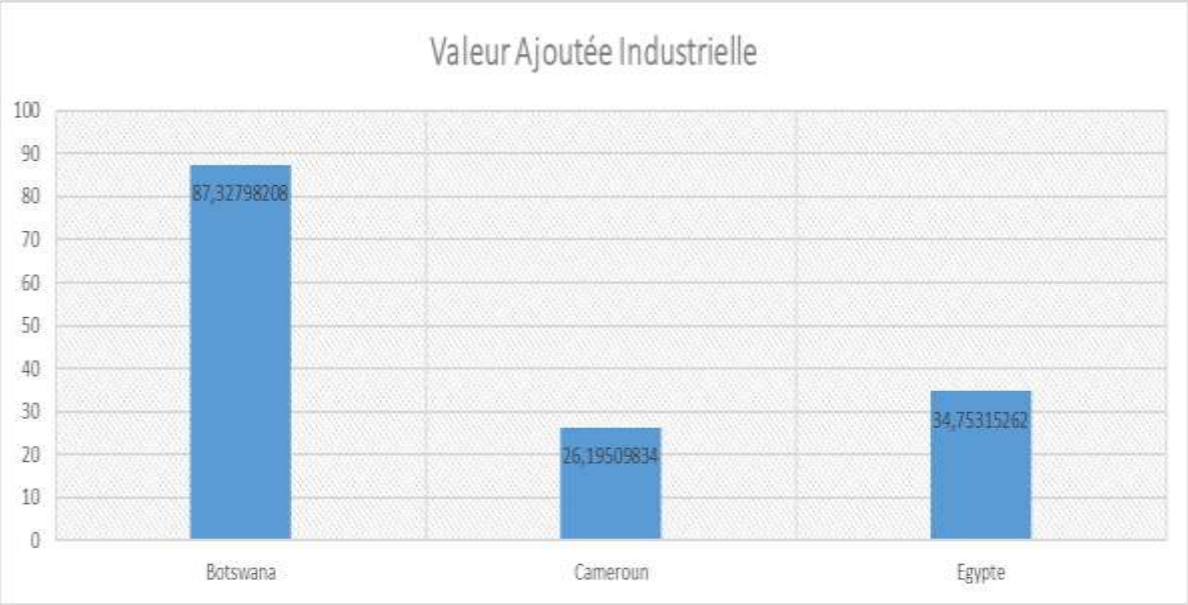


Figure 6 : Analyse de la Répartition de la Valeur Ajoutée Industrielle

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

I.4. Valeur Ajoutée dans les Secteurs Agricoles, Forestier et Piscicoles

La figure suivante nous présente la valeur ajoutée dans les secteurs de de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche. Nous pouvons constater que le Cameroun tente de se démarquer dans le secteur de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche, mais se retrouve en retard par rapport à l'Égypte. Bien qu'il affiche une valeur ajoutée d'environ 1,5 unités, l'Égypte dépasse ce seuil avec près de 3,5 unités, révélant une meilleure optimisation de ses ressources. Le pays fait face à de nombreux défis, notamment le manque d'infrastructures adéquates et des difficultés d'accès aux marchés internationaux. De plus, la formation des agriculteurs et l'innovation restent insuffisantes pour améliorer les rendements. Le Cameroun doit également renforcer ses politiques de soutien pour inciter les investissements dans le secteur agricole. En adoptant des meilleures pratiques observées chez ses voisins, le Cameroun a l'opportunité de développer une agriculture plus dynamique et de catalyser son développement économique. Un engagement à long terme dans ces domaines est essentiel pour combler cet écart et assurer une croissance durable.

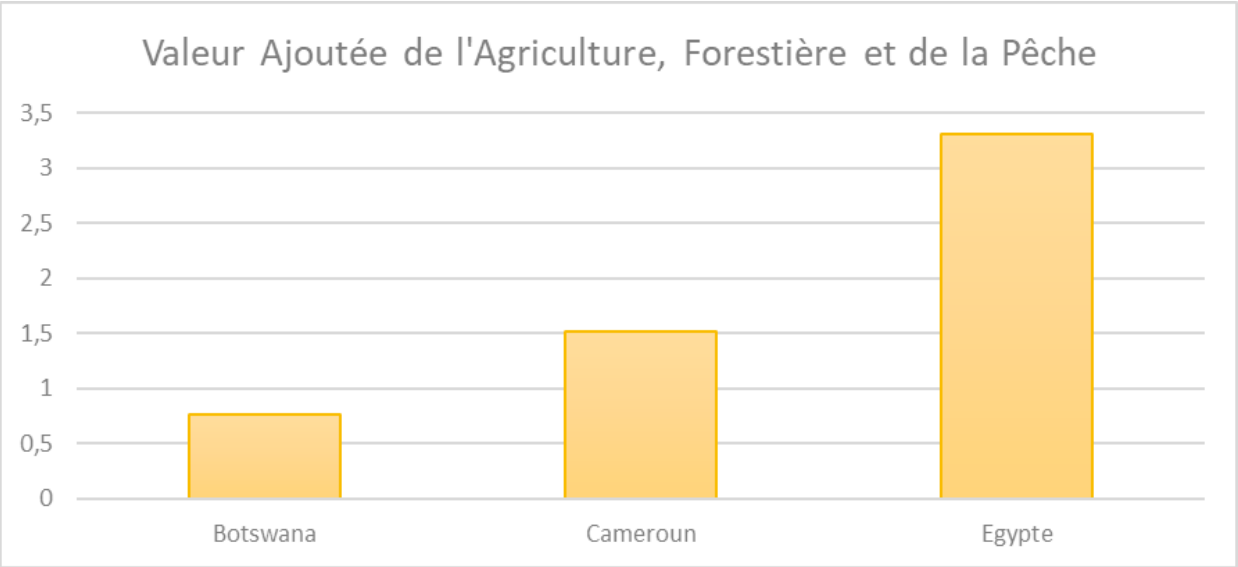


Figure 7 : Analyse de la valeur Ajoutée de l'Agriculture, Forestière et de la Pêche

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

I.5. Exportation des Produits Fabriqués

La Figure illustre les exportations de produits fabriqués par différents pays, mettant en lumière la position du Cameroun par rapport à Botswana et l'Égypte. Alors que le Botswana domine clairement le tableau avec des exportations dépassant les 35 unités, le Cameroun se situe à un niveau relativement bas, avec un chiffre significatif mais nettement inférieur. L'Égypte, quant à elle, enregistre des exportations encore plus modestes, soulignant une faiblesse persistante dans la diversification de ses produits. Cette situation économique peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment le manque d'investissements dans l'industrialisation et l'innovation au Cameroun, ainsi que des infrastructures déficientes. De plus, la dépendance aux matières premières peu transformées limite la capacité du Cameroun à tirer pleinement parti de ses ressources. En outre, la concurrence internationale croissante impose des défis supplémentaires à l'essor de l'industrie locale. Pour améliorer sa position, le Cameroun devra intensifier ses efforts en matière de développement industriel et de politiques d'exportation.



Figure 8 : Analyse de la Répartition des Exportations des Produits Fabriqués

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

I.6. Rentes des Ressources Naturelles et de l'Industrialisation

La figure 2.6 présente l'état des lieux du Cameroun, du Botswana et de l'Egypt en matière des rentes total des ressources naturelles et de l'industrialisation durant la période 2000-2023. Nous constatons qu'en moyenne il existe une forte relation entre les ressources naturelles et l'industrialisation. Les ressources naturelles bien encadrée peuvent jouer un rôle moteur dans l'industrialisation des pays, cependant nous notons que bien que le Cameroun affiche une rente des ressources naturelles relativement élevée (6,65 millions), sa valeur ajoutée manufacturière reste faible (14,45 %), indiquant une industrialisation limitée. En revanche, des pays comme le Botswana profitent d'une rente des ressources naturelles qui ne semble pas entraver leur capacité à développer un secteur manufacturier compétitif. Ce contraste peut s'expliquer par une gestion moins efficace des ressources naturelles au Cameroun, où une grande partie des ressources est exportée sous forme brute plutôt que transformée localement. L'Égypte, quant à elle, affiche une valeur ajoutée manufacturière modérée mais optimisée, suggérant une stratégie plus structurée d'industrialisation malgré des ressources naturelles moins conséquentes.

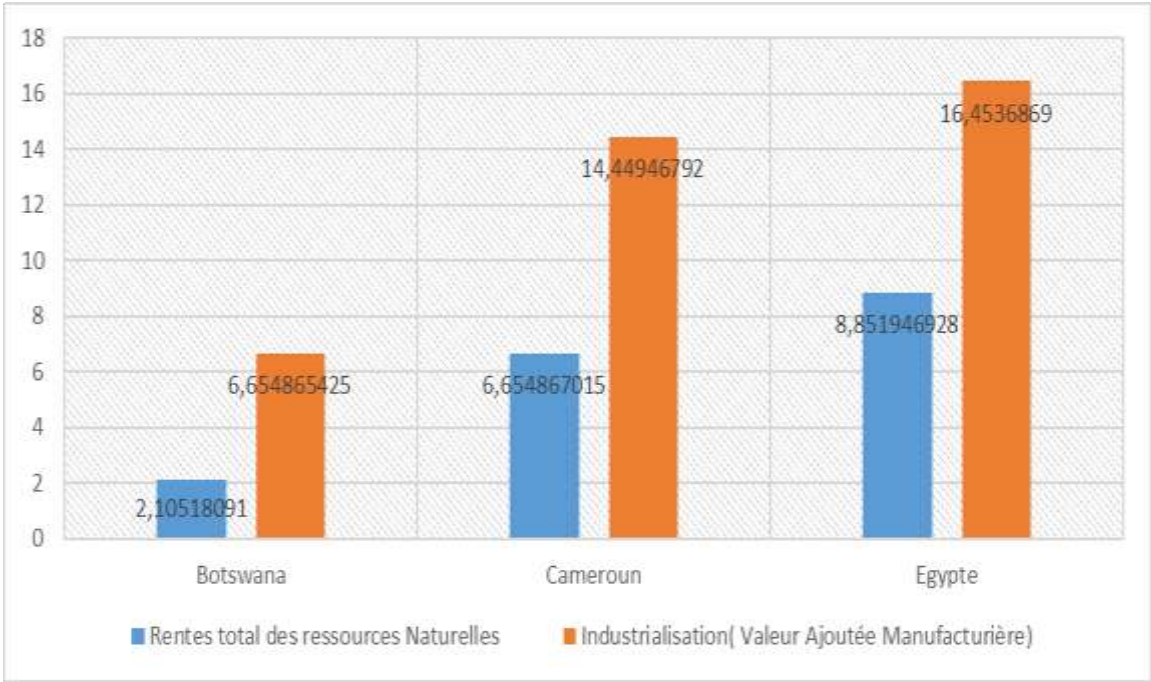


Figure 9 : Analyse de la Rente des Ressources Naturelles et de L'industrialisation

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

II. ÉVOLUTION CROISÉE ENTRE LES RESSOURCES NATURELLES ET L'INDUSTRIALISATION AU CAMEROUN

L'exploitation des ressources naturelles (Ressources Naturelles Renouvelables et Non Renouvelables) est souvent perçue comme un levier de développement économique, capable de financer la transformation structurelle d'un pays. Au Cameroun, une nation richement dotée en ressources pétrolières, gazières, minières et forestières, l'enjeu est de déterminer si cette rente extractive a effectivement stimulé une industrialisation durable et diversifiée. L'analyse des données croisées entre la rente totale et sectorielle et la croissance de la valeur ajoutée manufacturière révèle une déconnexion frappante. Les figures étudiées mettent en lumière une relation généralement faible et instable, suggérant des inefficacités structurelles dans le mécanisme de transfert de la richesse naturelle vers le secteur productif.

II.1. Évolution croisée entre la rente totale des ressources naturelles et le taux de croissance de la valeur ajouté manufacturière

Le graphique 2.1 met en évidence une relation globalement faible et instable entre la rente totale des ressources naturelles et la croissance de la valeur ajoutée manufacturière. Les phases

d'augmentation de la rente ne coïncident pas systématiquement avec une accélération industrielle. Cette dynamique suggère une faible capacité à transformer la rente extractive en investissements productifs, traduisant une industrialisation peu intégrée et dépendante de facteurs exogènes.

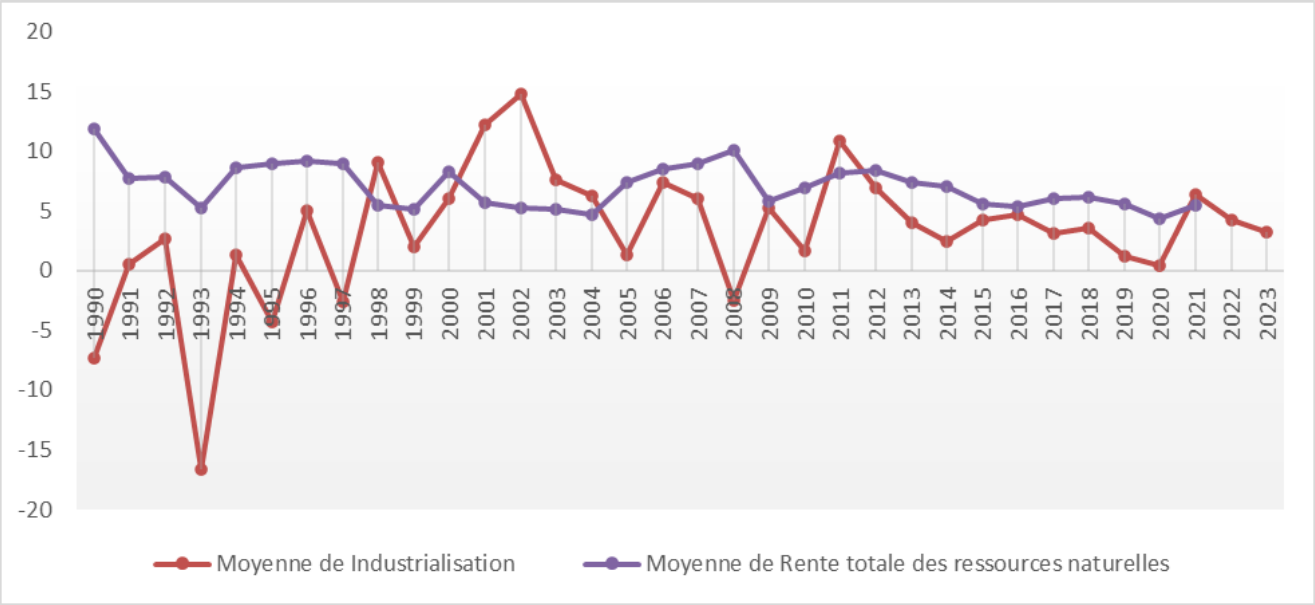


Figure 10 : Évolution croisée entre la rente totale des ressources naturelles et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

II.2 Évolution croisée entre la rente gazière et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière.

Dans la figure 10, La rente gazière apparaît faiblement corrélée à la croissance manufacturière, avec des effets positifs ponctuels mais non durables. Cela suggère que le gaz n'a pas encore servi de levier structurant pour l'industrialisation, faute de liens en aval (pétrochimie, énergie industrielle) et d'investissements ciblés dans les chaînes de valeur locales.

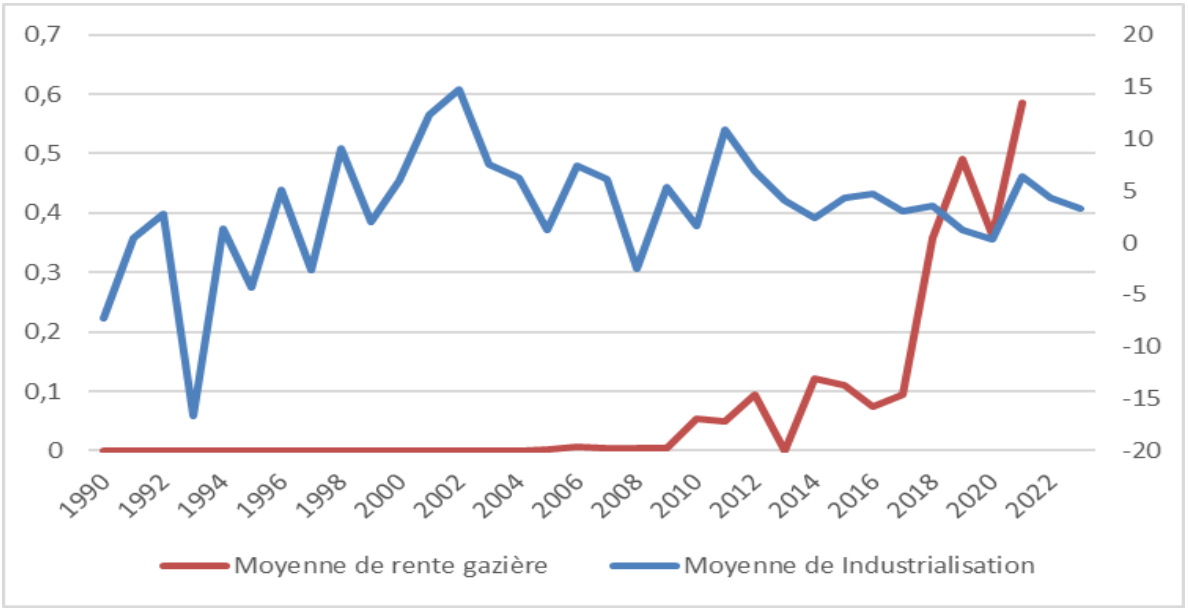


Figure 11 : Évolution croisée entre la rente gazière et le taux de croissance de la valeur ajouté manufacturière

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

II.3 Évolution croisée entre la rente pétrolière et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière

Dans le graphique 2.3, la relation entre rente pétrolière et croissance manufacturière est volatile et souvent négative. Les booms pétroliers coïncident parfois avec un ralentissement industriel, suggérant un effet d'éviction via le syndrome hollandais. La rente pétrolière semble davantage soutenir la consommation et les dépenses publiques que la diversification manufacturière.

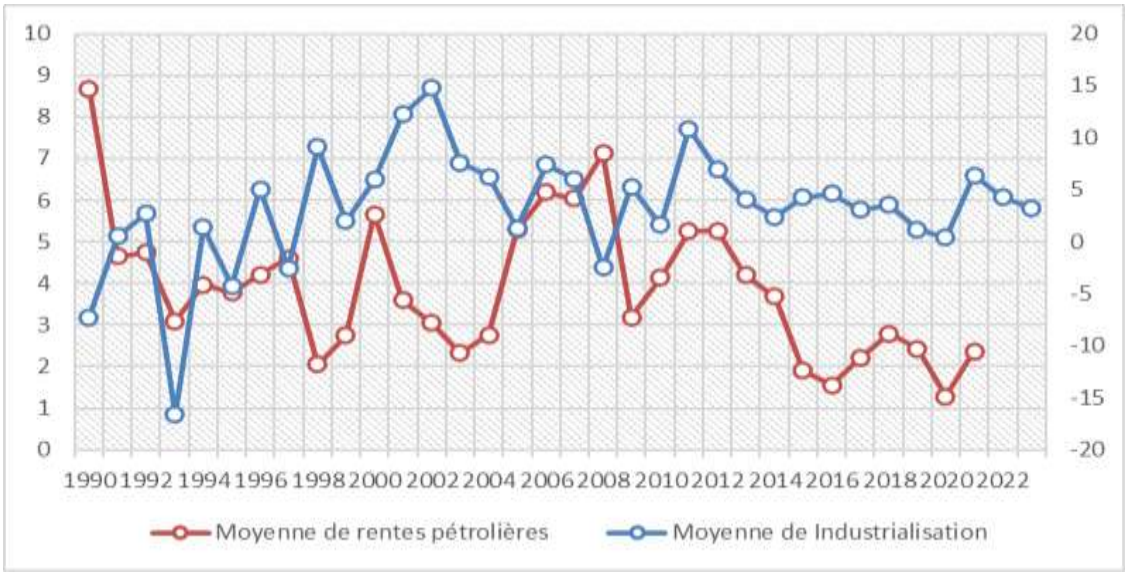


Figure 12 : Évolution croisée entre la rente pétrolière et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière

***Source** : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.*

II.4. Évolution croisée entre la rente minière et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière

Relativement au graphique 2.4, la rente minière présente une relation faible et non linéaire avec la croissance de la valeur ajoutée manufacturière. L'absence de tendance claire indique que l'exploitation minière reste largement enclavée, avec peu de liens en amont et en aval. Le faible niveau de transformation locale et de contenu local limite la diffusion de la rente minière vers l'industrie manufacturière.

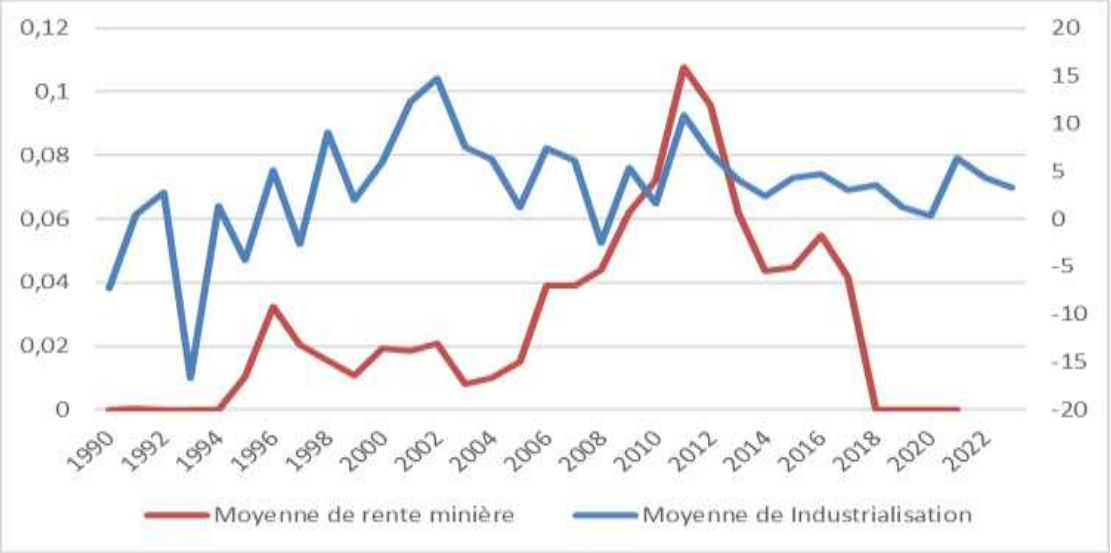


Figure 13: Évolution croisée entre la rente minière et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

II.5. Évolution croisée entre la rente forestière et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière

Pour ce qui est du graphique 2.5, la rente forestière semble associée à une relation légèrement plus stable avec la croissance manufacturière, bien que d'ampleur limitée. Cette dynamique reflète une transformation locale partielle du bois, encore dominée par l'exportation de produits faiblement

transformés. Le potentiel industriel du secteur forestier demeure sous-exploité, faute d'investissements dans la montée en gamme et l'industrialisation du bois.

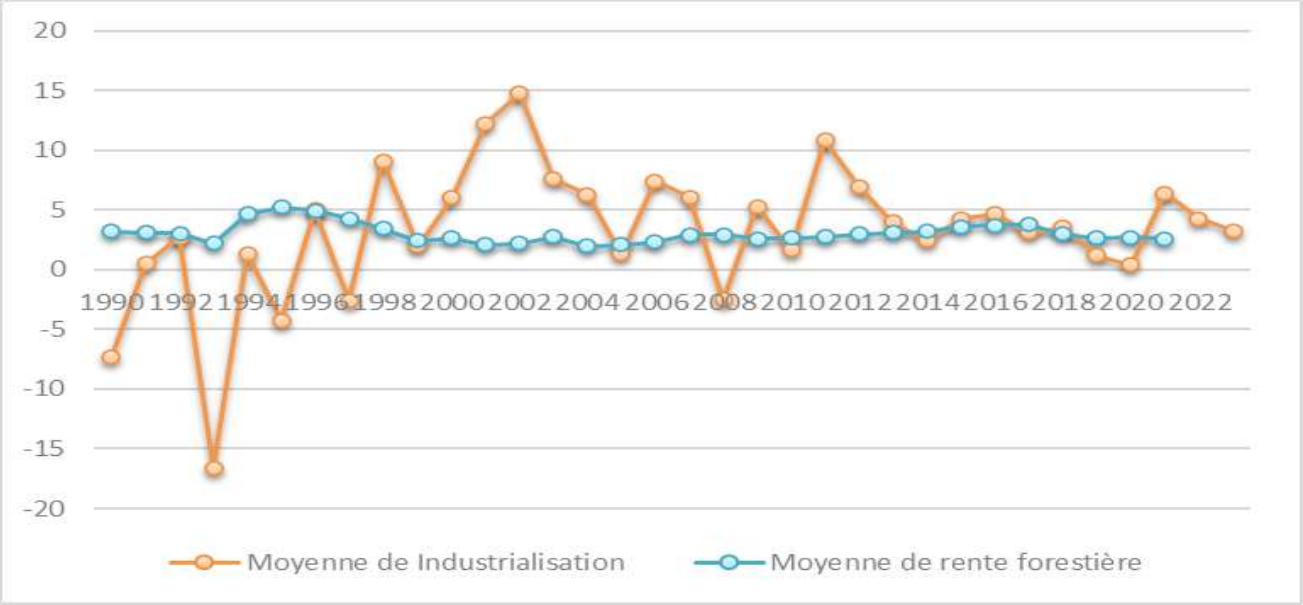


Figure 14: Évolution croisée entre la rente forestière et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

Les analyses croisées des graphiques 2.1 à 2.5 aboutissent à une conclusion nuancée mais critique : la rente des ressources naturelles au Cameroun, quelle que soit son origine (pétrolière, gazière, minière ou forestière), ne s'est pas traduite de manière significative et stable par une accélération de la croissance de la valeur ajoutée manufacturière.

La principale intuition qui se dégage est l'omniprésence du phénomène d'« enclavement » et de l'effet d'éviction. La rente pétrolière montre même un effet souvent négatif, typique du Syndrome Hollandais, où l'afflux de devises soutient la consommation et les importations, au détriment de la compétitivité du secteur manufacturier local. Les autres rentes (gazière, minière) présentent des corrélations faibles, indiquant un manque flagrant de liens en amont et en aval (par exemple, utilisation du gaz pour l'énergie industrielle, transformation locale poussée des minerais). Seule la rente forestière affiche une relation légèrement plus stable, mais qui reste limitée à une transformation de base.

Pour briser cette dynamique, il est impératif de mettre en œuvre des politiques de contenu local strict et d'investissement ciblé dans les infrastructures et l'énergie, afin de forcer l'intégration des secteurs extractifs avec l'industrie. La diversification de l'économie camerounaise passe par une transition délibérée de l'extraction vers la production manufacturière à forte valeur ajoutée.

SECTION 2 : UNE EVALUATION EMPIRIQUE DU LIEN ENTRE RESSOURCE NATURELLE ET INDUSTRIALISATION LE CAS DU CAMEROUN

Dans cette section il est question de faire une analyse empirique du lien entre ressource naturelle et l'industrialisation au Cameroun. Pour ce faire nous présentons tout d'abord des analyses préliminaires et par la suite l'analyse économétrique de cette relation.

I. RESSOURCE NATURELLE ET INDUSTRIALISATION : MÉTHODOLOGIE ET UNE ANALYSE PRÉLIMINAIRE

Les analyses préliminaires sont essentielles pour la compréhension des résultats économétriques qui seront présentés dans la sous-section B. Les analyses préliminaires ici sont constituées de l'analyse descriptive d'une part et de l'analyse graphique de la relation.

I.1. Données et Méthodologie de l'Estimation

Dans cette sous-section nous présentons les données et la méthode d'estimation utilisées dans le cadre de notre analyse.

I.1.1. Les Données

Nous utilisons les données du Cameroun issues de la Banque Mondiale allant de 1990 à 2023.

❖ **Variables Dépendante**

Nous utilisons comme proxy de l'industrialisation la valeur ajoutée manufacturière en % du PIB. Il mesure la production nette du secteur manufacturier, calculée en soustrayant les consommations intermédiaires (matières premières, services) de la valeur totale des produits manufacturés. Elle représente la contribution du secteur au PIB, en mettant l'accent sur la transformation des matières premières en nouveaux biens plutôt que sur la simple valeur totale (Banque Mondiale, 2020). Cet indicateur est de plus en plus utilisé dans la littérature récente (Haraguchi et al., 2019; Nkoa & Fonguen-Kong-Ngoh, 2024).

❖ **Variable Indépendante**

Notre variable d'intérêt est les rentes totales des ressources naturelles et représente la somme des revenus de pétrole, du gaz, du charbon, des minéraux et des forêts, calculées comme la différence entre le prix mondial et le cout de production, souvent exprimé en pourcentage du PIB. Ces rentes mesurent la dépendance économique, atteignant plus de 30% dans certains pays contre une moyenne

mondiale d'environ 1,8% (Banque Mondiale, 2020). Depuis les travaux fondateurs de Sachs et Warner (1995), le débat sur la mesure des ressources naturelles continue de faire écho dans la littérature en économie du développement (Awoa et al., 2024). Alors que l'abondance fait référence au stock de ressources présentes dans une économie (généralement par habitant), la dépendance prend en compte la contribution des ressources naturelles à l'économie dans son ensemble, généralement le produit intérieur brut (Badeeb et al. 2017). En effet, Nkemgha et al. (2022) analyse le lien entre la dépendance aux ressources naturelles et l'industrialisation. Ils montrent qu'il existe une relation négative entre la dépendance aux ressources naturelles et l'industrialisation. Cette relation, en forme de U, est établie.

❖ **Variables de Contrôles**

Un ensemble de variables macroéconomiques considérées comme des déterminants de l'industrialisation est utilisé comme variables de contrôle. Ces variables, qui s'appuient largement sur la littérature spécialisée en matière d'industrialisation, peuvent être regroupées en trois catégories (Nkoa, 2016 ; Njangang, 2019). La première catégorie comprend des variables de politique macroéconomique qui tiennent compte de l'ouverture commerciale, du revenu par habitant et la population.

I.1.2. Méthodologie des Estimations

Cette étude vise à examiner l'effet des ressources naturelles sur l'industrialisation au Cameroun. Pour ce faire, nous adoptons une approche économétrique rigoureuse dans un premier temps, nous estimons un modèle de regression par les Moindre Carrée Ordinaire (MCO). Ce modèle de base nous permet d'établir la relation initiale entre l'abondance en ressource naturelle et l'industrialisation. Plus formellement, en nous inspirant de Nkemgha et al. (2021) notre modèle est décrit comme suit :

$$MVA_t = \beta_0 + \beta_1 TNR_t + \beta_2 Ouv_t + \beta_3 \log_Pop_t + \beta_4 \log_GDP_t + \varepsilon_t \qquad (1)$$

Où MVA_t désigne notre variable dépendante qui est l'industrialisation. β_0 la constante, TNR_t notre variable d'intérêt qui les ressources naturelles, Ouv_t l'ouverture commerciale, $\log_Pop_t$ le logarithme de la Population, $\log_GDP$ le logarithme du PIB et ε_t le terme d'erreur.

La méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) est une technique d'estimation linéaire qui minimise la somme des carrés des résidus pour obtenir les coefficients d'une régression entre une variable dépendante et un ensemble de variables explicatives ; elle repose sur l'hypothèse d'une relation linéaire correcte et d'erreurs centrées en espérance nulle. Sous les assumptions classiques (linéarité, indépendance des erreurs, homoscédasticité, non-corrélation entre erreurs et régressors et absence de multicolinéarité parfaite), les estimateurs MCO sont les meilleurs estimateurs linéaires sans biais (BLUE)

au sens de Gauss–Markov. En pratique, on vérifie la validité des hypothèses par des tests (par ex. test de Breusch–Pagan pour l'hétéroscédasticité, tests d'autocorrélation de Durbin–Watson) et, si nécessaire, on recourt à des estimateurs robustes (erreurs standards corrigées, MCO pondéré) ou à des modèles alternatifs. L'interprétation des coefficients MCO permet d'estimer l'effet marginal moyen d'une augmentation d'une variable explicative (par exemple la rente des ressources naturelles) sur l'issue d'intérêt (par exemple le degré d'industrialisation), tout en contrôlant pour d'autres facteurs. Plusieurs travaux appliquant le MCO au lien entre ressources naturelles et industrialisation incluent Nkemgha et al. (2022), qui examinent la dépendance aux ressources et l'industrialisation en Afrique subsaharienne, Perez et Claveria (2020), qui analysent les ressources minérales et le développement humain, et Njangang et Nounamo (2020), qui considèrent les technologies de l'information comme moteur d'industrialisation ; ces études utilisent le MCO pour quantifier les relations et testent souvent la robustesse des résultats. Enfin, le MCO reste un point de départ utile pour l'analyse empirique, mais les chercheurs doivent rester vigilants face aux biais d'endogénéité potentiels (variables omises, causalité inverse) et compléter l'approche par des méthodes instrumentales, des modèles à effets fixes ou des techniques quasi-expérimentales lorsque les données et le contexte l'exigent.

I.2. Analyse Descriptive

Le tableau 1.1 nous présente les statistiques descriptives, plusieurs observations peuvent être faites. Nous constatons qu'en moyenne le taux de croissance annuel de la valeur manufacturière ajoutée est de 3,271, avec un minimum de -16,618 et un maximum de 14,76. Ce qui nous montre que durant la période 1990 à 2023, le Cameroun nous présente un niveau faible de transformation manufacturière avec un écart-type de 5,678 supérieurs à la moyenne montrant une grande variabilité de la tendance observée précédemment autour de la moyenne. La rente totale des ressources naturelle est en moyenne de 7,05 avec un minimum de 4,342 et un maximum de 11,9. Ce qui montre que l'extraction de la rente issue des ressources naturelles est relativement stable durant la période 1990-2023. Avec un écart-type de 1,818 la rente totale des ressources nous montre une faible variabilité autour de sa moyenne montrant ainsi une forte dépendance du Cameroun vis-à-vis des ressources naturelles. Plus précisément, avec une moyenne de 3,898 la rente issue du pétrole constitue le principal pilier de l'exploitation des ressources naturelles suivie de la rente forestière avec une moyenne de 3,049. La rente minière et la rente de gaz naturel est en moyenne de 0,028 et 0,076 montrant la faiblesse des secteurs minier et des gaz naturels. L'ouverture commerciale est en moyenne de 43,1% avec un minimum de 26,2% et un maximum de 56% ce qui montre un niveau d'ouverture élevé au Cameroun. Le logarithme de la croissance du PIB est relativement soutenu durant toute la période avec une moyenne de 7,15 et un minimum de 6,967 et un

maximum 7,293. Le logarithme de la population est en moyenne de 16,7 avec un minimum de 16,24 et un maximum de 17,16. Montrant un niveau de de croissance de la population relativement fort durant la période.

Tableau 1 : Statistiques Descriptive

Variables	Obs	Moy	Ecart-type	Min	Max
Valeur ajoutée manufacturière	34	3,271	5,678	-16,618	14,76
Ressources naturelles (% PIB)	32	7,05	1,818	4,342	11,909
Pétrole (% PIB)	32	3,898	1,699	1,281	8,685
Gaz naturel (% PIB)	32	0,076	0,152	0	0,585
Minerais (% PIB)	32	0,028	0,029	0	0,108
Forêt (% PIB)	32	3,049	0,815	1,962	5,209
Ouverture commerciale	34	0,431	0,066	0,262	0,569
PIB par tête	34	7,15	0,106	6,967	7,293
Population totale	34	16,701	0,278	16,243	17,161

***Source**: Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.*

I.3. Analyse de la Relation

I.3.1 Relation linéaire entre les ressources naturelles et l'industrialisation

La figure 2.7 montre de manière graphique le sens de la relation entre les ressources naturelles et l'industrialisation au Cameroun. Elle nous montre qu'il existe une relation négative entre ressources naturelles et industrialisation au Cameroun. Ce qui indique qu'une augmentation de la dépendance des ressources naturelles pourrait freiner le développement d'un secteur industriel dynamique. Cette situation illustre le "paradoxe des ressources", où les pays riches en ressources souffrent souvent d'une industrialisation limitée en raison de facteurs comme la corruption et une gestion inefficace. En conséquence, il est crucial pour le Cameroun d'adopter des politiques qui favorisent la diversification économique, notamment à travers des investissements dans l'éducation, la recherche, et le développement des industries manufacturières, afin de transformer cette richesse en progrès durable et inclusif.

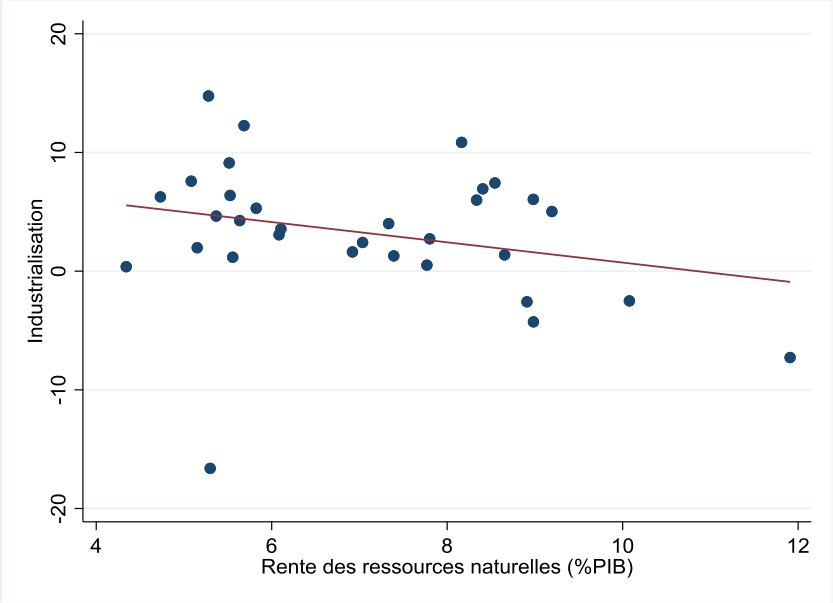
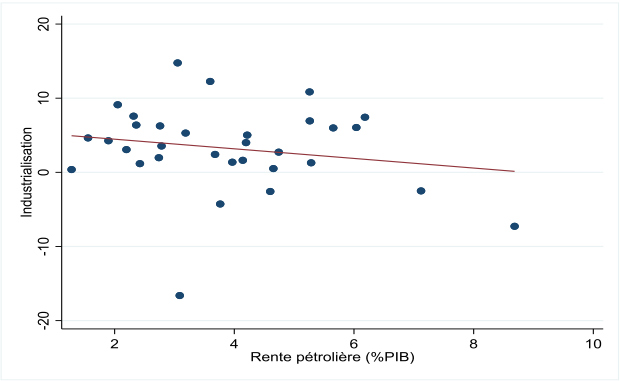
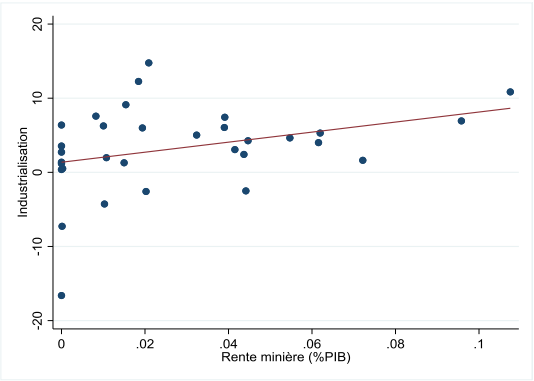


Figure 15 : Relation linéaire entre les ressources naturelles et l'industrialisation

Source: Auteur à partir de Stata 17.

La figure 2.8 nous montre l'analyse linéaire de la relation entre les différents sous indicateurs des ressources naturelles sur l'industrialisation. Notamment, nous considérons la rente pétrolière, minière, des gaz naturels et forestiers sur l'industrialisation. Nous pouvons constater que les rentes pétrolière et forestière sont négativement corrélées au niveau d'industrialisation. Cependant, la rente minière est positivement corrélée au niveau d'industrialisation au Cameroun et la rente des gaz naturels semble avoir un effet légèrement positif sur l'industrialisation. Ce constat montre clairement l'importance de la diversification des rentes issues des ressources naturelles pour renforcer le secteur industriel au Cameroun.





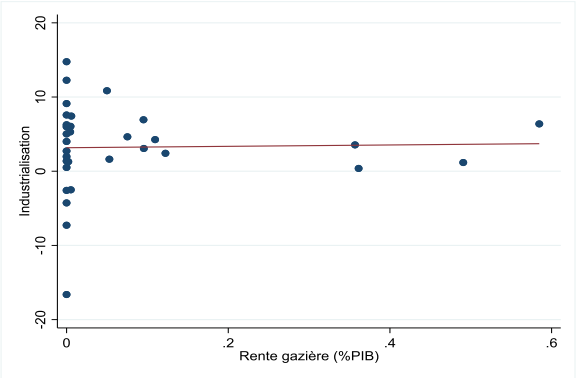


Figure 16 : Analyse des sous-indices des ressources naturelles et l'industrialisation

Source: Auteur à partir de Stata 17.

II. RÉSULTAT DE L'ESTIMATION DE L'EFFET DES RESSOURCES NATURELLES SUR L'INDUSTRIALISATION

Dans cette sous-section nous présentons les résultats des estimations de l'effet des ressources naturelles sur l'industrialisation.

II.1. Résultats de Base

Le tableau 2 nous présente les résultats des estimations de l'effet des ressources naturelles sur l'industrialisation mesuré ici par la valeur ajoutée manufacturière.

Tableau 2 : Moindre Carré Ordinaire (MCO)

	(1)	(2)	(3)	(4)
			MVA	
Ressources naturelles	-1,242***	-1,601***	-2,029***	-1,968***
	(0,4179)	(0,367)	(0,426)	(0,462)
Ouverture commerciale		3,9298***	4,6102***	4,439***
		(1,1052)	(1,129)	(1,234)
Population			-5,242*	-3,599
			(2,922)	(5,287)
PIB par tête				-4,387
				(11,684)
Constante	12,703***	-2,001	85,51*	89,774*
	(3,0624)	(4,8777)	(49,0004)	(51,0776)
Observations	32	32	32	32
F	16,15	19,30	16,43	12,75
R^2	0,53	0,67	0,71	0,71

Les écarts-types sont indiqués entre parenthèses. *p < 0,10, ** p < 0,05, *** p < 0,01.

Le tableau nous montre un effet négatif et significatif à 1% de la dépendance aux ressources naturelles sur l'industrialisation. Ce qui suggère qu'une forte dépendance aux ressources naturelles freine le développement du secteur manufacturier au Cameroun. Autrement dit, une augmentation de 1 point de la rente issu des ressources naturelles pour le développement du secteur manufacturier de 1,96 point. En effet, les recettes issues des ressources naturelles pourraient entrainer une désindustrialisation si ces recettes sont allouées aux importations de biens intermédiaires et finaux, et si les biens intermédiaires sont utilisés comme intrants dans la production du secteur des biens échangeables. Autrement dit, rien ne garantit l'industrialisation du Cameroun grâce aux recettes issues des ressources naturelles. Une dépréciation réelle peut survenir si ces recettes sont investies dans le secteur des biens non échangeables. Les fluctuations du taux de change réel sont plus importantes dans les pays riches en ressources naturelles telle que le Cameroun que dans les autres pays lorsqu'ils allouent les recettes issues des ressources naturelles aux importations de biens intermédiaires et finaux. Cette politique est plus difficile à mettre en œuvre pour les pays dont la part des ressources naturelles dans le PIB dépasse 7 %.

II.2. Sensibilité

Dans cette sous-section nous effectuons les tests de sensibilité en analysant les effets des différents types de rente de ressources naturelles notamment pétrolière, minière, des gaz naturels et forestière. Les résultats des estimations sont présentés dans le tableau 1.3, il en ressort que les recettes issues du pétrole et des ressources forestières ont un effet négatif et significatif à 1% sur le développement du secteur manufacturier au Cameroun. Mais l'effet des recettes issues des mines et du gaz naturel sembles être non-significatif bien que les recettes issues des mines soient positives. Ce qui soutient la thèse de la malédiction des ressources naturelles sur le secteur manufacturier.

Tableau 3 : Estimation de l'effet des différents types de ressources naturelle sur VAM

	(1)	(2)	(3)	(4)
Pétrole	-2,0149***			
	(0,6917)			
Gaz naturel		-3,9300		
		(8,8139)		
Minerais			15,7613	
			(37,6462)	
Forêt				-2,8714***

				(0,9808)
Ouv_com	4,5575**	1,5393	1,68856	1,0607
	(1,7184)	(1,6480)	(1,7478)	(1,2793)
Population	-4,3819	11,2280	9,5189	11,6543**
	(7,2035)	(6,7752)	(5,9987)	(5,0978)
PIB par tête	-3,1758	-21,5269	-19,6638	-32,5257**
	(15,9062)	(14,2222)	(14,8129)	(13,4748)
Constante	87,5902	-36,0570	-22,5445	45,8255
	(54,7335)	(86,0949)	(65,5799)	(59,7972)
Observations	32	32	32	32
F	7,91	5,46	4,07	6,68
R^2	0,70	0,51	0,54	0,66

Les écarts-types sont indiqués entre parenthèses. *p < 0,10, ** p < 0,05, *** p < 0,01.

II.3. Analyse de la Robustesse

Pour conforter nos résultats nous recourrons à une méthode estimation alternative. Bien que nos précédentes estimations reflètent la tendance générale, l'impact de la dépendance aux ressources naturelles sur l'industrialisation pourrait masquer d'importantes disparités au sein de la distribution. Afin de révéler ces hétérogénéités, le tableau 1.4 présente les résultats des estimations par la régression quantile. Cette approche nous permet d'examiner si l'impact de la dépendance aux ressources naturelles sur l'industrialisation diffère selon que l'on considère les années présentant des niveaux faibles, moyens ou élevés d'industrialisation, offrant ainsi une image plus nuancée de la relation étudiée. Montre que la dépendance aux ressources naturelles a un effet négatif et significatif dans toute la distribution de la valeur ajouté manufacturière. Cet effet, semble diminuer lorsqu'on avance dans la distribution des quantiles. Ce qui conforte notre idée selon laquelle la dépendance aux ressources naturelles freine l'industrialisation.

Tableau 4 : Régression quantile

Variables	(0,15)	(0,25)	(0,5)	(0,75)
Ressources naturelles	-2,5857***	-2,3312***	-1,9524***	-1,6847**
	(0,3438)	(0,7578)	(0,5101)	(0,8060)
Ouverture commerciale	40,9990***	39,6946**	48,4344***	58,7240**

	(7,0831)	(15,8236)	(13,7745)	(21,4101)
Population	-13,7936***	-10,6346	-4,2308	-1,2054
	(2,5487)	(6,3109)	(5,5864)	(11,1146)
PIB par tête	22,5748***	7,9979	-12,2090	-10,2760
	(7,4203)	(14,1577)	(11,7167)	(18,7378)
Constante	69,3018	120,6289	154,6286**	85,5530
	(59,3468)	(84,8423)	(60,8122)	(86,8810)
Observations	32	32	32	32
Pseudo R^2	0,6	0,498	0,42	0,445

Les écarts-types sont indiqués entre parenthèses. *p < 0,10, ** p < 0,05, *** p < 0,01.

CONCLUSION CHAPITRE 2

L'analyse de l'évolution croisée entre la rente des ressources naturelles et les indicateurs de développement au Cameroun révèle une déconnexion structurelle. La rente extractive, qu'elle soit totale ou sectorielle, n'a pas servi de catalyseur significatif pour une industrialisation durable (Point I), souffrant d'effets d'éviction et d'un faible niveau d'intégration sectorielle. Les analyses empiriques nous confortent quant à une relation négative entre la dépendance aux ressources naturelles et le développement du secteur manufacturier au Cameroun.

CONCLUSION PREMIERE PARTIE

Au terme de cette première partie consacrée à l'analyse du lien entre ressources naturelles et industrialisation au Cameroun, plusieurs enseignements majeurs peuvent être dégagés. Tout d'abord, l'examen théorique a mis en évidence la complexité de la relation entre la dotation en ressources naturelles et la dynamique d'industrialisation. Si certaines approches soulignent le potentiel des ressources naturelles comme moteur de développement industriel, d'autres insistent sur les risques de dépendance économique, de désindustrialisation et de volatilité macroéconomique associés à leur exploitation. Ces divergences théoriques montrent que l'impact des ressources naturelles dépend largement du contexte institutionnel, des politiques économiques mises en œuvre et de la capacité des économies à transformer la rente extractive en investissements productifs.

Ensuite, l'analyse empirique appliquée au cas du Cameroun confirme l'existence d'une relation globalement défavorable entre la dépendance aux ressources naturelles et le développement du secteur manufacturier. Les résultats obtenus suggèrent que la rente extractive n'a pas constitué un levier significatif pour la transformation industrielle du pays. Au contraire, elle semble avoir contribué à renforcer la spécialisation dans les activités primaires et à limiter l'essor du secteur manufacturier.

Ces résultats mettent en évidence la nécessité de repenser les politiques économiques visant à valoriser les ressources naturelles. L'enjeu principal réside dans la capacité à transformer cette richesse potentielle en un véritable moteur de diversification économique et d'industrialisation.

Dans cette perspective, l'analyse ne peut se limiter à la seule dimension productive de l'économie. La question essentielle demeure celle de l'impact des ressources naturelles sur le bien-être des populations et sur la qualité du développement. C'est précisément à cette problématique que se consacre la seconde partie de ce travail.

PARTIE II : RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ÊTRE

INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE

Si la première partie de cette étude s'est attachée à analyser l'impact des ressources naturelles sur la dynamique d'industrialisation au Cameroun, il apparaît également essentiel d'examiner leurs effets sur le bien-être des populations. En effet, au-delà de la transformation productive de l'économie, le développement économique doit également se traduire par une amélioration tangible des conditions de vie des citoyens.

Dans de nombreux pays riches en ressources naturelles, l'abondance de ces ressources n'a pas toujours conduit à une amélioration significative du bien-être social. Ce paradoxe a donné naissance à une vaste littérature autour de la notion de « malédiction des ressources », selon laquelle la richesse naturelle peut parfois être associée à des niveaux élevés de pauvreté, d'inégalités et de fragilité institutionnelle.

Dans le contexte camerounais, cette question est particulièrement pertinente. Malgré l'existence de ressources naturelles importantes, les indicateurs de développement humain demeurent relativement modestes. Cette situation soulève des interrogations quant à la capacité du pays à transformer la rente extractive en progrès social durable.

La seconde partie de ce travail vise ainsi à analyser la relation entre les ressources naturelles et le bien-être au Cameroun. Elle s'articule autour de deux chapitres complémentaires. Le premier propose une analyse théorique du lien entre ressources naturelles et bien-être en mobilisant les principales contributions de la littérature économique. Le second chapitre procède à une validation empirique de cette relation afin d'évaluer dans quelle mesure la richesse naturelle contribue effectivement à l'amélioration des conditions de vie de la population camerounaise.

CHAPITRE III. RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ÊTRE AU CAMEROUN

Introduction

Au cours des dernières décennies, la question du rôle des ressources naturelles dans la dynamique de la croissance économique a suscité de nombreux débats dans la littérature académique. Plusieurs travaux ont cherché à élucider pourquoi les pays dotés d'abondantes ressources naturelles rencontrent des difficultés économiques et comment ces perturbations freinent leur développement comparativement à d'autres nations. Depuis les premières contributions de Krugman (1987) et Corden (1984), les recherches portant sur l'impact de l'abondance des ressources naturelles sur la trajectoire économique ont révélé que les déséquilibres macroéconomiques dans ces pays peuvent constituer un frein à leur croissance. Toutefois, ce phénomène, mis en lumière par les travaux de Sachs et Warner (1995, 1999, 2001), et désigné sous le terme de « malédiction des ressources naturelles » par Auty (1993), a fait l'objet de vifs débats dans la littérature scientifique (Leite et Weidmann, 1999 ; Sala-i-Martin et al., 2000 ; Atkinson et Hamilton, 2003 ; Lederman et Maloney, 2003, 2007 ; Sala-i-Martin et Subramanian, 2003 ; Wright et Czelusta, 2004 ; Arezki et Van Der Ploeg, 2007).

Ce chapitre explore la relation complexe et souvent paradoxale entre l'abondance des ressources naturelles et le bien-être des populations. Historiquement perçues comme un atout pour le développement, les ressources naturelles ont également été associées à des résultats socio-économiques défavorables, un phénomène connu sous le nom de « malédiction des ressources ». En nous appuyant sur un cadre théorique robuste et une revue empirique approfondie, nous analyserons les multiples voies par lesquelles la dotation en ressources naturelles peut influencer le bien-être, en s'interrogeant sur la nature de ce lien et les conditions sous lesquelles les ressources peuvent devenir une bénédiction plutôt qu'une malédiction.

Notre chapitre est structuré comme suit : dans la section une, nous mettons en évidence les enseignements de la littérature théorique du lien entre ressources naturelles et le bien-être. Par la suite, la section II sera consacrée à présenter une revue de la littérature empirique de la relation ressources naturelles et bien-être.

SECTION 1 : RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ETRE : LES ENSEIGNEMENTS DE LA LITTERATURE THEORIQUE

Dans cette section nous posons les bases conceptuelles et théoriques de notre étude. Nous commençons par définir précisément ce qu'est le bien-être et comment il est mesuré, allant au-delà des indicateurs purement économiques pour prendre en compte les dimensions sociales, environnementales et subjectives. Par la suite, nous présentons les différents cadres théoriques qui tentent d'expliquer les liens complexes entre l'abondance des ressources naturelles et le bien-être.

I. ÉTUDE CONCEPTUELLE ET MESURE DU BIEN-ÊTRE

Pour comprendre l'impact des ressources naturelles, il est impératif de bien cerner le caractère multidimensionnel du bien-être et ces mesures. Le bien-être est une valeur essentielle dans la vie des individus et peut être considéré comme un indicateur de progrès social. Les chercheurs ont proposé deux grandes approches pour mesurer le bien-être : le bien-être objectif et le bien-être subjectif (Voukelatou et al., 2021). Dans cette sous-section nous clarifions le concept de bien-être et ces différentes mesures dans le but de nous positionner dans la littérature.

I.1. Définition et mesure du bien-être Objectif

Proposer une définition unique du bien-être objectif représente un défi considérable, principalement en raison de sa multi-dimensionnalité. C'est pourquoi les chercheurs se sont attachés à spécifier avec précision ses dimensions objectivement mesurables (Alkire, 2002; Dodge et al., 2012). Le bien-être objectif est traditionnellement mesuré par le biais d'enquêtes, telles que les enquêtes sur les revenus et la consommation des ménages (Deaton, 1997). Cependant, en général, de telles enquêtes sont très coûteuses et prennent beaucoup de temps (Solomon, 2000), ce qui rend difficile pour de nombreux pays et instituts internationaux de mettre à jour fréquemment leurs estimations. Par conséquent, ces dernières années ont été marquées par une évolution dans la manière de mesurer le bien-être objectif. En particulier, des chercheurs de diverses disciplines proposent plusieurs méthodologies pour mesurer le bien-être objectif individuel et collectif, en s'appuyant sur une combinaison de nouvelles sources de données et d'enquêtes traditionnelles (Blumenstock, 2016; Daas et al., 2015). Les Nations Unies encouragent également cette évolution dans l'étude du bien-être, comme en témoignent deux rapports récents où l'utilisation de nouvelles sources de données, principalement massives, est préconisée pour l'étude des tendances et des phénomènes liés à la santé et au bien-être des populations (United Nations, 2014; SDSN, 2015).

Nous pouvons distinguer plusieurs dimensions du bien-être objectif, ces dernières années, les institutions publiques et les entreprises non gouvernementales ont travaillé à identifier les dimensions considérées comme essentielles à l'amélioration du bien-être sociétal et à sa comparaison entre les pays et les années.

- **Santé**

L'état de santé représente un facteur essentiel du bien-être des populations, comme l'a démontré la Commission de l'OMS sur la macroéconomie et la santé en 2001 au niveau mondial (WHO, 2001), et par la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi en 2000[7]. La santé s'accompagne de nombreux autres avantages, allant des opportunités d'emploi aux relations sociales, de la réduction des coûts des soins de santé à l'augmentation de l'espérance de vie. En effet, l'espérance de vie a connu des progrès remarquables au cours des 50 dernières années dans les pays de l'OCDE (OCDE, 2011). En raison de la croissance des dépenses de santé, des changements de mode de vie, d'éducation et d'environnement, les maladies chroniques (non transmissibles), telles que le cancer, le diabète et les affections respiratoires chroniques, sont aujourd'hui les plus fréquentes principales causes d'invalidité et de mortalité dans les pays de l'OCDE étudiées.

- **Opportunité d'Emploi**

Il s'agit d'une dimension cruciale du bien-être, car elle présente des avantages économiques et sociaux évidents, contribuant à la santé des individus et à la stabilité sociale, politique et économique. La dimension des opportunités d'emploi se compose de trois déterminants principaux : le taux d'emploi, la qualité du travail et l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Le taux d'emploi est un aspect crucial, car les individus vivant dans des pays où le taux d'emploi est élevé sont bien intégrés socialement. Il s'agit notamment d'un indicateur utilisé par les décideurs politiques pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le deuxième déterminant est la qualité du travail, en termes de stabilité objective de l'emploi, de rémunération, de compétences et de sécurité au travail, qui peut présenter des différences selon les environnements de travail. Par ailleurs, l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle est le déterminant qui vise principalement à saisir l'équilibre entre le travail et la vie. Dans les pays de l'OCDE, un travailleur à temps plein consacre en moyenne 62 % de sa journée (15 heures) aux soins personnels (par exemple, manger, dormir) et aux loisirs (par exemple, les sorties entre amis et en famille, les passe-temps) (OCDE, 2011).

[7] European Commission: The Lisbon strategy for growth and jobs (2000).

❖ **Développement Sociaux Économiques**

Bien que les indicateurs socio-économiques ne suffisent pas à eux seuls à représenter le bien-être social, il est indéniable qu'ils l'influencent positivement. Les variables qui contribuent à sa mesure sont le revenu, le patrimoine, les dépenses de consommation, les conditions de logement et la possession de biens de consommation durables, et elles peuvent influencer indirectement l'accès à l'université, aux soins de santé, etc. En particulier, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)[8] et l'Institut national italien de la statistique (ISTAT)[9] suggèrent deux principaux déterminants qui constituent le bien-être économique global : le revenu et le patrimoine disponibles, et les dépenses de consommation.

Dans une économie de marché, le revenu mesure la capacité d'achat des individus et constitue donc un indicateur essentiel du bien-être économique. La richesse, quant à elle, prend en compte l'épargne, l'or monétaire, les actions, les titres et les prêts (OCDE, 2011). Par conséquent, la richesse pourrait être considérée comme une source de revenus essentielle, ce qui pourrait rendre les individus moins vulnérables aux situations économiques difficiles susceptibles d'affecter leur vie.

❖ **Environnement**

Un environnement naturel sain est essentiel au bien-être de tous les individus au sein de la société. L'eau potable, l'air pur et les aliments non contaminés sont des exemples de biens qui ne sont possibles que dans un contexte environnemental où les activités productives et sociales des humains sont menées dans le respect de l'environnement et de ses ressources naturelles. Pour les raisons évoquées ci-dessus et en raison de la récente crise environnementale, les Nations Unies ont fixé des objectifs de développement durable (UNDP, 2015), comme l'eau potable et l'assainissement, l'action climatique, et bien d'autres. De même, l'ISTAT dans son rapport propose cinq déterminants pour décrire les interactions interdépendantes entre la société et l'environnement. Ces déterminants sont la qualité de l'eau, la qualité de l'air, la qualité des sols et des terres, la biodiversité, ainsi que les changements liés à la matière, à l'énergie et au climat.

Par conséquent, plus ces facteurs déterminants sont pris en compte par les décideurs politiques et par les activités citoyennes, plus les citoyens peuvent contribuer à des changements radicaux pour la protection du bien-être de la société.

[8] Organization for Economic Co-operation and Development How's life? Measuring Well-Being. OECD, Paris (2011).
[9] Rapporto, BES Il benessere equo e sostenibile in Italia. ISTAT (2015).

❖ **Sécurité**

Cela inclut le risque d'agressions physiques, de victimisation et de souffrance liée à d'autres crimes, tels que des pertes économiques, des dommages physiques et un stress post-traumatique psychologique. La réduction de la criminalité violente, du trafic sexuel, du travail forcé et des abus sur les enfants constitue un objectif mondial clair, comme le suggèrent les Nations Unies (UNDP, 2015). Par ailleurs, le projet italien BES suggère que la sécurité est caractérisée par deux déterminants : la criminalité et la violence

❖ **Politique**

Cette dimension est également essentielle au bien-être objectif. Aujourd'hui, en raison de la crise économique, les citoyens exigent plus que jamais une plus grande transparence de la part de leurs gouvernements et des institutions publiques. Une participation civique et politique équitable, ainsi que la transparence, contribuent non seulement directement au bien-être, mais aussi indirectement, car elles permettent une plus grande efficacité des politiques publiques, une réduction du coût des transactions et une minimisation du risque de fraude. Par conséquent, deux déterminants relèvent de cette catégorie et sont associés à la sphère publique en tant que moteur du bien-être des individus, au niveau local ou national : l'engagement civique et politique, et la confiance et la cohésion sociale.

I.2. Définition et Mesures du Bien-Être Subjectif

Le « bien-être subjectif », terme scientifique désignant le bonheur, est une valeur centrale dans la vie des individus, et sa définition a fait l'objet de réflexions depuis l'Antiquité. Aristote s'est intéressé à ce sujet, affirmant que le bien-être humain, qu'il nomme « eudaimonia » est une activité de l'âme exprimant la vertu complète (Burger, 2009). Au cours des dernières décennies, les chercheurs se sont attachés à identifier les dimensions critiques et les déterminants pertinents susceptibles d'influencer positivement ou négativement le bien-être humain, offrant ainsi une perspective différente de la définition philosophique qu'Aristote a envisagée. Étant des êtres conscients, les êtres humains peuvent évaluer subjectivement leur appréciation de la vie, ce que l'on appelle le « bien-être subjectif » ou le bonheur. Plus précisément, le bonheur peut être défini comme la satisfaction générale à l'égard de la vie, ou, comme le suggère le sociologue Veenhoven (1984), comme le degré auquel un individu juge favorablement la qualité globale de sa vie. Diener (1984) définit le bonheur comme l'évaluation affective et cognitive de la vie par les individus.

Veenhoven (1984) montre que les individus utilisent deux sources d'information pour évaluer leur satisfaction globale : les affects et les pensées. La première source d'information reflète les sentiments,

les émotions et l'humeur des personnes, ce que l'on appelle le niveau hédonique des affects (ou simplement la composante émotionnelle). L'auteur souligne notamment que, pour ne pas négliger d'informations cruciales concernant les événements passés et futurs, les chercheurs doivent distinguer les affects positifs des affects négatifs. La seconde source d'information, la composante de contentement (ou simplement la composante structurelle), concerne les pensées des individus et permet de déterminer si leurs attentes de vie ont été comblées, selon leurs normes culturelles ou sociétales, les amenant ainsi à évaluer leur satisfaction. Ces deux composantes, le niveau hédonique des affects et la composante de contentement, déterminent le bonheur global.

Ce concept de bonheur, comparé aux mesures macroéconomiques traditionnelles, telles que le PIB, l'inflation et le revenu national (Alesina et al., 2004) peut saisir les variations du bien-être perçu des personnes (Frey & Stutzer, 2002; Olteanu et al., 2019). Il convient également de mentionner la controverse entourant la relation entre le revenu national et le bonheur national, identifiée par Easterlin (1974). Selon le paradoxe d'Easterlin, les variations temporaires de revenus, tant à l'intérieur des nations qu'entre elles, affectent directement le bonheur, mais sur le long terme, le bonheur n'augmente pas à mesure que les revenus continuent de croître.

Compte tenu de sa nature subjective, les chercheurs mesurent fréquemment le bonheur à l'aide d'échelles d'auto-évaluation. Néanmoins, les plus utilisées sont les enquêtes globales, utilisant une échelle à un seul item, telles que l'échelle d'affect positif et négatif (PANAS) (Watson et al., 1988). Les mesures d'auto-évaluation sont fiables car elles offrent précision et stabilité temporelle, elles sont valides pour les enquêtes communautaires et les comparaisons interculturelles, et elles peuvent saisir le bonheur comme une expérience de vie globale, ainsi que la satisfaction dans différents domaines (Diener et al., 2018; Tay et al., 2014). Parmi les exemples d'enquêtes déclaratives, on peut citer le sondage mondial Gallup (l'étude de Deaton (2008)) et l'enquête sur les valeurs mondiales[10], l'enquête britannique sur les ménages (par exemple, l'étude de Frijters & Beatton (2012)) et l'Eurobaromètre (par exemple, l'étude de Stevenson & Wolfers (2009)), qui permettent de saisir le bonheur au niveau local. Bien que les enquêtes par auto-évaluation soient largement utilisées pour mesurer le bonheur, certains facteurs peuvent influencer les résultats. Par exemple, le type de questions posées avant les questions sur le bonheur, ainsi que l'humeur des individus au moment de l'évaluation du bien-être, peuvent perturber les résultats. Deaton & Stone (2016) trouvent un fort effet d'ordre des questions, les questions politiques précédant les questions sur le bonheur. De plus, les conditions météorologiques ont un impact significatif sur les jugements de bonheur, car elles influencent les pensées et les sentiments des individus.

[10] Par exemple, l'étude d'Easterlin & Angelescu (2009)), qui mesurent le bonheur mondial ; l'indice de bien-être Gallup-Healthways (par exemple, l'étude de Kahneman & Deaton (2010).

Dans notre étude, le bien-être subjectif est mesuré par l'indice de l'échelle de vie (Easterlin, 2004 ; Helliwell et al., 2018). Cet indice, issu de la Base de données mondiale sur le bonheur, classe 156 pays selon le niveau de bonheur perçu par leurs citoyens. Il est obtenu en invitant les répondants à se représenter leur vie comme une échelle, 0 correspondant à la pire vie possible et 10 à la meilleure vie possible.

II. RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ÊTRE : LE CADRE THÉORIQUE

Il convient de remonter à Smith (1812), qui a démontré que les ressources naturelles sont une aubaine pour l'économie, car elles constituent une source de revenus, notamment en devises étrangères. Cette relation positive a été contredite plus de cent cinquante ans plus tard par Max et Neary (1982) lorsqu'ils ont développé la thèse du syndrome hollandais. Six ans plus tard, Gelb (1988), à partir d'une étude de cas, a établi la thèse de la malédiction des ressources naturelles. Cependant, c'est à Auty & Warhurst (1993) que l'on attribue la paternité du concept de malédiction des ressources naturelles dans son ouvrage fondateur. Deux ans plus tard, cette thèse a été empiriquement confirmée par Sachs & Warner (1999), qui ont clairement démontré l'effet négatif des ressources naturelles sur la croissance économique. La dernière formulation majeure de cette théorie est l'œuvre de Gylfason (2001), qui a établi le lien entre la dépendance aux ressources naturelles et certains déterminants de la croissance économique.

II.1. La Théorie du Syndrome Hollandais

La théorie du Syndrome Hollandais a été formulé par Cordon & Neary (1982), explique comment un boom des ressources naturelles provoque une appréciation du taux de change réel. Cette appréciation résulte d'une augmentation rapide des revenus provenant du secteur en expansion par exemple : le gaz ou le pétrole, ce qui renchérit les biens non échangeables (salaires, services) et rend les secteurs manufacturier et agricole moins compétitifs. Pour Corden (1984), ce mécanisme est principalement divisé en deux effets : l'« effet dépensier » (demand shock) et l'« effet de réallocation » (resource movement effect). Ainsi, le syndrome hollandais n'est pas seulement un problème de structure économique, mais un processus qui fragilise la diversification productive et diminue la capacité d'innovation d'un pays. Une économie trop centrée sur les ressources naturelles devient vulnérable aux chocs externes et voit ses perspectives de croissance se détériorer avec le temps. La perte de diversification économique limite les opportunités d'emploi de qualité, ce qui affecte le niveau de vie et la satisfaction générale. Cependant, à court terme, les revenus tirés des ressources peuvent améliorer le bien-être via les investissements

publics ; mais sans gestion appropriée, ces gains s'érodent rapidement, affectant négativement le bonheur sur le long terme.

II.2. La Théorie Institutionnelle

La théorie institutionnelle met l'accent sur la qualité des institutions pour expliquer la divergence des trajectoires entre pays riches en ressources. Mehlum et al. (2006) ont proposé que les ressources naturelles ne sont ni une bénédiction ni une malédiction automatiquement : tout dépend des institutions politiques et économiques. Dans des pays où règnent l'État de droit, la protection des droits de propriété et des politiques publiques inclusives, les rentes des ressources peuvent être investies en biens publics, en capital humain et en diversification productive, favorisant le développement. À l'inverse, dans des contextes d'institutions faibles (corruption, impunité, manque de transparence), les rentes sont capturées par élites prédatrices, alimentant le clientélisme, la guerre des rentes et la stagnation.

Stevens et Dietsche (2008) ont enrichi l'analyse en intégrant des mesures empiriques de gouvernance, la qualité des politiques macroéconomiques et la capacité administrative. Montrent que les revenus élevés issus des ressources naturelles favorisent les comportements rentiers et réduisent l'incitation à développer un système fiscal robuste. L'État dépend alors moins de l'impôt et devient moins redevable envers la population, ce qui fragilise la gouvernance démocratique. Frankel (2010) ajoute que la volatilité des prix des ressources crée des cycles de mauvaise gestion budgétaire, aggravant les crises économiques. Les travaux de de Medeiros Costa & dos Santos (2013) et d'Eregha et Mesagan, 2016) confirment que les institutions jouent un rôle modérateur : une même dotation naturelle peut entraîner croissance ou stagnation selon la qualité des institutions. L'enjeu réside dans la capacité de l'État à gérer, réguler et redistribuer les revenus extractifs de manière transparente et durable.

Dans cette perspective, les ressources naturelles influencent le bonheur selon la qualité institutionnelle. Lorsque les institutions sont fortes, la richesse issue des ressources peut améliorer l'accès aux services publics, réduire la pauvreté et augmenter la satisfaction de vie. En revanche, dans un cadre institutionnel faible, la corruption, les conflits, la mauvaise redistribution et la faible confiance dans l'État entraînent frustration, sentiment d'injustice et baisse du bien-être. Ainsi, les ressources ne déterminent pas directement le bonheur : ce sont les institutions qui en décident.

II.3. Staples Theory (Watkins 1963)

La théorie de Watkins (963) s'inscrit dans l'analyse du développement basé sur les produits de base (« staples theory »), initialement formulée pour expliquer la trajectoire économique du Canada. Selon cette théorie, les économies basées sur l'exportation de produits primaires minerais, pétrole, bois

se développent autour d'un « produit moteur » (staple). La croissance dépend alors de la capacité de ce produit à stimuler d'autres secteurs (transports, services, fabrication). Watkins met en évidence que ce modèle peut mener soit à une diversification économique, soit à une dépendance excessive. Lorsque les liens en amont et en aval du secteur extractif sont faibles, le pays reste enfermé dans une économie primaire, vulnérable à la volatilité des prix mondiaux. Cette dépendance limite l'innovation, l'industrialisation et l'apprentissage productif.

La théorie suggère également que les ressources naturelles peuvent créer un « piège du développement ». Si les revenus issus du staple ne sont pas réinvestis stratégiquement dans des secteurs porteurs, la croissance reste superficielle et exposée aux chocs externes. Les revenus tirés des staples peuvent accroître le bien-être objectif ; meilleures infrastructures, services et opportunités d'emploi ce qui tend à augmenter la satisfaction individuelle, surtout lorsque les retombées se diffusent localement. Toutefois, la dépendance aux produits de base expose les ménages à des cycles de prospérité et de crise : durant les chutes de prix, pertes d'emploi et réduction des services publiques peuvent provoquer des baisses marquées du bien-être subjectif. De plus, les externalités négatives (pollution, perte de terres agricoles) liées à l'extraction peuvent détériorer la qualité de vie locale et réduire la satisfaction des communautés affectées.

II.4. La Théorie de la Malédiction des Loyers (Rent-Seeking)

La théorie de la malédiction des loyers se fonde sur les travaux classiques du rent-seeking, notamment ceux de Krueger (1974) et Tollison (1982). Selon eux, lorsque des rentes importantes comme celles issues des ressources naturelles sont disponibles, les acteurs économiques sont incités à consacrer leur énergie non pas à la production, mais à la capture de ces rentes via lobbying, corruption et favoritisme. Ce comportement détourne les ressources humaines et financières de l'activité productive.

Davis & Tilton (2005) montrent que la nature même de l'industrie extractive capital-intensive, concentrée et génératrice de profits importants encourage la compétition pour l'accès aux rentes, et amplifie les comportements non productifs. Cette logique alimente inefficacité, inégalités et stagnation économique. Auty (2015) élargit cette perspective en démontrant que la capture des rentes peut conduire à une « économie politique de sous-développement », où les élites verrouillent les réformes pour maintenir leur accès privilégié aux ressources.

Ces dynamiques conduisent à un environnement économique déformé, où les incitations à investir, entreprendre et innover sont faibles. Le pouvoir économique se concentre, la concurrence disparaît, et la croissance à long terme est compromise. Ainsi, lorsque les rentes alimentent corruption,

conflit et inégalités, le bien-être collectif diminue : les citoyens perçoivent injustice, manque de perspectives et inefficacité de l'État. En revanche, si les rentes sont gérées de manière transparente et équitable, elles peuvent financer des politiques sociales améliorant le niveau de vie. Mais la théorie du rent-seeking rappelle qu'en pratique, les rentes tendent souvent à dégrader les institutions et à réduire la satisfaction de vie globale.

SECTION 2 : RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ETRE : UNE REVUE DE LA LITTERATURE EMPIRIQUE

Empiriquement, le débat sur les effets des ressources naturelles sur le développement a généralement abouti à un paradoxe : la malédiction des ressources naturelles. Autrement dit, les pays riches en ressources naturelles auraient des difficultés à se développer en raison de l'effet d'éviction que ces ressources exercent sur les autres secteurs de l'économie. Dans un premier temps nous présenterons les travaux empiriques sur l'effet des ressources naturelles sur le développement et en suite le lien étroit entre les ressources naturelles et le bonheur

I. RESSOURCES NATURELLES ET BONHEUR : LE LIEN DIRECT

I.1. Effet des Ressources Naturelles sur le Développement Humain

Sur le plan économique, ce concept est attribué, comme mentionné précédemment, à Auty & Warhurst (1993), même si cette théorie n'a pas été généralisée à tous les pays. Par conséquent, l'exploitation du capital naturel, censée améliorer les conditions de vie de la population, peut parfois entraîner un ralentissement du développement économique, notamment en raison de la volatilité des prix des matières premières (Davis & Tilton, 2005; Van Der Ploeg & Poelhekke, 2019), de la mauvaise gestion économique (Iimi, 2007) et de la corruption (Bhattacharyya & Nanda, 2000). Toutefois, il convient de noter, d'après Lederman et Maloney (2003), que les résultats d'Auty & Warhurst (1993) et de (Sachs & Warner, 1999, 2001) peuvent être sensibles à la méthode empirique et aux indicateurs d'abondance des ressources naturelles utilisés. En modifiant les méthodes économétriques, les variables de contrôle et les mesures d'abondance des ressources, les auteurs mettent en évidence une corrélation positive avec la croissance à long terme. Ce résultat est corroboré par Arezki et der Ploeg (2007) qui ont montré que les preuves empiriques de la malédiction des ressources sont biaisées car elle ne tient pas compte de paramètres endogènes tels que la qualité des institutions et le degré d'intégration économique.

De même, Wright et Czelusta (2004) ont avancé que les résultats de Sachs et Warner sont influencés par les chocs économiques exceptionnels qui ont marqué les années 1970 et qui ne sont pas

représentatifs des tendances de croissance à long terme. Par ailleurs, Sala-i-Martin et al. (2001) ont utilisé une méthode d'inférence bayésienne avec une trentaine de variables et ont mis en évidence une relation positive entre le secteur minier et la croissance, parmi d'autres variables. Santos (2018) a conclu que la relation entre les ressources naturelles et le développement semble dépendre de l'horizon temporel. Plus récemment, Marques & Pires (2019) ont démontré qu'à court terme, l'abondance de gaz naturel favorise la croissance économique, tandis qu'à long terme, la dépendance au gaz naturel n'a aucun impact sur celle-ci. Outre son impact sur la croissance économique, largement documenté dans la littérature, la malédiction des ressources naturelles est également associée à des conflits sociaux (Collier et Hoeffler, 2004; Di John, 2007; Fearon, 2005; Le Billon, 2004, 2013; Ross, 2001). De plus, la lenteur des changements politiques constitue une autre conséquence négative de cette malédiction, favorisant notamment l'instauration de régimes autocratiques et une gestion opaque des profits tirés des ressources naturelles (Auty, 2001).

Cependant, plusieurs travaux ont dépassé l'impact traditionnel de la malédiction des ressources naturelles sur la croissance économique pour se concentrer sur ses externalités sociales. Parmi ces nombreuses études, on peut citer celles de Karl (1997) et Ross (2001), qui montrent une forte corrélation entre les ressources naturelles et la pauvreté (Karl, 1997 ; Ross, 2001). De même, Segal (2011) a souligné le rôle du dividende des ressources et affirme que sa mise en œuvre par les pays en développement riches en ressources permettrait de réduire significativement la pauvreté mondiale. Cette conclusion a été renforcée par Mosley (2017) et Apergis & Katsaiti (2018). Par ailleurs, Bulte et al. (2005) et Makhlouf et al. (2017) ont constaté que les rentes des ressources et les fluctuations des prix des matières premières sont associées à un taux de mortalité infantile élevé. Daniele (2011) a mis en évidence une corrélation négative entre les exportations de métaux et de minéraux et le développement humain. De même, Behbudi et al. (2010) et Carmignani & Avom (2010) ont constaté que la dépendance et l'abondance des ressources naturelles ont un impact négatif sur la santé et le capital humain, bien que cet effet varie selon le niveau de richesse en ressources. Par ailleurs, d'autres études ont mis en évidence le rôle des ressources naturelles sur l'environnement (Gregoire & Valentine, 2007; Kula, 2012), les inégalités (Auty, 1994 ; Fields, 1989) et les dépenses d'éducation (Cockx & Francken, 2016).

I.2. Effet Mitigé des Ressources Naturelles sur le Bien-Être

Concernant l'impact sur le bien-être de la population, à notre connaissance, les études examinant un lien direct entre la rente des ressources naturelles et le bonheur est celle d'Ali et al. (2020) ; Mignamissi et Yselle (2020) et Fadillah et Pieńkowski (2024). Ali et al. (2020) analysent les liens entre l'évolution du bonheur dans différents pays et la dépendance aux ressources naturelles, et constatent que la rente

pétrolière est inversement proportionnelle à l'amélioration du bonheur au fil du temps. Cette « malédiction des ressources » du bonheur semble spécifique au pétrole et s'applique aussi bien aux niveaux qu'aux variations du bonheur. Cet article vise à combler cette lacune et à contribuer de manière significative à la littérature en apportant des preuves empiriques des différents effets des ressources naturelles sur le bien-être subjectif.

De même, Mignamissi et Mallah (2020) réexaminent la théorie de la malédiction des ressources en apportant des preuves empiriques des effets des ressources naturelles sur le bien-être subjectif. À l'aide d'un modèle transversal basé sur un échantillon mondial de 149 pays, ils montrent que les rentes liées aux ressources tendent à réduire le bonheur, mais que cet effet varie selon le système politique et le niveau de développement, les types et les mesures des ressources naturelles et l'échelle de bonheur. Plus précisément, l'effet négatif des ressources naturelles sur le bonheur tend à être amplifié dans les pays en développement et les démocraties fragiles. De plus, la désagrégation des rentes liées aux ressources naturelles révèle que si les rentes pétrolières et gazières ont un effet négatif significatif, ce n'est pas le cas pour les rentes forestières, charbonnières et minières. Cependant, après avoir utilisé une approche de régression quantile, ils constatent que ces effets varient selon les intervalles de la distribution du bonheur.

Par contre, Fadillah et Pieńkowski (2024) examine la relation entre abondance des ressources naturelles et bonheur à l'aide d'une analyse de régression linéaire appliquée à des données provenant de 35 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, sur la période 2017-2021. S'appuyant sur l'Indice de capital naturel et le Rapport mondial sur le bonheur, cette étude aborde la question suivante : « Existe-t-il une corrélation entre abondance des ressources naturelles et bonheur ? » en intégrant les théories de la malédiction des ressources et du paradoxe d'Easterlin. Ils aboutissent à des résultats non-concluants quant à l'effet des ressources naturelles sur le bonheur.

II. RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ÊTRE : UNE ANALYSE DES CANAUX DE TRANSMISSION

Pour comprendre comment les ressources naturelles affecte le bien-être de la population, il est primordial d'analyser les mécanismes sous-jacent cette relation. Dans cette sous-section il est donc question ici d'analyser les canaux par les quelles les ressources naturelles affectent le bien-être subjectif. Nous abordons ici le canal de la qualité des institutions et le canal des inégalités.

II.1. Le Canal de la Qualité des Institutions

Anderson et al. (2013) constatent qu'une forte hausse des rentes pétrolières ou gazières entraîne une augmentation des transferts de fonds issus de ces rentes vers les paradis fiscaux. Vicente (2010) conclut que la découverte de pétrole brut à Sao Tomé-et-Principe a conduit à une augmentation du niveau perçu de corruption dans le secteur public. De même, Zhu et Wu (2014) signalent que des entreprises du secteur minier chinois versent des pots-de-vin à des fonctionnaires. Ces résultats sont préoccupants pour les économies en développement, notamment celles d'Afrique subsaharienne, comme l'ont montré Mehlum et al. (2006) affirment que seules des institutions fortes et de qualité peuvent transformer la malédiction des ressources en une bénédiction. Si les institutions sont elles-mêmes fragilisées par la dépendance aux ressources naturelles, il devient extrêmement difficile d'échapper à cette malédiction (Ross, 2015). Cependant, ces études ont examiné cette relation en modélisant l'influence de certaines découvertes de ressources, de variables démographiques et de caractéristiques propres à chaque pays sur les conflits potentiels et certaines mesures de gouvernance (principalement la corruption). La présente étude se distingue par l'utilisation d'un cadre intermédiaire et l'intégration de toutes les principales ressources naturelles (en utilisant leurs rentes) en Afrique subsaharienne sur divers aspects de la qualité institutionnelle, afin d'établir une base solide pour une conclusion empirique.

Karl (2007) postule que la dépendance aux ressources naturelles en Afrique subsaharienne a alimenté les tensions politiques. L'instabilité est un facteur important. De même, Collier et Hoeffler (2005) indiquent que l'abondance des ressources naturelles est inversement corrélée à la stabilité politique et que les pays riches en ressources sont plus vulnérables aux guerres civiles. Ross (2003) confirme ces résultats à l'aide de données provenant de pays d'Afrique subsaharienne. Par ailleurs, Bannon et Collier (2003) rapportent que les pays riches en ressources ont 30 % de chances de connaître des conflits, contre moins de 1 % pour les pays pauvres en ressources. De plus, Iimi (2007) avance que la dépendance aux ressources naturelles peut exacerber la corruption et détériorer la qualité des institutions. Shaxson (2007) constate également que les pays fortement dépendants des ressources minérales subissent non seulement une croissance ralentie, mais sont aussi vulnérables aux conflits, aux fortes inégalités de revenus, à la corruption et à un système démocratique fragile. Au Nigéria, Sala-i-Martin et Subramanian (2013) observent que la dépendance aux ressources naturelles nuit à la qualité des institutions nationales et, par conséquent, affecte la croissance à long terme. Ades et Di Tella (1999) concluent que la dépendance aux ressources naturelles alimente la corruption parmi les fonctionnaires et les politiciens. Acemoglu et al. (2004) indiquent que cette dépendance permet aux dictateurs d'influencer les candidats de l'opposition afin qu'ils renoncent à se présenter contre le gouvernement en place. Dans le même ordre d'idées, Aslaksen (2009) conclut que la découverte de pétrole et les rentes minières s'accompagnent de

niveaux de corruption plus élevés. Plus récemment, Madavi (2020), après avoir pris en compte les choix institutionnels, a mis en évidence une forte corrélation positive entre les institutions liées au pétrole et la corruption dans les pays producteurs de pétrole.

La confiance des citoyens envers les institutions est un élément crucial pour analyser la qualité institutionnelle. Nous adoptons pour cette étude le concept de confiance tel que défini dans la littérature institutionnelle. Ainsi, la confiance institutionnelle est définie comme l'utilité attendue du bon fonctionnement des institutions (Mishler & Rose, 2001). Les théories institutionnelles soutiennent que la confiance est endogène et influencée par la performance institutionnelle (North, 1990).

Des études empiriques documentent l'importance de la confiance institutionnelle pour le bien-être des individus. La confiance est donc une variable médiatrice entre les institutions et le bonheur ou le bien-être. Dans une étude menée auprès de pays d'Amérique du Sud, Macchia & Plagnol (2019) démontrent que les personnes ayant une plus grande confiance dans les institutions (financières, politiques, judiciaires, gouvernementales et policières) font état de niveaux de satisfaction de vie plus élevés que leurs homologues, même après prise en compte des facteurs démographiques et macroéconomiques. D'autres études rapportent des résultats similaires, en utilisant divers indicateurs de qualité institutionnelle. Bjørnskov et Tsai (2015) démontrent que la qualité des institutions, mesurée par la qualité du système juridique et la confiance sociale, a un impact positif sur le bonheur des individus. Soukiazis et Ramos (2016) indiquent que les personnes qui font confiance aux institutions publiques font état d'une plus grande satisfaction de vie. Nikolova (2016) attribue l'écart de bonheur observé dans les pays en transition, par rapport aux pays développés occidentaux, aux institutions politiques, suggérant que seules des réformes institutionnelles et de marché peuvent réduire l'écart de satisfaction de vie des citoyens des pays post-socialistes par rapport à leurs homologues des économies de marché plus matures.

Shiroka-Pula et al. (2023) démontrent que les individus font état d'un bien-être subjectif plus élevé lorsque la qualité des institutions et la confiance institutionnelle dans un pays sont favorables à leur bien-être. Rahman et al. (2021) trouvent une relation négative entre la corruption perçue et le bien-être subjectif des individus s'accentue en moyenne. Ils expliquent cela par l'augmentation des coûts personnels et de la probabilité d'être pris en flagrant délit de corruption, la perception accrue de la corruption grâce à un meilleur accès à l'information, la forte stigmatisation associée à la corruption dans les sociétés attachées à l'équité, et l'association de la corruption à un manquement moral. Danish & Nawaz (2022) trouvent que la qualité des institutions, l'efficacité gouvernementale et la satisfaction à l'égard des services hospitaliers sont positivement corrélées au bonheur, à la satisfaction de vie et à l'estime de soi.

II.2. Le Canal des Inégalités

Gemiciouglu et al. (2024) examinent les effets des revenus générés par l'extraction des ressources naturelles sur la répartition des revenus. Son cadre théorique repose sur l'idée que les ressources naturelles, souvent qualifiées de « malédiction des ressources naturelles », engendre de nombreux effets macroéconomiques et politiques néfastes sur la découverte et les revenus tiré de l'extraction de ces ressources. Ils utilisent l'estimateur GMM en système pour les pays à faible revenu, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les pays riches en ressources naturelles sur la période 2009-2019. Nos résultats mettent en évidence une relation en forme de U inversé entre la rente des ressources naturelles et les inégalités de revenus. Autrement dit, la rente des ressources naturelles exerce un effet néfaste jusqu'à un certain seuil, puis un effet bénéfique sur les inégalités de revenus. Goderis & Malone (2011) développent une théorie, dans le cadre d'un modèle de croissance à deux secteurs où l'apprentissage par la pratique stimule la croissance, afin d'expliquer l'évolution temporelle des inégalités de revenus suite aux booms des ressources naturelles dans les pays riches en ressources. En présence d'un secteur non marchand à faible intensité de main-d'œuvre et à faible qualification, les inégalités diminuent immédiatement après un boom, puis augmentent progressivement jusqu'à ce que l'impact initial de ce boom disparaisse. En utilisant des données relatives à 90 pays entre 1965 et 1999, nos résultats confirment cette théorie, notamment pour les booms pétroliers et miniers. Nous constatons également que l'incertitude quant à l'évolution future des prix des matières premières accroît les inégalités à long terme.

Knight et Gunatilaka (2022) analyse l'impact des inégalités sur le bonheur. Ils trouvent que les inégalités perçues ont un impact significatif sur le bonheur. L'étendue du groupe de référence auquel les individus se comparent est restreint et, de fait, les inégalités définies de manière restrictive ont un impact plus important sur le bonheur. Par contre, Liao (2021) en utilisant la théorie de la comparaison sociale, étudie la relation entre le bonheur ressenti et les inégalités de revenus. Son analyse porte sur l'influence de l'indice de Gini, calculé au niveau individuel et basé sur la comparaison entre les individus au sein d'un même groupe ethnique et de même sexe, sur le bonheur, en fonction du niveau d'inégalité global de l'État. Il utilise pour cela un ensemble de données appariées issues de l'enquête Current Population Survey de mars 2013 et de l'enquête American Time Use Survey de 2013, tout en contrôlant les principaux facteurs de confusion potentiels. Les résultats suggèrent que les individus en mesure d'effectuer des comparaisons ascendantes et descendantes se sentiraient plus heureux dans les États où les inégalités de revenus sont élevées. En revanche, dans les États où les inégalités sont faibles, cet effet est absent car la comparaison sociale perd de son sens lorsque la position sociale d'un individu est moins clairement définie.

CONCLUSION DU CHAPITRE 3

En conclusion, la relation entre les ressources naturelles et le bien-être est indubitablement complexe et multidimensionnelle. Si la richesse en ressources peut offrir des opportunités de financement du développement, la littérature théorique et empirique démontre que sans une gouvernance robuste, des institutions solides et des politiques de diversification proactives, elle peut facilement se transformer en une « malédiction ». Les canaux de transmission, révèlent comment l'abondance peut éroder la qualité institutionnelle, exacerber les conflits, accroître les inégalités et dégrader l'environnement, compromettant ainsi le bien-être des populations à court et à long terme. La compréhension de ces mécanismes est essentielle pour les décideurs politiques qui cherchent à transformer la richesse potentielle des ressources en un développement inclusif et durable pour tous.

CHAPITRE 4 : RESSOURCE NATURELLE ET BIEN-ETRE : UNE VALIDATION EMPIRIQUE

Introduction

Après avoir examiné les fondements théoriques de la relation entre ressources naturelles et bien-être dans le chapitre précédent, il apparaît nécessaire de confronter ces analyses aux réalités empiriques du cas camerounais. En effet, si la littérature économique souligne les multiples canaux par lesquels les ressources naturelles peuvent influencer le bien-être des populations, l'ampleur et la direction de ces effets varient considérablement selon les contextes économiques et institutionnels.

Dans cette perspective, le présent chapitre se propose d'évaluer empiriquement l'impact des ressources naturelles sur le bien-être au Cameroun. L'objectif est d'identifier dans quelle mesure la richesse naturelle du pays contribue réellement à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Pour ce faire, l'analyse s'appuie sur plusieurs indicateurs de bien-être, notamment l'Indice de Développement Humain (IDH) et certains indicateurs socio-économiques relatifs au revenu et aux conditions de vie. Une analyse comparative avec d'autres pays, tels que le Botswana et l'Égypte, permet également de situer les performances du Cameroun dans une perspective internationale.

Ce chapitre est structuré en deux sections principales. La première présente un examen des faits stylisés concernant la relation entre ressources naturelles et bien-être. La seconde propose une analyse économétrique visant à identifier les effets quantitatifs de la rente des ressources naturelles sur les indicateurs de développement humain.

SECTION 1 : RESSOURCE NATURELLE ET BIEN-ETRE UN EXAMEN DES FAITS STYLISES

Avant d'entreprendre une analyse économétrique approfondie de la relation entre les ressources naturelles et le bien-être au Cameroun, il apparaît nécessaire d'examiner les faits stylisés qui caractérisent cette relation. Cette étape descriptive permet de mieux comprendre les grandes tendances observées dans les données et d'identifier les principales dynamiques qui structurent l'évolution du bien-être dans les économies riches en ressources naturelles.

Dans de nombreux pays en développement, l'abondance des ressources naturelles est souvent perçue comme un atout susceptible de soutenir le financement des politiques publiques et d'améliorer les conditions de vie des populations. Toutefois, plusieurs travaux empiriques montrent que cette richesse ne se traduit pas systématiquement par une amélioration des indicateurs sociaux. Dans certains cas, les pays riches en ressources présentent même des performances relativement modestes en matière de développement humain, ce qui alimente le débat autour du phénomène de la « malédiction des ressources ».

Dans le cas du Cameroun, cette question revêt une importance particulière. Malgré l'existence de ressources naturelles diversifiées – notamment pétrolières, forestières et minières – les indicateurs de bien-être demeurent relativement faibles comparativement à certains pays disposant d'un niveau de ressources comparable. L'examen des faits stylisés permet ainsi d'évaluer dans quelle mesure la richesse naturelle du pays s'est traduite par une amélioration effective des conditions de vie de la population.

Dans cette perspective, cette section propose une analyse descriptive et comparative de la relation entre ressources naturelles et bien-être. Elle s'appuie notamment sur l'évolution de certains indicateurs clés tels que l'Indice de Développement Humain (IDH), l'éducation ou encore les conditions de vie, tout en situant les performances du Cameroun par rapport à celles d'autres pays de référence tels que le Botswana et l'Égypte. Cette analyse préliminaire permettra de mettre en évidence les principales tendances observées et de préparer l'analyse économétrique qui sera développée dans la section suivante.

I. LA RENTE DES RESSOURCES NATURELLES ET LE BIEN-ÊTRE : UNE ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LE CAMEROUN, LE BOTSWANA ET L'EGYPTE.

I.1. Répartition de l'IDH

La Figure 17 nous présente la répartition de l'indice du développement humain au Cameroun, en Botswana et en Égypte durant la période 2000-2023. Elle nous révèle des disparités notables entre le Cameroun et les autres pays de l'échantillon. Avec un IDH d'environ 0,6, le Cameroun se situe en dessous de Botswana, qui affiche des résultats plus favorables, et de l'Égypte, qui, bien qu'également en dessous de 0,7, montre une performance légèrement meilleure. Cette situation met en évidence les défis persistants du Cameroun en matière d'éducation, de santé et de conditions de vie, malgré ses ressources abondantes. L'écart observé témoigne également d'une nécessité accrue d'investissements dans les services publics et de politiques sociales efficaces pour améliorer la qualité de vie des citoyens. En

somme, pour que le Cameroun puisse rivaliser avec ses pairs, une approche plus soutenue en matière de développement humain est indispensable.

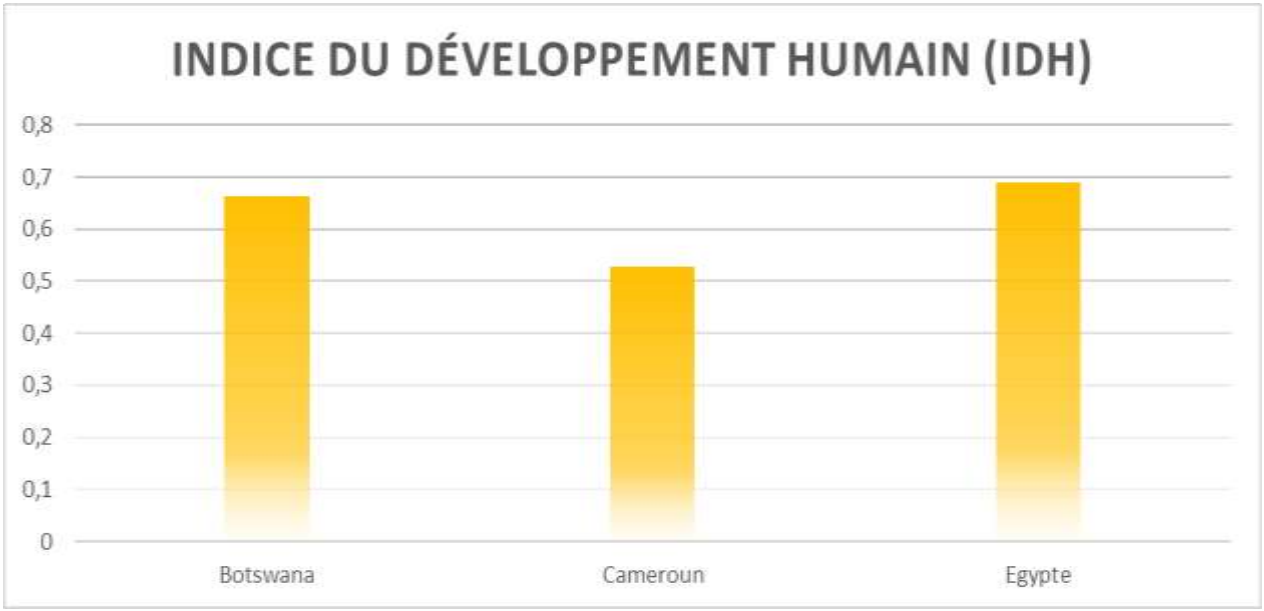


Figure 17 : Analyse de la répartition de l'Indice du développement humain

Source: Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

I.2. Durée d'Éducation

La figure 18 nous présente quant à elle la durée de scolarité au Cameroun, au Botswana et en Égypte durant la période 2000-2023. L'analyse de la durée moyenne de scolarité met en évidence des écarts importants entre le Cameroun, le Botswana et l'Égypte. Le Botswana se distingue avec plus de 11,5 ans de scolarité, reflétant des politiques éducatives efficaces et un accès généralisé à l'éducation. L'Égypte suit de près, avec des performances également solides. En revanche, le Cameroun affiche une durée moyenne de scolarité en dessous de 10 ans, ce qui souligne les défis majeurs auxquels il est confronté, notamment en matière d'accès et de qualité de l'éducation. Pour améliorer son indice de développement humain, le Cameroun doit impérativement renforcer son système éducatif à travers des réformes ciblées et des investissements soutenus. Ces efforts sont cruciaux pour offrir aux jeunes camerounais les compétences nécessaires pour un avenir prospère.

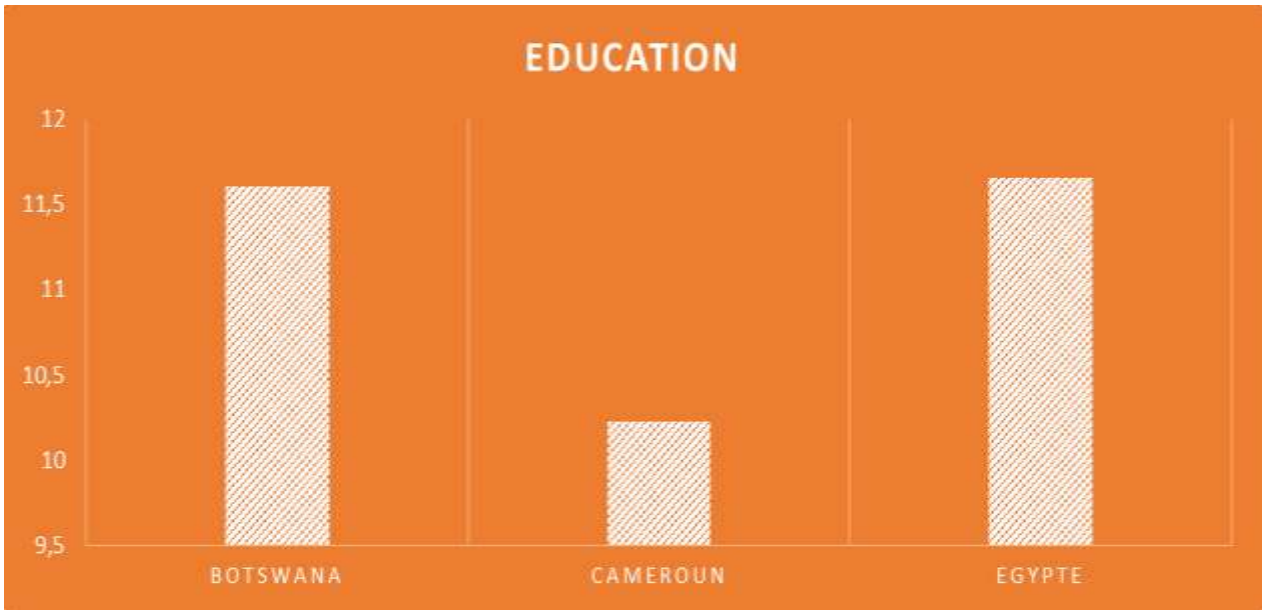


Figure 18 : Une Analyse Comparative de la Durée d'Éducation

Source: Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

I.3 : Espérance de Vie à la Naissance

L'analyse de l'espérance de vie à la naissance révèle des disparités significatives entre le Cameroun, le Botswana et l'Égypte. Au Cameroun, l'espérance de vie est notablement plus basse. Elle peine à atteindre les 60 ans en comparant au Botswana et à l'Egypte qui sont respectivement 60 et 69 ans. Ce qui montre les défis en matière de santé publique, d'accès aux soins et de conditions socio-économiques. En comparaison, le Botswana affiche une espérance de vie nettement supérieure, indiquant une meilleure qualité de vie et des services de santé plus efficaces. L'Égypte se distingue encore davantage, avec une espérance de vie qui dépasse les 68 ans, suggérant des progrès notables en matière de santé et de bien-être. Ainsi, le Cameroun doit intensifier ses efforts pour améliorer la santé de sa population afin de réduire l'écart avec ses voisins.

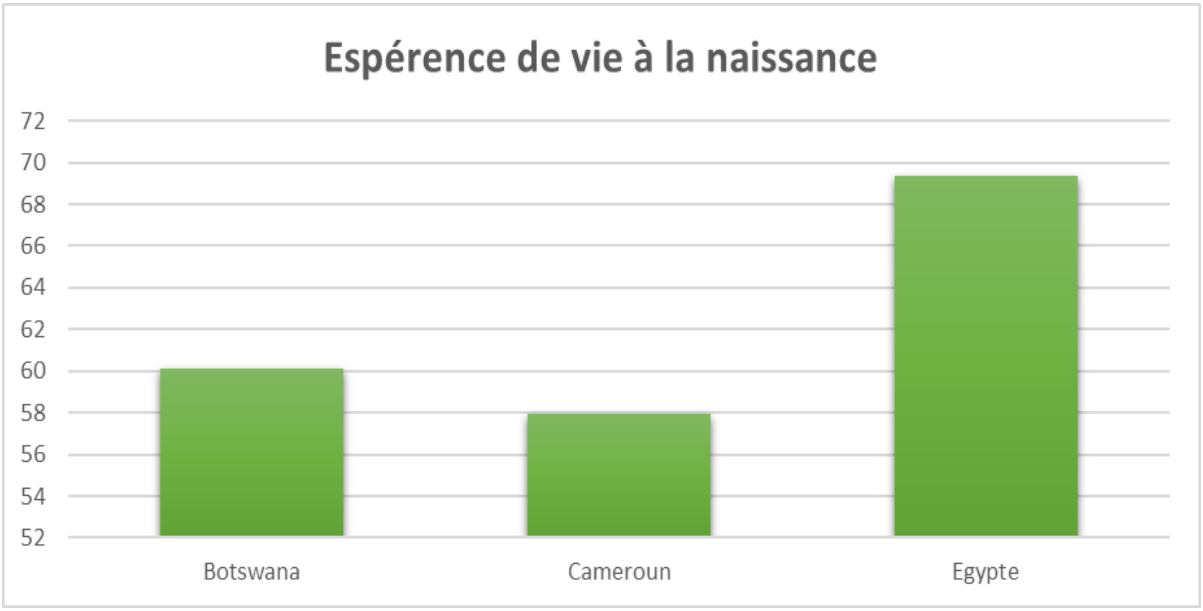


Figure 19 : Espérance de vie à la naissance

Source: Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

I.4. Revenu National Brut par Habitant

L'analyse du revenu national brut (RNB) par habitant révèle des disparités significatives entre le Cameroun, le Botswana et l'Égypte. Avec un RNB d'environ 4 296,49 USD, le Cameroun se situe en position défavorable, illustrant des défis économiques et sociaux importants. En revanche, le Botswana, avec un RNB de 14 129,95 USD, bénéficie d'une économie stable et d'une gestion efficace de ses ressources naturelles, ce qui lui permet d'offrir un meilleur niveau de vie à sa population. L'Égypte, quant à elle, se positionne également au-dessus du Cameroun avec un RNB d'environ 12 509,33 USD, grâce à une diversification de son économie. Ces différences mettent en lumière la nécessité pour le Cameroun d'intensifier ses efforts en matière de développement économique, d'éducation et d'infrastructure. En favorisant des politiques adéquates, le pays pourrait améliorer le bien-être de sa population et rattraper le niveau de ses voisins. Ainsi, un engagement fort dans ces domaines est essentiel pour construire un avenir plus prospère.

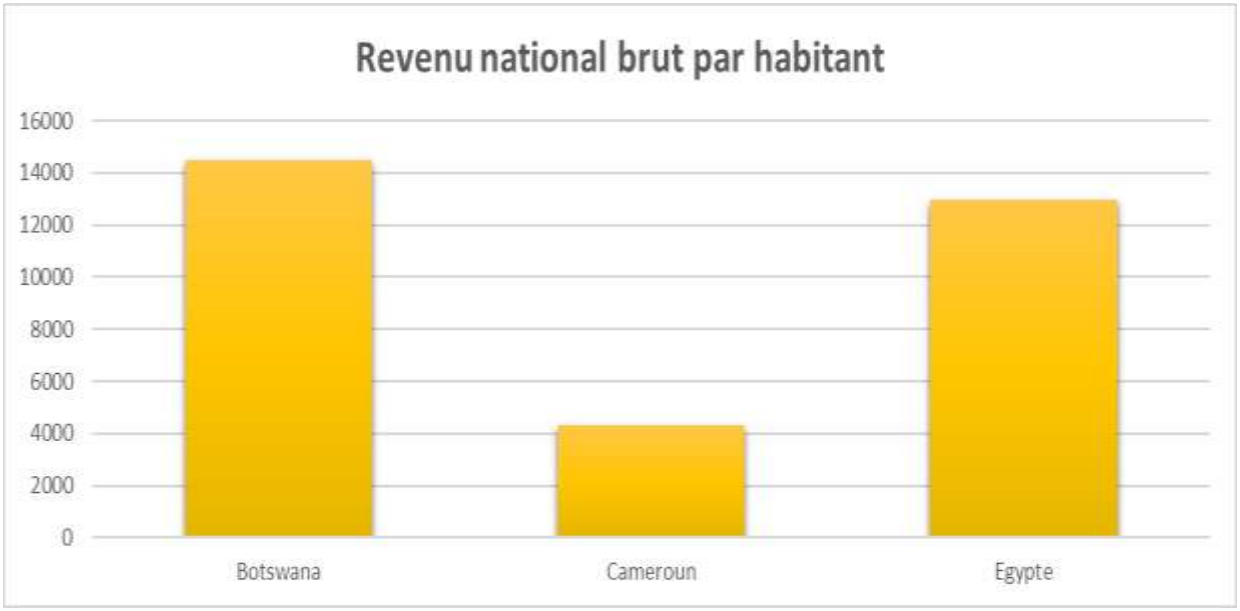


Figure 20 : Répartition du Revenu National Brut par Habitant

Source: Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

I.5. Répartition de la Rente Totale des Ressources Naturelles

La figure 20 présente la moyenne de la rente totale des ressources naturelles respectivement au Cameroun, au Botswana et l'Égypte durant la période 2000-2023. Nous pouvons noter qu'en moyenne le Cameroun à une rente des ressources naturelles de 6,65 Milliards, montrant ainsi la forte dépendance aux ressources naturelles comparativement au Botswana où la rente des ressources naturelles se situe à l'allant tour de 2,1 Milliard et l'Égypte qui se situe à 8,85 Milliard mais avec des institutions solides et une économie plus diversifiée leur permettant d'exploité et gérée de manière optimale la rente issue des ressources naturelles. Cette dynamique souligne l'importance pour le Cameroun de renforcer ses institutions et d'encourager des politiques favorables à la diversification économique, afin de réduire sa vulnérabilité et d'assurer un développement durable.

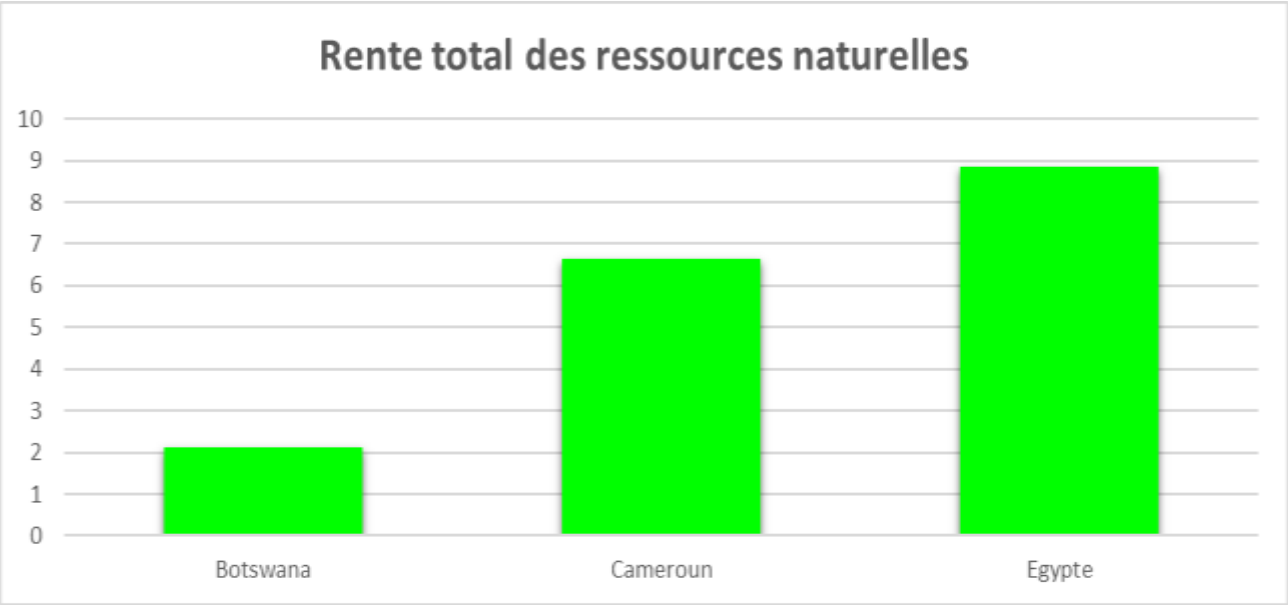


Figure 21 : Répartition de la Rente Totale des Ressources Naturelles

Source: Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

I.6. Ressources Naturelles et Bien Être

La figure 22 présente la répartition de la rente des ressources naturelles et de l'indice du développement humain (IDH) durant la période 2000-2023. Nous pouvons constater que le Cameroun présente un niveau moyen de rente des ressources naturelles de 6,65 Milliards avec un indice de développement humain de 0,52 qui est très faible comparativement au Botswana qui a un niveau de rente des ressources naturelles de 2,1 Milliards avec un indice de développement humain de 0,66 et l'Egypte qui a un niveau de rente allant à 8,85 Milliards avec un indice de développement humain de 6,68 qui est largement supérieur à celui du Cameroun. Montrant ainsi la nécessité pour le Cameroun de gérer mieux ces ressources naturelles pour améliorer le capital humain, l'espérance de vie et le bien-être de la population de manière générale.

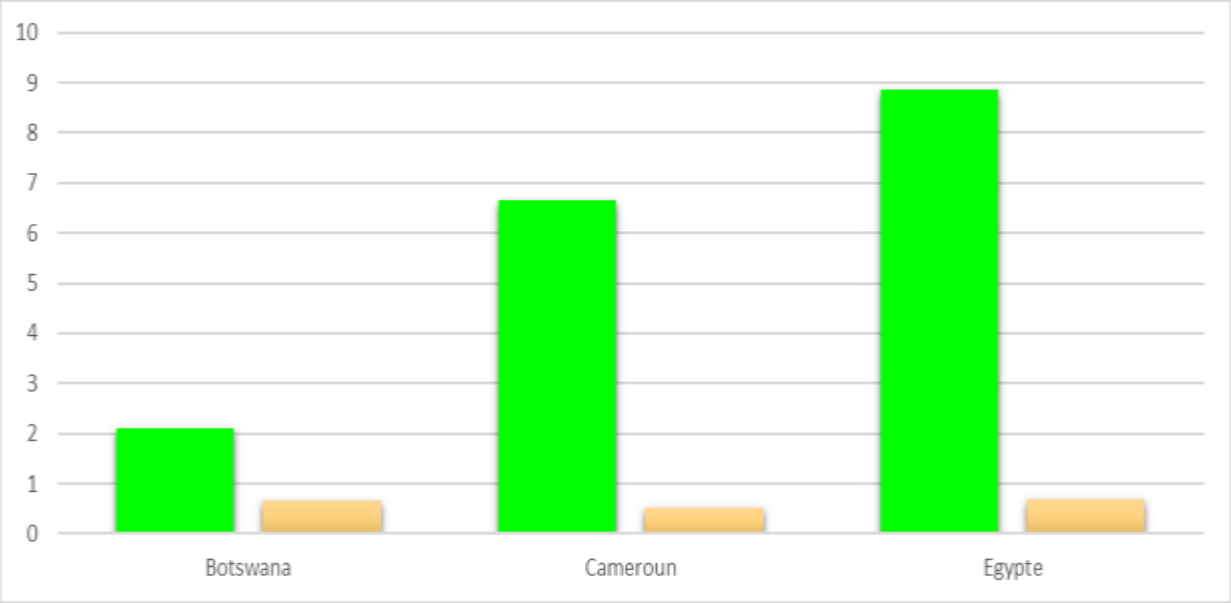


Figure 22 : Ressources Naturelles et Bien-Être

Source: Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

II. ÉVOLUTION CROISÉE ENTRE LES RESSOURCES NATURELLES ET LE BIEN-ÊTRE

Au-delà de la simple croissance économique, l'objectif fondamental de l'exploitation des ressources naturelles est d'améliorer le capital humain et la qualité de vie des citoyens. L'Indice de Développement Humain (IDH) est l'outil privilégié pour évaluer cette transformation sociale, combinant la santé, l'éducation et le niveau de vie. L'analyse croisée des figures 6 à 10, qui met en relation la rente extractive (totale et sectorielle) avec l'évolution de l'IDH, cherche à déterminer si la richesse tirée des ressources s'est traduite par un véritable progrès humain au Cameroun. Les observations initiales révèlent une corrélation positive, mais étonnamment faible et modeste, remettant en question l'efficacité des mécanismes de redistribution des revenus de la rente.

II.1. Évolution croisée entre la rente totale des ressources naturelles et l'indice de développement humain

La figure 23 met en exergue la relation entre la rente totale et l'IDH apparaît positive mais modeste. Les hausses de la rente s'accompagnent d'améliorations graduelles du bien-être, sans rupture significative. Cette faible élasticité suggère que la rente est partiellement redistribuée vers les dépenses sociales, mais insuffisamment orientée vers des investissements structurants en santé, éducation et protection sociale.

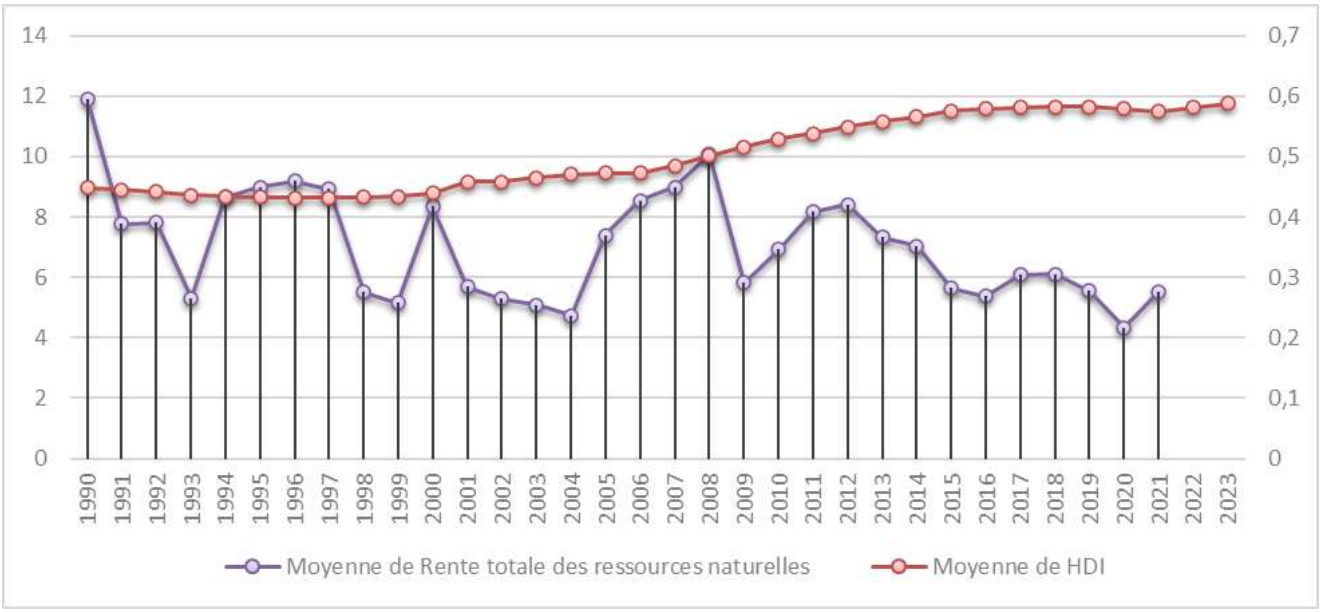


Figure 23 : Évolution croisée entre la rente totale des ressources naturelles et l'indice de développement humain

Source: Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

II.2. Évolution croisée entre la rente gazière et l'indice de développement humain

Il ressort du graphique 4.2 que la rente gazière présente une corrélation positive mais retardée avec l'IDH, indiquant un effet indirect via les finances publiques. Toutefois, l'impact reste limité, ce qui reflète une allocation budgétaire peu ciblée vers le capital humain. L'absence de stratégies explicites reliant revenus gaziers et dépenses sociales réduit l'effet de la rente sur le bien-être.

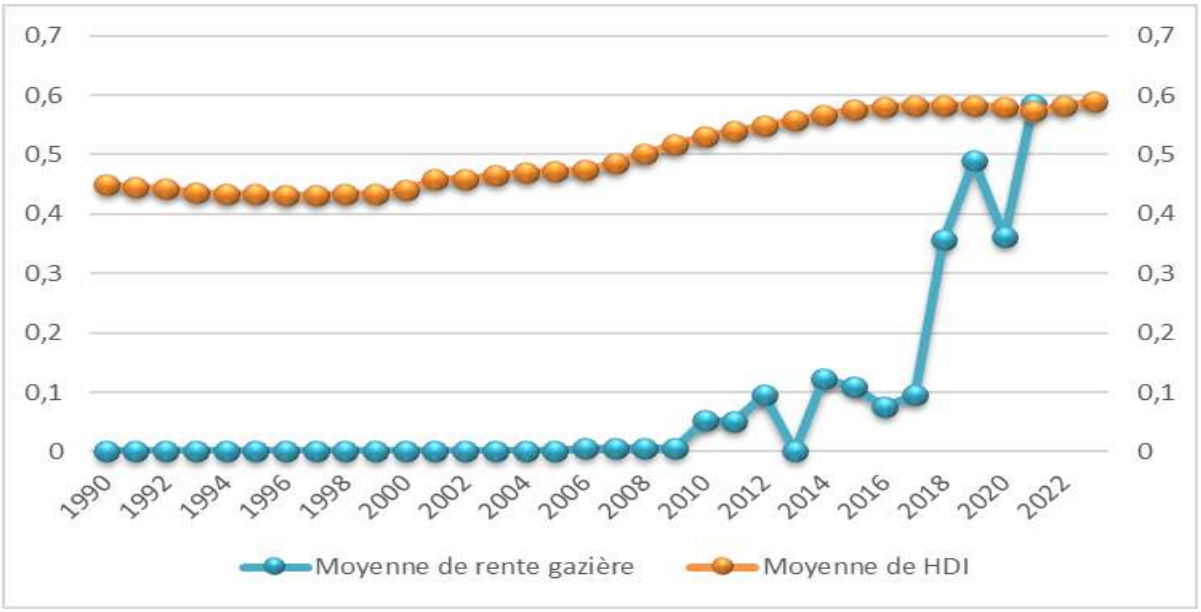


Figure 24 : Évolution croisée entre la rente gazière et l'indice de développement humain

***Source**: Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.*

II.3. Évolution croisée entre la rente pétrolière et l'indice de développement humain

Relativement au graphique 4.3, malgré son importance macroéconomique, la rente pétrolière n'est associée qu'à des gains marginaux en IDH. Cette faible transmission suggère une inefficacité distributive, marquée par une absorption de la rente par les dépenses courantes et une gouvernance perfectible. Les investissements en santé et éducation demeurent insuffisants pour transformer durablement la rente pétrolière en bien-être humain.

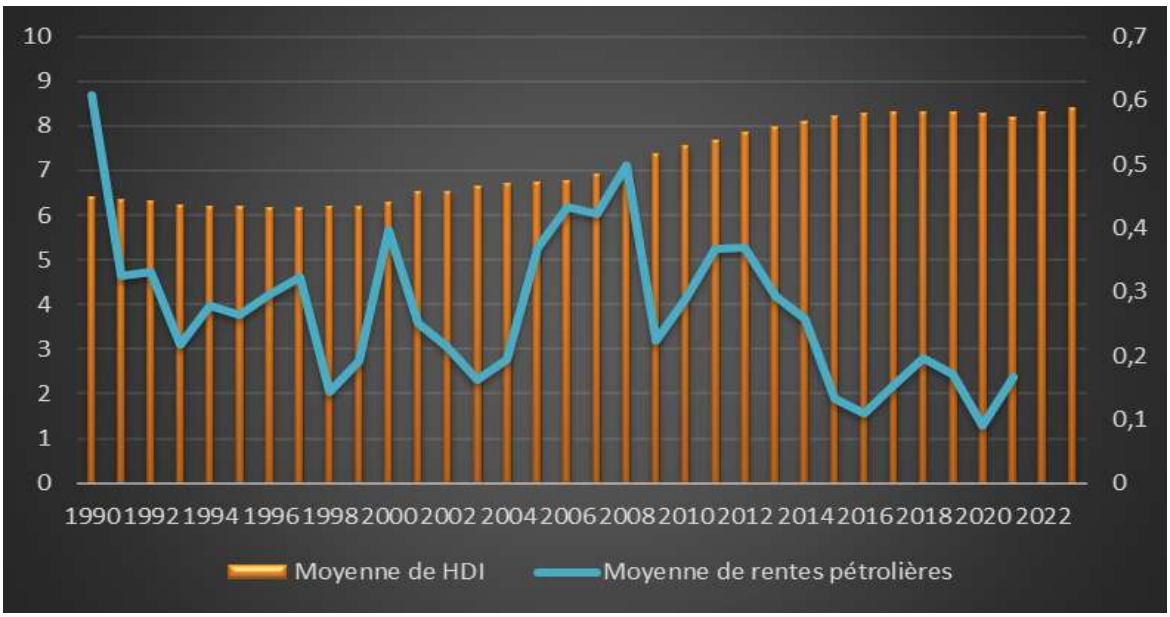


Figure 25 : Évolution croisée entre la rente pétrolière et l'indice de développement humain

Source: Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

II.4. Évolution croisée entre la rente minière et l'indice de développement humain

La figure 26 suggère que la relation entre la rente minière et l'IDH est faible et instable, indiquant une faible diffusion sociale des revenus miniers. L'enclavement des zones d'exploitation, les conflits locaux et la faiblesse des mécanismes de redistribution limitent l'impact de la rente minière sur le bien-être. Les gains restent localisés et peu visibles à l'échelle nationale.

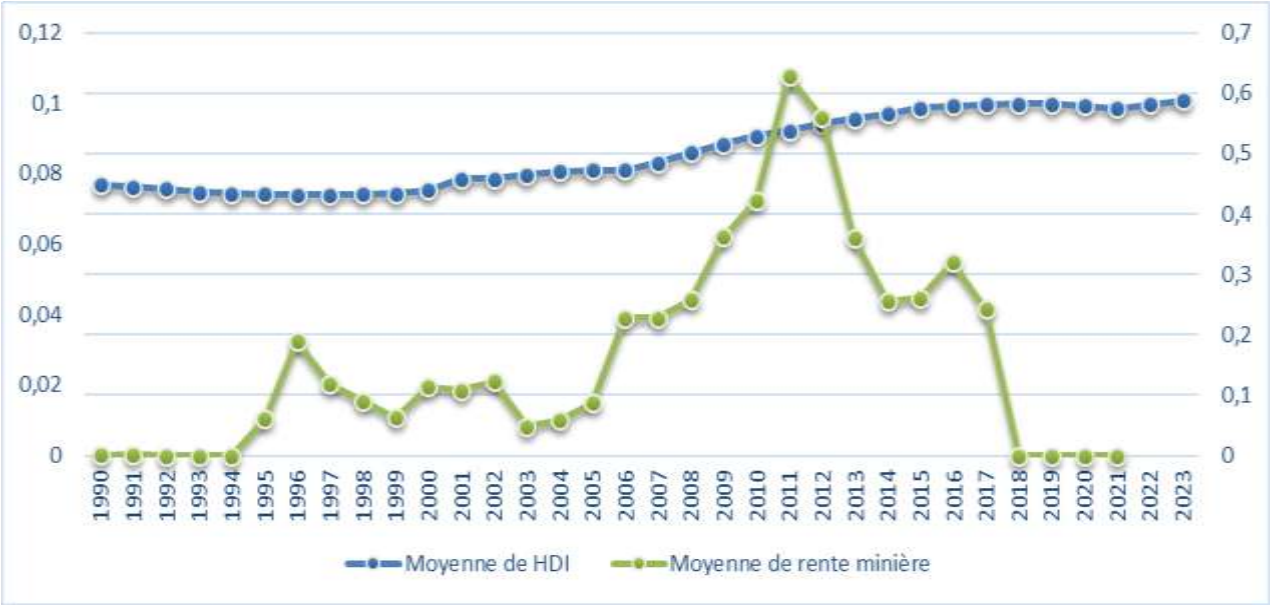


Figure 26 : Évolution croisée entre la rente minière et l'indice de développement humain

***Source**: Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.*

II.5. Évolution croisée entre la rente forestière et l'indice de développement humain

Enfin le graphique 4.5 confirme que la rente totale exerce un effet positif mais limité sur le bien-être humain. L'absence d'une trajectoire fortement ascendante de l'IDH souligne que la dotation en ressources naturelles ne suffit pas à améliorer durablement les conditions de vie. Seules des institutions solides et des investissements ciblés dans le capital humain permettent de transformer la rente en progrès social.

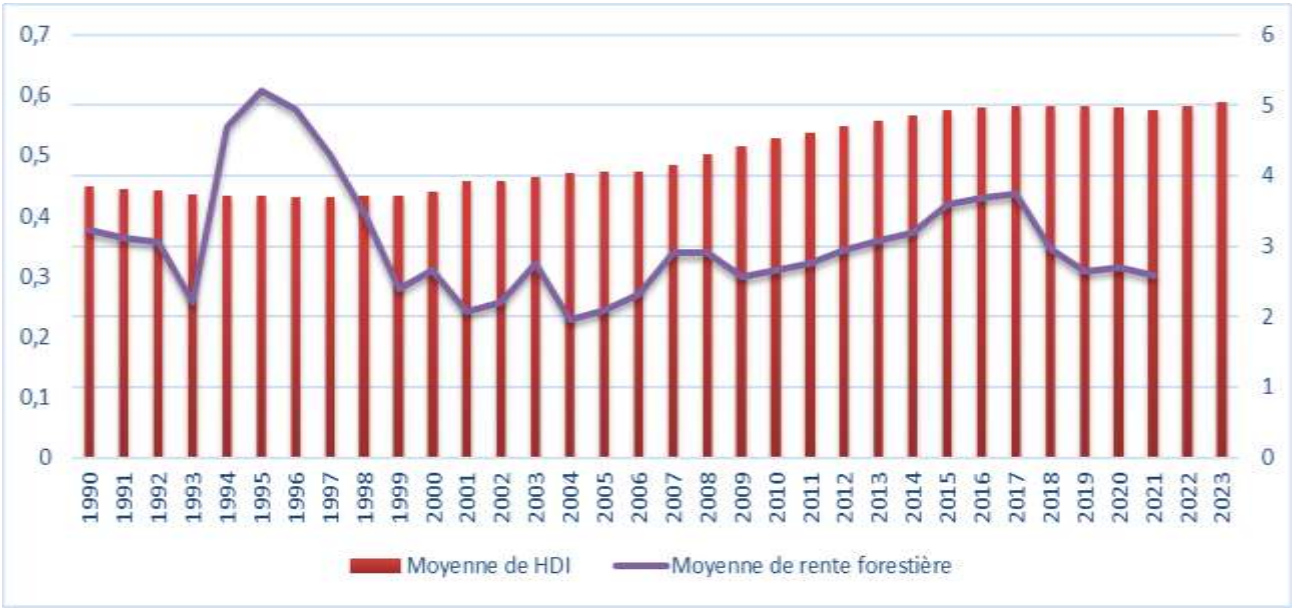


Figure 27 : Évolution croisée entre la rente forestière et l'indice de développement humain

Source: Auteur à partir des données de la Banque Mondiale.

L'ensemble des analyses (Graphiques 4.1 à 4.5) démontre une faible élasticité de l'IDH par rapport aux variations de la rente des ressources naturelles, qu'elle soit totale ou sectorielle. La rente totale (Graphiques 4.1 à 4.5) n'a généré qu'une amélioration graduelle et modeste de l'IDH, sans rupture significative.

L'intuition fondamentale qui ressort est celle d'une inefficacité de la transmission budgétaire et d'une gouvernance perfectible. Malgré leur contribution macroéconomique majeure, les rentes clés comme le pétrole (Graphique 4.3) et le gaz (Graphique 4.2) ne se sont traduites que par des gains marginaux ou retardés en développement humain. Cela suggère que la majorité de ces revenus est absorbée par des dépenses courantes ou une allocation budgétaire peu stratégique, au lieu d'être orientée vers des investissements structurants dans les trois piliers de l'IDH : l'éducation de qualité, la santé de base et la protection sociale.

De plus, la rente minière (Graphique 4.4) souffre d'un faible impact social dû à l'enclavement des zones d'exploitation et à l'absence de mécanismes de redistribution efficaces. Pour maximiser l'impact de la rente sur le bien-être, le Cameroun doit impérativement sanctuariser les recettes extractives dans des fonds dédiés au capital humain et renforcer la transparence et l'efficience des dépenses publiques.

En définitive, l'analyse de l'évolution croisée entre la rente des ressources naturelles et les indicateurs de développement au Cameroun révèle une déconnexion structurelle. La rente extractive, qu'elle soit totale ou sectorielle, n'a pas servi de catalyseur significatif pour une industrialisation durable

(Point I), souffrant d'effets d'éviction et d'un faible niveau d'intégration sectorielle. Simultanément, la transmission de cette richesse vers le progrès humain (Point II) est restée modeste et inefficace, se traduisant par une faible élasticité de l'IDH. En définitive, l'abondance de ressources naturelles n'a pas suffi à briser la dépendance extractive ni à garantir une amélioration substantielle du bien-être, soulignant l'impératif de réformer la gouvernance de la rente et d'orienter stratégiquement les dépenses vers le capital humain et la diversification productive.

SECTION 2 : RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ETRE : UNE VALIDATION EMPIRIQUE AU CAMEROUN

Si l'analyse descriptive présentée dans la section précédente permet de mettre en évidence certaines tendances générales, elle demeure insuffisante pour établir de manière rigoureuse la nature de la relation entre ressources naturelles et bien-être. En effet, les corrélations observées peuvent être influencées par de nombreux facteurs économiques, institutionnels ou sociaux qui échappent à une simple observation graphique.

Dans cette perspective, il apparaît nécessaire de recourir à une analyse économétrique afin d'évaluer de manière plus précise l'impact de la rente des ressources naturelles sur le bien-être des populations au Cameroun. L'objectif de cette section est donc d'identifier empiriquement les effets de la dépendance aux ressources naturelles sur les indicateurs de développement humain et de déterminer si cette richesse constitue réellement un levier d'amélioration des conditions de vie.

L'analyse repose sur l'utilisation de données macroéconomiques couvrant la période d'étude et mobilise plusieurs indicateurs permettant de mesurer à la fois la dépendance aux ressources naturelles et le niveau de bien-être. L'Indice de Développement Humain (IDH) est utilisé comme variable principale pour appréhender le bien-être, tandis que la rente des ressources naturelles constitue la variable explicative centrale. D'autres variables de contrôle, telles que l'ouverture commerciale ou le niveau de revenu, sont également introduites afin de mieux isoler l'effet spécifique des ressources naturelles.

La méthodologie adoptée combine différentes techniques économétriques permettant d'analyser la robustesse des résultats et d'examiner les éventuelles hétérogénéités dans la relation étudiée. Cette approche permet non seulement d'évaluer l'impact global des ressources naturelles sur le bien-être, mais aussi de mieux comprendre les mécanismes par lesquels cette richesse peut influencer la trajectoire de développement du pays.

I. RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ÊTRE : CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Les analyses préliminaires sont essentielles pour la compréhension des résultats économétriques qui seront présentés dans la sous-section A. Les analyses descriptives ici sont présentées.

I.1. Données et Méthodologie de l'Estimation.

Dans cette sous-section nous présentons les données et la méthode d'estimation utilisées dans le cadre de notre analyse.

I.1.1. Les données

Nous utilisons les données du Cameroun issues de la Banque Mondiale allant de 1990 à 2023.

- **Variable Dépendante**

Notre variable dépendante est le bien-être mesuré par l'indice du développement humain. L'Indice de développement humain (IDH) est une mesure synthétique du niveau de développement humain moyen dans trois dimensions clés : une vie longue et saine, l'accès au savoir et un niveau de vie décent. L'IDH est la moyenne géométrique des indices normalisés pour chacune de ces trois dimensions (PNUD, 2022).

La dimension santé est évaluée par l'espérance de vie à la naissance, la dimension éducation par la durée moyenne de scolarisation des adultes de 25 ans et plus et par la durée attendue de scolarisation des enfants en âge d'entrer à l'école. La dimension niveau de vie est mesurée par le revenu national brut par habitant. L'IDH utilise le logarithme du revenu afin de refléter l'importance décroissante du revenu à mesure que le RNB augmente. Les scores des trois indices de dimension de l'IDH sont ensuite agrégés en un indice composite à l'aide de la moyenne géométrique. Pour plus de détails, veuillez consulter les notes techniques (PNUD, 2022).

L'IDH peut servir à questionner les choix politiques nationaux, en s'interrogeant sur la façon dont deux pays présentant le même niveau de RNB par habitant peuvent aboutir à des résultats de développement humain différents. Ces contrastes peuvent alimenter le débat sur les priorités des politiques gouvernementales (PNUD, 2022).

- **Variable Indépendante**

Notre variable d'intérêt est les rentes totales des ressources naturelles et représente la somme des revenus de pétrole, du gaz, du charbon, des minéraux et des forêts, calculées comme la différence

entre le prix mondial et le cout de production, souvent exprimé en pourcentage du PIB. Ces rentes mesurent la dépendance économique, atteignant plus de 30% dans certains pays contre une moyenne mondiale d'environ 1,8% (Banque Mondiale, 2020). Depuis les travaux fondateurs de Sachs et Warner (1995), le débat sur la mesure des ressources naturelles continue de faire écho dans la littérature en économie du développement (Awoa et al., 2024). Alors que l'abondance fait référence au stock de ressources présentes dans une économie (généralement par habitant), la dépendance prend en compte la contribution des ressources naturelles à l'économie dans son ensemble, généralement le produit intérieur brut (Badeeb et al. 2017). En effet, Perez & Claveria (2020) analyse le lien entre la dépendance aux ressources naturelles et le développement humain. Ils montrent qu'il existe une relation négative entre la dépendance aux ressources naturelles et l'industrialisation. Cette relation, en forme de U, est établie.

❖ **Variables de Contrôles**

Un ensemble de variables macroéconomiques considérées comme des déterminants du bien-être est utilisé comme variables de contrôle. Ces variables, qui s'appuient largement sur la littérature spécialisée en matière bien-être (Briseño et al., 2022; Liao, 2021) notamment des variables de politique macroéconomique qui tiennent compte de l'ouverture commerciale, du revenu par habitant.

I.1.2. Méthodologie des estimations

Cette étude vise à examiner l'effet des ressources naturelles sur le bien-être au Cameroun. Pour ce faire, nous adoptons une approche économétrique rigoureuse dans un premier temps, nous estimons un modèle de régression par les Moindre Carrée Ordinaire (MCO) et par la suite nous utilisons les régressions quantiles. Ce modèle de base nous permet d'établir la relation entre l'abondance en ressource naturelle et le bien-être. Plus formellement, en nous inspirant de Perez et Claveria (2020) notre modèle est décrit comme suit :

$$IDH_t = \beta_0 + \beta_1 TNR_t + \beta_2 Ouv_t + \beta_3 \log_GDP_t + \varepsilon_t \qquad (1)$$

Où IDH_t désigne notre variable dépendante qui est l'industrialisation. β_0 la constante, TNR_t notre variable d'intérêt qui les ressources naturelles, Ouv_t l'ouverture commerciale, $\log_GDP$ le logarithme du PIB et ε_t le terme d'erreur.

Comme méthodologie nous utilisons les méthodes habituelles de données de panel à savoir le modèle des MCO et les MCO à effets fixes. Ces deux modèles permettent de capter à la fois les variations interindividuelles et temporelles dans les données et sont donc considérés comme modèles de base.

Cependant, chaque modèle repose sur des spécificités bien distinctes. Introduit par Legendre (1805) et Gaus (1821), la méthode des MCO est technique d'estimation classique utilisée pour estimer les relations linéaires. Elle repose sur le principe de minimisation de la somme des carrés des écarts entre les valeurs observées et les valeurs prédites. Cette méthode est adaptée dans le cas où nous avons une homogénéité des données (absence de variation spécifique entre individus). Les auteurs tel que Pindyck et Rubinfeld (1998) soutiennent que l'estimation par les MCO est efficace et sans biais si toutes les hypothèses du modèle sont respectées. On peut également les utiliser dans le cadre d'un modèle de panel groupé lorsque l'hétérogénéité individuelle est supposée négligeable (Basumataire et Devi, 2022). Elle a comme avantage d'être simple et rapide, de fournir des estimations efficaces et non biaisées et ont une bonne performance dans le cas d'échantillons de grande taille. Par ailleurs, elle renferme certaines limites. Lorsque les facteurs spécifiques aux individus sont omis du modèle alors les estimations par MCO sont biaisées et incohérentes et on fait face à un problème de biais de variable omise. Quand les variables explicatives sont corrélées avec le terme d'erreur, nous avons une estimation biaisée, ce qui conduit à un problème d'endogénéité. Nous avons également u problème d'hétérogénéité non observée car les MCO ne prennent pas en compte les effets spécifiques individuels et temporels, conduisant à une mauvaise estimation des coefficients.

I.2. Analyse Descriptive

Le tableau 5 nous présente les statistiques descriptives, plusieurs observations peuvent être faites. Nous constatons qu'en moyenne l'indice du développement humain est de 0,502, avec un minimum de 0,432 et un maximum de 0,588. Ce qui nous montre que durant la période 1990 à 2023, le Cameroun nous présente un niveau élevé de développement humain avec un écart-type de 0,061 inférieur à la moyenne montrant une faible variabilité de la tendance observée précédemment autour de la moyenne. La rente totale des ressources naturelle est en moyenne de 7,05 avec un minimum de 4,342 et un maximum de 11,9. Ce qui montre que l'extraction de la rente issue des ressources naturelles est relativement stable durant la période 1990-2023. Avec un écart-type de 1,818 la rente totale des ressources nous montre une faible variabilité autour de sa moyenne montrant ainsi une forte dépendance du Cameroun vis-à-vis des ressources naturelles. Plus précisément, avec une moyenne de 3,898 la rente issue du pétrole constitut le principal pilier de l'exploitation des ressources naturelles suivie de la rente forestière avec une moyenne de 3,049. La rente minière et la rente de gaz naturel est en moyenne de 0,028 et 0,076 montrant la faiblesse des secteurs minier et des gaz naturels. L'ouverture commerciale est en moyenne de 43,1% avec un minimum de 26,2% et un maximum de 56% ce qui montre un niveau

d'ouverture élevé au Cameroun. Le logarithme de la croissance du PIB est relativement soutenu durant toute la période avec une moyenne de 7,15 et un minimum de 6,967 et un maximum 7,293.

Tableau 5 : Statistiques Descriptive

Variables	Obs	Moyenne	Ecart-type	Min	Max
HDI	34	0,502	0,061	0,432	0,588
Total natural resources	32	7,05	1,818	4,342	11,909
Ouv (Trade of %GDP)	34	0,431	0,066	0,262	0,569
log GDP	34	7,15	0,106	6,967	7,293
Oilrents of GDP	32	3,898	1,699	1,281	8,685
Natural gasrents of GDP	32	0,076	0,152	0	0,585
Minera lrents of GDP	32	0,028	0,029	0	0,108
Forest rents of GDP	32	3,049	0,815	1,962	5,209

***Source**: Auteur à partir des données dev la Banque Mondiale.*

I.3. Analyse de la Relation

I.3.1 Relation Linéaire Entre Ressource Naturelles et Bien-Être

La figure 4.7 montre de manière graphique le sens de la relation entre les ressources naturelles et le bien-être au Cameroun. Elle nous montre qu'il existe une relation négative entre ressources naturelles et le bien-être au Cameroun. Ce qui indique qu'une augmentation de la dépendance des ressources naturelles pourrait réduit le développement humain de la population camerounaise. Cette relation implique que les pays riches en ressources pourraient rencontrer des défis en matière d'amélioration du bien-être de leur population. En conséquence, les décideurs politiques devraient envisager des stratégies pour diversifier leurs économies en investissant dans l'éducation, la santé et d'autres secteurs productifs. En mettant en œuvre des politiques économiques axées sur la durabilité et l'innovation, les pays pourraient améliorer leur IDH tout en réduisant leur vulnérabilité aux fluctuations des marchés des ressources naturelles.

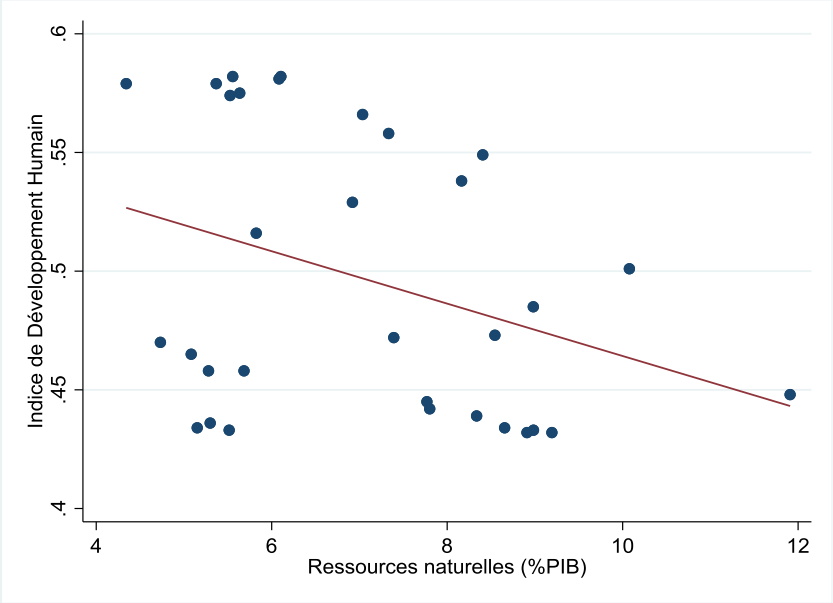


Figure 28 : Relation linéaire entre ressource naturelles et bien-être

***Source**: Auteur à partir de Stata 17.*

I.3.2. Relation entre les types de rente de ressources naturelles et le bien-être

La figure 4.8 nous montre l'analyse linéaire de la relation entre les différents sous indicateurs des ressources naturelles sur le bien-être. Notamment, nous considérons la rente pétrolière, minière, des gaz naturels et forestiers sur l'industrialisation. Nous pouvons constater que les rentes pétrolière et forestière ont une relation négative avec le niveau de développement humain. Cependant, la rente minière est positivement corrélée au niveau de développement humain au Cameroun et la rente des gaz naturels semble avoir un effet positif sur le niveau de développement humain. Ce constat montre clairement l'importance de la diversification des rentes issues des ressources naturelles pour renforcer le niveau de développement au Cameroun.

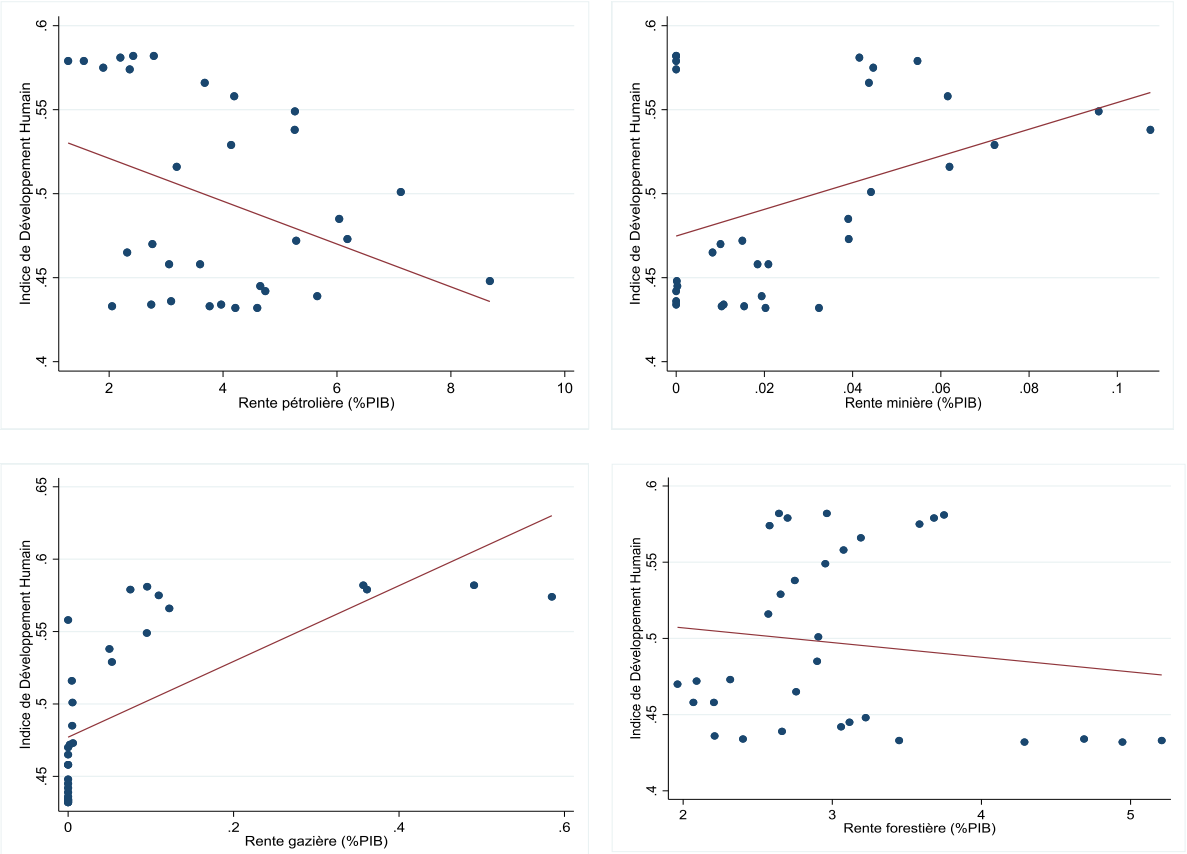


Figure 29 : Relation entre les types de rente de ressources naturelles et le bien-être

***Source**: auteur à partir de Stata 17.*

II. RÉSULTATS DES ESTIMATIONS DE L'EFFET DES RESSOURCES NATURELLES SUR LE BIEN-ÊTRE AU CAMEROUN

Dans cette section il est question pour nous de présenter les résultats des estimations de l'effet des ressources naturelles sur le bien-être au Cameroun.

II.1. Résultat de l'estimation de l'effet des ressources naturelles sur le bien-être

Le tableau 6 nous présente les résultats des estimations de l'effet des ressources naturelles sur le bien-être mesuré ici par l'indice de développement humain.

Tableau 6 : Moindre Carré Ordinaire

	Indice de développement Humain		
	(1)	(2)	(3)
Ressources naturelles	-0,0161***	-0,0172***	-0,0067**
	(0,0053)	(0,0055)	(0,0031)
Ouverture commerciale		0,1339	0,1258
		(0,1634)	(0,0838)
PIB par tête			0,4750***
			(0,0553)
Constante	0,6195***	0,5681***	-2,9026***
	(0,0395)	(0,0743)	(0,4058)
Observations	32	32	32
F	3,54	2,93	21,58
R^2	0,34	0,36	0,84

Les écarts-types sont indiqués entre parenthèses. *p < 0,10, ** p < 0,05, *** p < 0,01.

Le tableau nous montre un effet négatif et significatif à 1% de la dépendance aux ressources naturelles sur le bien-être. Ce qui suggère qu'une forte dépendance aux ressources naturelles freine le développement humain au Cameroun. Autrement dit, une augmentation de 1 point de la rente issu des ressources naturelles pour diminue le développement du secteur manufacturier de 0,0067 point. En effet, en valorisant le secteur extractif, délaisse l'agriculture et l'industrie, pourtant créatrices d'emplois et moteurs de l'IDH (Perez & Claveria, 2020). De plus, la volatilité des revenus des ressources engendre une instabilité budgétaire qui pénalise les investissements à long terme en éducation et santé, deux piliers de l'IDH. Enfin, la concentration des richesses tirées de ces ressources, souvent sujette à la corruption et à la capture de rente, empêche leur redistribution équitable au profit des services sociaux de base, freinant ainsi l'amélioration du bien-être de la majorité de la population. Nos résultats sont conformes à ceux trouvé par Zhang et al. (2023) qui montrent que la dépendance aux ressources naturelles est un frein pour le développement du capital humain ainsi un obstacle pour le bien-être de la population.

II.2. Sensibilité par sous-indices

Dans cette sous-section nous effectuons les tests de sensibilité en analysant les effets des différents types de rente de ressources naturelles notamment pétrolière, minière, des gaz naturels et

forestière conformément à Zhang et al. (2023). Les résultats des estimations sont présentés dans le tableau 7, il en ressort que les recettes issues du pétrole et de la forêt ont un effet négatif et significatif à 1% sur le développement humain de la population camerounaise. Mais l'effet des recettes issues des mines et des gaz naturelles sembles ont un effet positif et significatif sur le développement de la population camerounaise. Ce qui soutient que le Cameroun devrait accroitre la diversification des secteurs extractifs en fin d'améliore la santé et l'éducation contribuant ainsi au bien-être de la population camerounaise.

Tableau 7 : Sensibilité par sous-indicateurs des ressources naturelles

	(1)	(2)	(3)	(4)
Oil rents	-0,0122***			
	(0,0026)			
Natural gas rents		0,0970**		
		(0,0426)		
Mineral rents			0,5286**	
			(0,2103)	
Forest rents				-0,0180*
				(0,0096)
Ouv	0,2128***	0,1500*	-0,0731	0,1315
	(0,0704)	(0,0861)	(0,1015)	(0,1042)
log_GDP	0,4690***	0,4293***	0,4908***	0,5879***
	(0,0419)	(0,0650)	(0,0511)	(0,0783)
Constant	-2,8973***	-2,6429***	-2,9915***	-3,8166***
	(0,3033)	(0,4591)	(0,3764)	(0,5974)
Observations	32	32	32	32
F	36,63	21,94	22,91	9,39
R^2	0,90	0,84	0,85	0,86

Les écarts-types sont indiqués entre parenthèses. *p < 0,10, ** p < 0,05, *** p < 0,01.

II.3. Robustesse

Pour conforter nos résultats nous recourrons à une méthode estimation alternative. Bien que nos précédentes estimations reflètent la tendance générale, l'impact de la dépendance aux ressources naturelles sur le bien-être pourrait masquer d'importantes disparités au sein de la distribution. Afin de

révéler ces hétérogénéités, le tableau 4.4 présente les résultats des estimations par la régression quantile. Cette approche nous permet d'examiner si l'impact de la dépendance aux ressources naturelles sur le bien-être diffère selon que l'on considère les années présentant des niveaux faibles, moyens ou élevés de l'indice du développement humain, offrant ainsi une image plus nuancée de la relation étudiée. Montre que la dépendance aux ressources naturelles a un effet négatif et significatif pour les quantiles 0.15 ; 0.25 et 0.5 de l'indice du développement humain mais positif et significatif pour le quantile 0.75. Cet effet, semble diminuer lorsqu'on avance dans la distribution des quantiles. Ce qui conforte notre idée selon laquelle les effets de la rente des ressources naturelles s'inversent, et la présence d'une gouvernance solide et d'institutions fortes expliquerait cet effet.

Tableau 8 : Regression quantile

	(0,15)	(0,25)	(0,5)	(0,75)
Total natural resources rents	-0,011***	-0,011***	-0,007*	0,005***
	(0,360)	(0,003)	(0,004)	(0,002)
Ouverture commerciale	0,223***	0,231	0,094	-0,033
	(0,054)	(0,108)	(0,113)	(0,05)
PIB par tête	0,635***	0,619	0,561***	0,569***
	(6,29)	(0,071)	(0,074)	(0,033)
Constante	-4,08***	-3,97	-3,5***	-3,57***
	(0,264)	(0,523)	(0,548)	(,243)
Observations	32	32	32	32
Pseudo R^2	0,53	0,57	0,64	0,72

Les écarts-types sont indiqués entre parenthèses. *p < 0,10, ** p < 0,05, *** p < 0,01.

CONCLUSION CHAPITRE 4

En conclusion, la transmission de cette richesse vers le progrès humain (Point II) est restée modeste et inefficace, se traduisant par une faible élasticité de l'IDH. En définitive, l'abondance de ressources naturelles n'a pas suffi à briser la dépendance extractive ni à garantir une amélioration substantielle du bien-être, soulignant l'impératif de réformer la gouvernance de la rente et d'orienter stratégiquement les dépenses vers le capital humain et la diversification productive. Les résultats empiriques nous montrent un effet négatif et significatif de la dépendance aux ressources naturelles sur le développement humain aux Cameroun. Cet effet différencie selon les typologies de rente de ressources naturelles renforçant l'idée qu'une diversification du secteur extractif des ressources naturelles pourrait améliorer le bien-être de la population camerounaise.

CONCLUSION SECONDE PARTIE

La seconde partie de ce travail avait pour objectif d'analyser la relation entre les ressources naturelles et le bien-être des populations au Cameroun, en combinant une analyse théorique et une validation empirique. Cette démarche a permis de mieux comprendre les mécanismes par lesquels la richesse naturelle peut influencer les conditions de vie et le développement humain.

Dans un premier temps, l'analyse théorique développée dans le chapitre 3 a mis en évidence la complexité de la relation entre ressources naturelles et bien-être. Si l'abondance des ressources peut constituer une source importante de revenus pour les États et offrir des opportunités de financement du développement, la littérature économique souligne également les nombreux risques associés à cette richesse. En l'absence d'institutions solides et de politiques économiques appropriées, la dépendance aux ressources naturelles peut entraîner des déséquilibres macroéconomiques, renforcer les inégalités sociales et compromettre les perspectives de développement durable. Les différents canaux de transmission identifiés dans la littérature montrent que l'impact des ressources naturelles dépend largement de la qualité de la gouvernance, de la gestion de la rente et de la capacité des économies à diversifier leurs activités productives.

Dans un second temps, l'analyse empirique menée dans le chapitre 4 a permis de confronter ces enseignements théoriques aux réalités du cas camerounais. L'examen des faits stylisés met en évidence un écart persistant entre l'abondance des ressources naturelles et le niveau relativement modeste des indicateurs de développement humain. Les analyses économétriques confirment cette tendance en révélant un effet globalement négatif et significatif de la dépendance aux ressources naturelles sur le développement humain au Cameroun. Ces résultats suggèrent que la richesse naturelle n'a pas été efficacement transformée en progrès social et en amélioration durable des conditions de vie.

Ces constats mettent en évidence l'existence d'un paradoxe : malgré un potentiel important en ressources naturelles, le Cameroun peine à traduire cette richesse en gains substantiels pour le bien-être des populations. Cette situation souligne l'importance cruciale de la gouvernance économique, de la gestion transparente de la rente extractive et de la mise en œuvre de politiques publiques orientées vers le développement humain. Ainsi, l'ensemble des analyses présentées dans cette seconde partie montre que les ressources naturelles ne constituent pas en elles-mêmes une garantie de développement. Leur contribution au bien-être dépend largement de la manière dont elles sont gérées et intégrées dans une stratégie de développement économique inclusive et durable.

CONCLUSION GENERALE

Cette recherche avait pour objectif d'analyser les effets des ressources naturelles sur deux dimensions essentielles du développement économique au Cameroun : l'industrialisation et le bien-être des populations. À travers une approche combinant analyse théorique et validation empirique, ce travail a permis de mieux comprendre les mécanismes par lesquels la richesse naturelle influence la trajectoire de développement du pays.

Les résultats obtenus mettent en évidence un paradoxe important. Malgré l'existence de ressources naturelles abondantes, celles-ci n'ont pas constitué un moteur significatif de transformation industrielle. Au contraire, la dépendance aux ressources extractives semble avoir contribué à limiter le développement du secteur manufacturier, confirmant certaines hypothèses avancées par la littérature sur la malédiction des ressources.

De manière similaire, l'analyse du lien entre ressources naturelles et bien-être révèle que la richesse naturelle ne se traduit pas automatiquement par une amélioration des conditions de vie des populations. Cette situation souligne l'importance du rôle des institutions, de la gouvernance économique et des politiques publiques dans la gestion de la rente extractive.

Ces résultats conduisent à formuler plusieurs recommandations de politique économique.

Premièrement, il apparaît essentiel de renforcer les politiques de diversification économique afin de réduire la dépendance aux ressources naturelles. Le développement du secteur manufacturier, notamment à travers la transformation locale des matières premières, constitue une priorité stratégique pour stimuler la création de valeur ajoutée et d'emplois.

Deuxièmement, l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles est indispensable pour garantir une utilisation plus efficace et plus transparente de la rente extractive. La mise en place de mécanismes institutionnels solides, notamment en matière de gestion des revenus et d'investissement public, peut contribuer à transformer les ressources naturelles en véritable levier de développement.

Troisièmement, les politiques publiques doivent accorder une attention particulière à l'investissement dans le capital humain, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la formation professionnelle. Ces investissements sont essentiels pour renforcer les capacités productives de l'économie et améliorer durablement le bien-être des populations.

Enfin, cette recherche ouvre plusieurs perspectives pour de futurs travaux. Des analyses complémentaires pourraient notamment explorer le rôle des institutions, de la qualité de la gouvernance ou encore des politiques industrielles dans la transformation de la rente des ressources naturelles en développement économique inclusif.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Alkire, S. (2002). Dimensions of Human Development. World Development, 30(2), 181–205.

Allcott, H., & Keniston, D. (2018). Dutch disease or agglomeration? The local economic effects of natural resource booms in modern America. *The Review of Economic Studies*, *85*(2), 695-731.

Anne, K. (1974). The political economy of the rent-seeking society. *American economic review*, *64*(3), 291-303.

Anne, K. (1974). The political economy of the rent-seeking society. American Economic Review, 64(3), 291–303.

Apergis, N., & Katsaiti, M.-S. (2018). Poverty and the resource curse: evidence from a global panel of countries. Research in Economics, 72(2), 211–223.

Arezki, R., & der Ploeg, F. (2007). Can the natural resource curse be turned into a blessing? The role of trade policies and institutions.

Atangana Ondoa, H. (2018). *Les facteurs d'industrialisation en afrique francophone subsaharienne* (Issue October).

Auty, R. M. (2015). From resource curse to rent curse: A theoretical perspective. In Natural Resources and Economic Growth (pp. 26–53). Routledge.

Auty, R., & Warhurst, A. (1993). Sustainable development in mineral exporting economies. Resources Policy, 19(1), 14–29.

Baland, J. M., & Francois, P. (2000). Rent-seeking and resource booms. *Journal of development Economics*, *61*(2), 527-542.

Behbudi, D., Mamipour, S., & Karami, A. (2010). Natural resource abundance, human capital and economic growth in the petroleum exporting countries. Journal of Economic Development, 35(3), 81.

Bhattacharyya, S., & Nanda, V. (2000). Client discretion, switching costs, and financial innovation. The Review of Financial Studies, 13(4), 1101–1127.

Bitoto, F. E., Toukam, D. H., & Pondie, T. M. (2025). Starving rich: linking natural resource endowment and food insecurity in Africa. *Review of Agricultural, Food and Environmental Studies*, *106*(2), 217-257.

Blumenstock, J. E. (2016). Fighting poverty with data. Science, 353(6301), 753–754.

Bouwawe, Duclo. *Capital humain et transformation structurelle en Afrique Subsaharienne*. Diss. Université de Douala (Cameroun), 2023.

Bulte, E. H., Damania, R., & Deacon, R. T. (2005). Resource intensity, institutions, and development. World Development, 33(7), 1029–1044.

Carmignani, F., & Avom, D. (2010). The social development effects of primary commodity export dependence. Ecological Economics, 70(2), 317–330.

Cockx, L., & Francken, N. (2016). Natural resources: a curse on education spending? Energy Policy, 92, 394–408.

Collier, P., & Hoeffler, A. (2004). Greed and grievance in civil war. Oxford Economic Papers, 56(4), 563–595.

Corden, W. Max, and J. Peter Neary. "Booming sector and de-industrialisation in a small open economy." *The economic journal* 92.368 (1982): 825-848.

Cust, J., & Zeufack, A. (2023). *Les ressources naturelles, un enjeu clé pour l'avenir de l'Afrique: Ressources naturelles et transformation économique dans un contexte de transition vers des économies décarbonées*. World Bank Publications.

Daas, P. J. H., Puts, M. J., Buelens, B., & Hurk, P. A. M. van den. (2015). Big data as a source for official statistics. Journal of Official Statistics, 31(2), 249–262.

Danish, M. H., & Nawaz, S. M. N. (2022). Does institutional trust and governance matter for multidimensional well-being? Insights from Pakistan. World Development Perspectives, 25, 100369.

Davis, G. A., & Tilton, J. E. (2005). The resource curse. Natural Resources Forum, 29(3), 233–242.

de Medeiros Costa, H. K., & dos Santos, E. M. (2013). Institutional analysis and the “resource curse” in developing countries. Energy Policy, 63, 788–795.

Deaton, A. (1997). The analysis of household surveys: a microeconometric approach to development policy. World Bank Publications.

Deaton, A. (2008). Income, health, and well-being around the world: Evidence from the Gallup World Poll. Journal of Economic Perspectives, 22(2), 53–72.

Deaton, A., & Stone, A. A. (2016). Understanding context effects for a measure of life evaluation: How responses matter. Oxford Economic Papers, 68(4), 861–870.

Di John, J. (2007). Oil abundance and violent political conflict: A critical assessment. The Journal of Development Studies, 43(6), 961–986.

Diener, E., Oishi, S., & Tay, L. (2018). Advances in subjective well-being research. Nature Human Behaviour, 2(4), 253–260.

Dodge, R., Daly, A. P., Huyton, J., & Sanders, L. D. (2012). The Challenge of Defining Wellbeing. International Journal of Wellbeing, 2(3), 11.

Easterlin, R. A. (1974). Does economic growth improve the human lot? Some empirical evidence. In Nations and households in economic growth (pp. 89–125). Elsevier.

Easterlin, R. A., & Angelescu, L. (2009). Happiness and growth the world over: Time series evidence on the happiness-income paradox.

Eregha, P. B., & Mesagan, E. P. (2016). Oil resource abundance, institutions and growth: Evidence from oil producing African countries. Journal of Policy Modeling, 38(3), 603–619.

Fadillah, M. I., & Pieńkowski, D. (2024). The relationship between natural resource abundance and happiness for lower middle- income countries. 03009.

Farhadi, M., Islam, R., & Moslehi, S. (2015). Economic Freedom and Productivity Growth in Resource-rich Economies. *World Development*, *72*, 109–126. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.02.014.

Fearon, J. D. (2005). Primary commodity exports and civil war. Journal of Conflict Resolution, 49(4), 483–507.

Frankel, J. A. (2010). The natural resource curse: a survey.

Frey, B. S., & Stutzer, A. (2002). What can economists learn from happiness research? Journal of Economic Literature, 40(2), 402–435.

Frijters, P., & Beatton, T. (2012). The mystery of the U-shaped relationship between happiness and age. Journal of Economic Behavior \& Organization, 82(2–3), 525–542.

Gelb, A. H. (1988). Oil windfalls: Blessing or curse? Oxford university press.

Gemicio\uglu, S., Soyhan, S., & Mollavelio\uglu, M. \cSükrü. (2024). Do natural resources lead to a curse or blessing in terms of income inequality? Resources Policy, 88, 104513.

Gisèle, T. O. M. O. (2012). Ressources naturelles et développement durable dans les économies subsahariennes: le rôle de l'Union Européenne. *Université de Lorraine*.

Goderis, B., & Malone, S. W. (2011). Natural resource booms and inequality: theory and evidence. Scandinavian Journal of Economics, 113(2), 388–417.

Gregoire, T. G., & Valentine, H. T. (2007). Sampling strategies for natural resources and the environment. Chapman and Hall/CRC.

Gylfason, T. (2001). Natural resources, education, and economic development. European Economic Review, 45(4–6), 847–859.

Gylfason, T. (2010, November). La Possession de ressources naturelles est-elle vraiment un privilège?. In *Contribution Prepared for the FMI Seminar:"Ressources naturelles, finance et développement." Alger* (pp. 4-5).

Haraguchi, N., Martorano, B., & Sanfilippo, M. (2019). What factors drive successful industrialization? Evidence and implications for developing countries. *Structural Change and Economic Dynamics*, *49*, 266-276.

Iimi, A. (2007). Escaping from the Resource Curse: Evidence from Botswana and the Rest of the World. IMF Staff Papers, 54(4), 663–699.

Innis, H. A. (1940). The cod fisheries: the history of an international economy. *The Relations of Canada and the United States*.

Jacquemot, P. (2016). *L'Afrique des possibles: les défis de l'émergence*. KARTHALA Editions.

Kahneman, D., & Deaton, A. (2010). High income improves evaluation of life but not emotional well-being. Proceedings of the National Academy of Sciences, 107(38), 16489–16493.

Karl, T. L. (1997). The paradox of plenty: Oil booms and petro-states (Vol. 26). Univ of California Press.

Knight, J., & Gunatilaka, R. (2022). Income inequality and happiness: Which inequalities matter in China? China Economic Review, 72, 101765.

Kula, E. (2012). Economics of natural resources, the environment and policies. Springer Science \& Business Media.

Le Billon, P. (2004). The geopolitics of resource wars. Routledge London.

Le Billon, P. (2013). Fuelling war: Natural resources and armed conflicts. Routledge.

Lemougna, P. N., Nzeukou, A., Billong, N., Kamseu, E., Désiré, T., & Chinje, U. (2023). Materials engineering and local mineral resources for development in Cameroon. *J. Mater. Environ. Sci., 14 (2), 184*, *209*.

Liao, T. F. (2021). Income inequality, social comparison, and happiness in the United States. Socius, 7, 2378023120985648.

Makhlouf, Y., Kellard, N. M., & Vinogradov, D. (2017). Child mortality, commodity price volatility and the resource curse. Social Science \& Medicine, 178, 144–156.

Marques, A. C., & Pires, P. S. (2019). Is there a resource curse phenomenon for natural gas? Evidence from countries with abundant natural gas. Resources Policy, 63, 101466.

Max, C. W., & Neary, J. P. (1982). Booming sector and de-industrialisation in a small open economy. The Economic Journal, 92(368), 825–848.

Maze, J. P. M. (2015). *Cameroun:" le doux rêve d'émergence": Finira-t-il par s' évaporer?*. Bod-Books on Demand.

Mehlum, H., Moene, K., & Torvik, R. (2006). Institutions and the resource curse. The Economic Journal, 116(508), 1–20.

Mensah, J. T., Adu, G., Amoah, A., & Abrokwa, K. K. (2016). *What Drives Structural Transformation in Sub-Saharan Africa ? 28*(2), 157–169.

Mignamissi, D., & Kuete, Y. F. M. (2021). Resource rents and happiness on a global perspective: The resource curse revisited. *Resources Policy*, *71*, 101994.

Mignamissi, D., & Yselle, F. (2020). Munich Personal RePEc Archive Resource rents and happiness on a global perspective : The resource curse revisited. 99928.

Mosley, P. (2017). Fiscal policy and the natural resources curse: How to escape from the poverty trap. Routledge.

Mousavi, A., & Clark, J. (2021). The effects of natural resources on human capital accumulation: A literature survey. *Journal of Economic Surveys*, *35*(4), 1073-1117.

Ngounou, B. A., Tekam Oumbe, H., Ongo Nkoa, B. E., & Noubissi Domguia, E. (2024). Inclusive growth in the face of increasing urbanization: What experience for African countries?. *Review of Development Economics*, *28*(1), 34-70.

Nkemgha, G., Engone Mve, S., Balouki Mikala, H., & Tékam, H. (2022). Linking natural resource dependence and industrialization in sub-Saharan African countries. *International Review of Applied Economics*, *36*(2), 245-263.

Nting, R. T. (2019). The political economy of mineral exploitation in Cameroon. *African Research Review*, *13*(1), 1-13.

Olteanu, A., Castillo, C., Diaz, F., & K\ic\iman, E. (2019). Social data: Biases, methodological pitfalls, and ethical boundaries. Frontiers in Big Data, 2, 13.

Opoku, E. E. O., & Yan, I. K. M. (2019). Industrialization as driver of sustainable economic growth in Africa. *The Journal of International Trade & Economic Development*, *28*(1), 30-56.

Ozdemir, C., Kucuksezer, U. C., Ogulur, I., Pat, Y., Yazici, D., Ardicli, S., ... & Akdis, C. A. (2024). Lifestyle changes and industrialization in the development of allergic diseases. *Current Allergy and Asthma Reports*, *24*(7), 331-345.

Rahman, A. A., Stavropoulos, S., Burger, M., & Ianchovichina, E. (2021). Does institutional quality moderate the relationship between corruption and subjective well-being? Economics Bulletin, 41(3), 975–996.

Ricardo, D. (1817). On rent. *The Economics of Structural Change*, *1*.

Ross, M. (2001). How does natural resource wealth influence civil war? University of California at Los Angeles Political Science Department, Los Angeles. Available Online at: Http://Www. Eireview. Org/. Processed.

Rostow, W. W. (1961). Guerrilla warfare in the underdeveloped areas. *Department of State Bulletin*, *45*(1154), 233-38.

Sachs, J. D., & Warner, A. M. (1999). 2. Natural Resource Intensity and. Development Policies in Natural Resource Economies, 13.

Sachs, J. D., & Warner, A. M. (2001). The curse of natural resources. European Economic Review, 45(4–6), 827–838.

Saher, L., Tabák, L., Lyeonov, S., & Vasa, L. (2024). Inclusive growth: Literature review. *Journal of International Studies*, *17*(1).

Sala-i-Martin, X., Doppelhoffer, G., & Miller, R. (2001). Cross-sectional growth regressions: Robustness and Bayesian model averaging. Columbia University. Mimeographed.

Santos, R. J. (2018). Blessing and curse. The gold boom and local development in Colombia. World Development, 106, 337–355.

Segal, P. (2011). Resource rents, redistribution, and halving global poverty: The resource dividend. World Development, 39(4), 475–489.

Shiroka-Pula, J., Bartlett, W., & Krasniqi, B. A. (2023). Can the government make us happier? Institutional quality and subjective well-being across europe: A multilevel analysis using eurobarometer survey 2019. Applied Research in Quality of Life, 18(2), 677–696.

Smith, A. (1776). An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations: Volume One. London: printed for W. Strahan; and T. Cadell, 1776.

Solomon, D. J. (2000). Conducting web-based surveys. Practical Assessment, Research, and Evaluation, 7(1).

Stevens, P., & Dietsche, E. (2008). Resource curse: An analysis of causes, experiences and possible ways forward. Energy Policy, 36(1), 56–65.

Stevenson, B., & Wolfers, J. (2009). The paradox of declining female happiness. American Economic Journal: Economic Policy, 1(2), 190–225.

Sustainable Development Solutions Network. (2015). Indicators and a Monitoring Framework for the Sustainable Development Goals. Launching a Data Revolution for the SDGs.

Tay, L., Chan, D., & Diener, E. (2014). The metrics of societal happiness. Social Indicators Research, 117(2), 577–600.

Tollison, R. D. (1982). Rent Seeking: A Survey. Kyklos, 35(4).

UNDP (2024). https://hdr.undp.org/data-center/human-development-index#/indicies/HDI.

United Nations. (2014). A World that Counts: Mobilizing the Data Revolution for Sustainable Development.

Utouh, H. M., & Kitole, F. A. (2024). Forecasting effects of foreign direct investment on industrialization towards realization of the Tanzania development vision 2025. *Cogent Economics & Finance*, *12*(1), 2376947.

Van Der Ploeg, F., & Poelhekke, S. (2019). The impact of natural resources: Survey of recent quantitative evidence. In Why does development fail in resource rich economies (pp. 31–42). Routledge.

Voukelatou, V., Gabrielli, L., Miliou, I., Cresci, S., Sharma, R., Tesconi, M., & Pappalardo, L. (2021). Measuring objective and subjective well-being : dimensions and data sources. In International Journal of Data Science and Analytics (Vol. 11, Issue 4). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/s41060-020-00224-2

Watkins, M. H. (1963). A staple theory of economic growth. Canadian Journal of Economics and Political Science/Revue Canadienne de Economiques et Science Politique, 29(2), 141–158.

Watson, D., Clark, L. A., & Tellegen, A. (1988). Development and validation of brief measures of positive and negative affect: the PANAS scales. Journal of Personality and Social Psychology, 54(6), 1063.

World Development Indicators (2024). https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators.

Wright, G., & Czelusta, J. (2004). Why economies slow: the myth of the resource curse. Challenge, 47(2), 6–38.

Zhang, H., Liu, Q., Lu, D., Wang, X., & Fan, H. (2023). Sustainable development perspective of linking natural resources and human capital development: An overview of resources utilization. *Resources Policy*, 86, 104097. https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2023.104097

Zhu, S., & Fu, X. (2013). Drivers of export upgrading. *World Development*, *51*, 221-233.

Alkire, S. (2002). Dimensions of Human Development. *World Development*, *30*(2), 181–205.

Allcott, H., & Keniston, D. (2017). Dutch Disease Or Agglomeration? The Local Economic Effects. In *NBER Working Papper Series* (20508).

Anne, K. (1974). The political economy of the rent-seeking society. *American Economic Review*, *64*(3), 291–303.

Apergis, N., & Katsaiti, M.-S. (2018). Poverty and the resource curse: evidence from a global panel of countries. *Research in Economics*, *72*(2), 211–223.

Arezki, R., & der Ploeg, F. (2007). *Can the natural resource curse be turned into a blessing? The role of trade policies and institutions*.

Atangana Ondoa, H. (2018). *Les facteurs d'industrialisation en afrique francophone subsaharienne* (Issue October).

Auty, R. M. (2015). From resource curse to rent curse: A theoretical perspective. In *Natural Resources and Economic Growth* (pp. 26–53). Routledge.

Auty, R., & Warhurst, A. (1993). Sustainable development in mineral exporting economies. *Resources Policy*, *19*(1), 14–29.

Badeeb, R. A., Lean, H. H., & Clark, J. (2017). The evolution of the natural resource curse thesis : A critical literature survey. *Resources Policy*, *51*, 123–134. https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2016.10.015

Behbudi, D., Mamipour, S., & Karami, A. (2010). Natural resource abundance, human capital and

economic growth in the petroleum exporting countries. *Journal of Economic Development*, *35*(3), 81.

Bhattacharyya, S., & Nanda, V. (2000). Client discretion, switching costs, and financial innovation. *The Review of Financial Studies*, *13*(4), 1101–1127.

Blumenstock, J. E. (2016). Fighting poverty with data. *Science*, *353*(6301), 753–754.

Boschini, A. D., Pettersson, J., & Roine, J. (2007). Resource Curse or Not : A Question of Appropriability ∗. *Scandinavian Journal of Economics*, *109*(3), 593–617. https://doi.org/10.1111/j.1467-9442.2007.00509.x

Briseño, H., Estefani, G., & Núñez, A. (2022). Urban Risks and Their Influence on Subjective Well‐being Around the World. *Journal of Happiness Studies*, *23*(4), 1617–1636. https://doi.org/10.1007/s10902-021-00465-3

Brunnschweiler, C. N., & Bulte, E. H. (2008). The resource curse revisited and revised: A tale of paradoxes and red herrings. *Journal of Environmental Economics and Management*, *55*(3), 248–264. https://doi.org/10.1016/j.jeem.2007.08.004

Bulte, E. H., Damania, R., & Deacon, R. T. (2005). Resource intensity, institutions, and development. *World Development*, *33*(7), 1029–1044.

Carmignani, F., & Avom, D. (2010). The social development effects of primary commodity export dependence. *Ecological Economics*, *70*(2), 317–330.

Cockx, L., & Francken, N. (2016). Natural resources: a curse on education spending? *Energy Policy*, *92*, 394–408.

Collier, P., & Hoeffler, A. (2004). Greed and grievance in civil war. *Oxford Economic Papers*, *56*(4), 563–595.

Corden, W. M. (1984). Booming Sector and Dutch Disease Economics: Survey and Consolidation. *Oxford Economic Papers*, *36*(3), 359–380.

Corden, W. M., & Neary, J. P. (1982). Booming Sector and De-Industialisation in a Small Open Economy. *The Economic Journal*, *92*(368), 825–848.

Daas, P. J. H., Puts, M. J., Buelens, B., & Hurk, P. A. M. van den. (2015). Big data as a source for official statistics. *Journal of Official Statistics*, *31*(2), 249–262.

Danish, M. H., & Nawaz, S. M. N. (2022). Does institutional trust and governance matter for multidimensional well-being? Insights from Pakistan. *World Development Perspectives*, *25*, 100369.

Davis, G. A., & Tilton, J. E. (2005). The resource curse. *Natural Resources Forum*, *29*(3), 233–242.

de Medeiros Costa, H. K., & dos Santos, E. M. (2013). Institutional analysis and the "resource curse" in developing countries. *Energy Policy*, *63*, 788–795.

Deaton, A. (1997). *The analysis of household surveys: a microeconometric approach to development policy*. World Bank Publications.

Deaton, A. (2008). Income, health, and well-being around the world: Evidence from the Gallup World Poll. *Journal of Economic Perspectives*, *22*(2), 53–72.

Deaton, A., & Stone, A. A. (2016). Understanding context effects for a measure of life evaluation: How responses matter. *Oxford Economic Papers*, *68*(4), 861–870.

Di John, J. (2007). Oil abundance and violent political conflict: A critical assessment. *The Journal of Development Studies*, *43*(6), 961–986.

Dialga, I. (2017). *Un développement durable fondé sur l'exploitation minière est-il envisageable? Élaboration d'un Indice de Soutenabilité des Pays Miniers appliqué au Burkina Faso et au Niger*. Université Bretagne Loire (IAE Nantes-Institut d'Économie et de Management Ecole).

Diener, E., Oishi, S., & Tay, L. (2018). Advances in subjective well-being research. *Nature Human Behaviour*, *2*(4), 253–260.

Dodge, R., Daly, A. P., Huyton, J., & Sanders, L. D. (2012). The Challenge of Defining Wellbeing. *International Journal of Wellbeing*, *2*(3), 11.

Easterlin, R. A. (1974). Does economic growth improve the human lot? Some empirical evidence. In *Nations and households in economic growth* (pp. 89–125). Elsevier.

Easterlin, R. A., & Angelescu, L. (2009). *Happiness and growth the world over: Time series evidence on the happiness-income paradox*.

Eregha, P. B., & Mesagan, E. P. (2016). Oil resource abundance, institutions and growth: Evidence from oil producing African countries. *Journal of Policy Modeling*, *38*(3), 603–619.

Fadillah, M. I., & Pieńkowski, D. (2024). *The relationship between natural resource abundance and happiness for lower middle- income countries*. *03009*.

Fearon, J. D. (2005). Primary commodity exports and civil war. *Journal of Conflict Resolution*, *49*(4), 483–507.

Frankel, J. A. (2010a). *The Natural Resourc Curse : A Survey* (15836; 15836).

Frankel, J. A. (2010b). *The natural resource curse: a survey*.

Frey, B. S., & Stutzer, A. (2002). What can economists learn from happiness research? *Journal of Economic Literature*, *40*(2), 402–435.

Frijters, P., & Beatton, T. (2012). The mystery of the U-shaped relationship between happiness and age. *Journal of Economic Behavior \& Organization*, *82*(2–3), 525–542.

Gelb, A. H. (1988). *Oil windfalls: Blessing or curse?* Oxford university press.

Gemicio\uglu, S., Soyhan, S., & Mollavelio\uglu, M. \cSükrü. (2024). Do natural resources lead to a curse or blessing in terms of income inequality? *Resources Policy*, *88*, 104513.

Goderis, B., & Malone, S. W. (2011). Natural resource booms and inequality: theory and evidence. *Scandinavian Journal of Economics*, *113*(2), 388–417.

Gregoire, T. G., & Valentine, H. T. (2007). *Sampling strategies for natural resources and the environment*. Chapman and Hall/CRC.

Gylfason, T. (2001). Natural resources, education, and economic development. *European Economic Review*, *45*(4–6), 847–859.

Haraguchi, N., Martorano, B., & Sanfilippo, M. (2019). What factors drive successful industrialization ? Evidence and implications for developing countries. *Structural Change and Economic Dynamics*, *49*, 266–276. https://doi.org/10.1016/j.strueco.2018.11.002

Iimi, A. (2007). Escaping from the Resource Curse: Evidence from Botswana and the Rest of the World. *IMF Staff Papers*, *54*(4), 663–699.

Kahneman, D., & Deaton, A. (2010). High income improves evaluation of life but not emotional well-being. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, *107*(38), 16489–16493.

Karl, T. L. (1997). *The paradox of plenty: Oil booms and petro-states* (Vol. 26). Univ of California Press.

Knight, J., & Gunatilaka, R. (2022). Income inequality and happiness: Which inequalities matter in China? *China Economic Review*, *72*, 101765.

Kula, E. (2012). *Economics of natural resources, the environment and policies*. Springer Science \& Business Media.

Le Billon, P. (2004). *The geopolitics of resource wars*. Routledge London.

Le Billon, P. (2013). *Fuelling war: Natural resources and armed conflicts*. Routledge.

Liao, T. F. (2021). Income inequality, social comparison, and happiness in the United States. *Socius*, *7*,

2378023120985648.

Makhlouf, Y., Kellard, N. M., & Vinogradov, D. (2017). Child mortality, commodity price volatility and the resource curse. *Social Science \& Medicine*, *178*, 144–156.

Marques, A. C., & Pires, P. S. (2019). Is there a resource curse phenomenon for natural gas? Evidence from countries with abundant natural gas. *Resources Policy*, *63*, 101466.

Max, C. W., & Neary, J. P. (1982). Booming sector and de-industrialisation in a small open economy. *The Economic Journal*, *92*(368), 825–848.

Mehlum, H., Moene, K., & Torvik, R. (2006). Institutions and the resource curse. *The Economic Journal*, *116*(508), 1–20.

Mensah, J. T., Adu, G., Amoah, A., & Abrokwa, K. K. (2016). *What Drives Structural Transformation in Sub-Saharan Africa ? 28*(2), 157–169.

Mignamissi, D., & Yselle, F. (2020). *Munich Personal RePEc Archive Resource rents and happiness on a global perspective : The resource curse revisited*. *99928*.

Mijiyawa, A. G. (2017). Drivers of Structural Transformation: The Case of the Manufacturing Sector in Africa. *World Development*, *99*, 141–159. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.07.007

Morris, M., & Fessehaie, J. (2014). ScienceDirect The industrialisation challenge for Africa : Towards a commodities based industrialisation path. *JAT*, *1*(1), 25–36. https://doi.org/10.1016/j.joat.2014.10.001

Mosley, P. (2017). *Fiscal policy and the natural resources curse: How to escape from the poverty trap*. Routledge.

Njangang, H. (2019). *Governance and Happiness in African countries*.

Nkemgha, G., Engone Mve, S., Balouki Mikala, H., & Tékam, H. (2022). Linking natural resource dependence and industrialization in sub-Saharan African countries. *International Review of Applied Economics*, *36*(2), 245–263. https://doi.org/10.1080/02692171.2021.1987654

Nkemgha, G., Mve, S. E., & Mikala, H. B. (2021). Linking natural resource dependence and industrialization in sub-Saharan African countries. *International Review of Applied Economics*, 1–19. https://doi.org/10.1080/02692171.2021.1957786

Nkoa, B. E. O. (2016). Investissements directs étrangers et industrialisation de l'Afrique: un nouveau regard. *Innovations*, *51*(3), 173–196.

Nkoa, B. E. O., & Fonguen-Kong-Ngoh, A. B. (2024). Industrialisation in Africa: The role of energy

transition. *Energy Policy*, *193*, 114271.

Olteanu, A., Castillo, C., Diaz, F., & K\ic\iman, E. (2019). Social data: Biases, methodological pitfalls, and ethical boundaries. *Frontiers in Big Data*, *2*, 13.

Perez, C., & Claveria, O. (2020). Natural resources and human development: evidence from mineral-dependent African countries using exploratory graphical analysis. *Resources Policy*, *65*, 101535. https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2019.101535

Perry, G. E., Lederman, D., & Maloney, W. F. (2002). *From Natural Resources to the Knowledge Economy*.

Pindyck, R. S., & Rubinfeld, D. L. (1998). *Econometric Models and Economic Forecasts* (4th ed.). McGraw-Hill.

Ploeg, F. van der. (2011). Natural resources: curse or blessing? *Journal of Economic Literature*, *49*(2), 366–420.

Rahman, A. A., Stavropoulos, S., Burger, M., & Ianchovichina, E. (2021). Does institutional quality moderate the relationship between corruption and subjective well-being? *Economics Bulletin*, *41*(3), 975–996.

Rodrik, D. (2016). An African Growth Miracle ? *Journal OfAfrican Economies*, 1–18. https://doi.org/10.1093/jae/ejw027

Ross, M. (2001). How does natural resource wealth influence civil war? *University of California at Los Angeles Political Science Department, Los Angeles. Available Online at: Http://Www. Eireview. Org/. Processed*.

Sachs, J. D., & Warner, A. M. (1995a). *Natural resource abondance and economic growth* (NBER Working Paper N°5398).

Sachs, J. D., & Warner, A. M. (1995b). *Natural Resource Abundance and Economic Growth* (Issue 5398).

Sachs, J. D., & Warner, A. M. (1999). 2. Natural Resource Intensity and. *Development Policies in Natural Resource Economies*, 13.

Sachs, J. D., & Warner, A. M. (2001). The curse of natural resources. *European Economic Review*, *45*(4–6), 827–838.

Sala-i-Martin, X., Doppelhoffer, G., & Miller, R. (2001). Cross-sectional growth regressions: Robustness and Bayesian model averaging. *Columbia University. Mimeographed*.

Santos, R. J. (2018). Blessing and curse. The gold boom and local development in Colombia. *World Development*, *106*, 337–355.

Segal, P. (2011). Resource rents, redistribution, and halving global poverty: The resource dividend. *World Development*, *39*(4), 475–489.

Shiroka-Pula, J., Bartlett, W., & Krasniqi, B. A. (2023). Can the government make us happier? Institutional quality and subjective well-being across europe: A multilevel analysis using eurobarometer survey 2019. *Applied Research in Quality of Life*, *18*(2), 677–696.

Solomon, D. J. (2000). Conducting web-based surveys. *Practical Assessment, Research, and Evaluation*, *7*(1).

Stevens, P., & Dietsche, E. (2008). Resource curse: An analysis of causes, experiences and possible ways forward. *Energy Policy*, *36*(1), 56–65.

Stevenson, B., & Wolfers, J. (2009). The paradox of declining female happiness. *American Economic Journal: Economic Policy*, *1*(2), 190–225.

Sustainable Development Solutions Network. (2015). *Indicators and a Monitoring Framework for the Sustainable Development Goals. Launching a Data Revolution for the SDGs*.

Tay, L., Chan, D., & Diener, E. (2014). The metrics of societal happiness. *Social Indicators Research*, *117*(2), 577–600.

Tollison, R. D. (1982). Rent Seeking: A Survey. *Kyklos*, *35*(4).

United Nations. (2014). *A World that Counts: Mobilizing the Data Revolution for Sustainable Development*.

Van Der Ploeg, F., & Poelhekke, S. (2019). The impact of natural resources: Survey of recent quantitative evidence. In *Why does development fail in resource rich economies* (pp. 31–42). Routledge.

Voukelatou, V., Gabrielli, L., Miliou, I., Cresci, S., Sharma, R., Tesconi, M., & Pappalardo, L. (2021). Measuring objective and subjective well-being : dimensions and data sources. In *International Journal of Data Science and Analytics* (Vol. 11, Issue 4). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/s41060-020-00224-2

Watkins, M. H. (1963). A staple theory of economic growth. *Canadian Journal of Economics and Political Science/Revue Canadienne de Economiques et Science Politique*, *29*(2), 141–158.

Watson, D., Clark, L. A., & Tellegen, A. (1988). Development and validation of brief measures of positive and negative affect: the PANAS scales. *Journal of Personality and Social Psychology*, *54*(6), 1063.

Wright, G. (1990). The Origins of American Industrial Success , 1879-1940. *The American Economic Review*, *80*(4), 651–668.

Wright, G., & Czelusta, J. (2004). Why economies slow: the myth of the resource curse. *Challenge*, *47*(2), 6–38.

Zhang, H., Liu, Q., Lu, D., Wang, X., & Fan, H. (2023). Sustainable development perspective of linking natural resources and human capital development: An overview of resources utilization. *Resources Policy*, *86*, 104097. https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2023.104097

ANNEXE

A1 : Pairwise correlations

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
(1) industrialisation	1,000								
(2) resources naturelles	-0,265	1,000							
	(0,143)								
(3) pétrole	-0,188	0,896	1,000						
	(0,302)	(0,000)							
(4) gaz	0,024	-0,363	-0,413	1,000					
	(0,897)	(0,041)	(0,019)						
(5) Minerais	0,335	0,163	0,181	-0,216	1,000				
	(0,061)	(0,374)	(0,321)	(0,236)					
(6) forêt	-0,215	0,424	-0,014	-0,129	-0,010	1,000			
	(0,238)	(0,016)	(0,939)	(0,482)	(0,956)				
(7) Ouv_com	0,514	0,322	0,402	-0,202	0,609	-0,105	1,000		
	(0,002)	(0,073)	(0,022)	(0,267)	(0,000)	(0,567)			
(8) PIB	0,144	-0,220	-0,151	0,626	0,224	-0,301	0,058	1,000	
	(0,416)	(0,226)	(0,408)	(0,000)	(0,218)	(0,095)	(0,746)		
(9) population	0,273	-0,428	-0,421	0,699	0,369	-0,220	0,152	0,841	1,000
	(0,118)	(0,015)	(0,016)	(0,000)	(0,038)	(0,227)	(0,391)	(0,000)	

A2 : Matrice de correlation

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
(1) IDH	1,000							
(2) resource naturelles	-0,341	1,000						
	(0,056)							
(3) Ouv_com	0,082	0,322	1,000					
	(0,643)	(0,073)						
(4) PIB	0,903	-0,220	0,058	1,000				
	(0,000)	(0,226)	(0,746)					
(5) pétrole	-0,368	0,896	0,402	-0,151	1,000			
	(0,038)	(0,000)	(0,022)	(0,408)				
(6) gaz	0,675	-0,363	-0,202	0,626	-0,413	1,000		
	(0,000)	(0,041)	(0,267)	(0,000)	(0,019)			
(7) minerais	0,392	0,163	0,609	0,224	0,181	-0,216	1,000	
	(0,027)	(0,374)	(0,000)	(0,218)	(0,321)	(0,236)		
(8) forêt	-0,133	0,424	-0,105	-0,301	-0,014	-0,129	-0,010	1,000
	(0,467)	(0,016)	(0,567)	(0,095)	(0,939)	(0,482)	(0,956)	

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE i
AVERTISSEMENT ii
DEDICACE iii
REMERCIEMENTS iv
LISTE DES FIGURES v
LISTE DES TABLEAUX vi
SIGLES ET ABRÉVIATIONS vii
RÉSUMÉ viii
ABSTRACT ix
INTRODUCTION GENERALE 1
1. Contexte 2
2. Problématique 5
3. Objectifs 7
4. Hypothèses de la Recherche 7
5. Intérêt de la Recherche 8
6. Méthodologie 9
7. Plan de Travail 9
PARTIE I : RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION AU CAMEROUN 10
INTRODUCTION PREMIERE PARTIE 11
CHAPITRE I. RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION AU CAMEROUN : COMPREHENSION THEORIQUE 12
Introduction 12
SECTION I : RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION : CADRE THEORIQUE 14
I. RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION : UNE RELATION POSITIVE 14
I.1. Ressources naturelles et industrialisation sur le prisme de la théorie de la localisation des firmes . 14
a. Le Modèle Théorique de Thünen (1826) 15
b. Weber (1929) et la Théorie de Localisation des Industries 16
I.2. Ressources naturelles et industrialisation au regard de l'industrialisation basée sur les ressources 17
II. APPROCHE NÉGATIVE DE LA RELATION RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION 19

II.1. Ressources naturelles et industrialisation au regard de l'hypothèse de la détérioration des termes de l'échange 19
II.2. Ressources naturelles et industrialisation : une explication par le syndrome hollandais 19
II.3. Ressources naturelles et industrialisation au regard de la volatilité des prix des matières premières 21
SECTION II : EXPERIENCES EMPIRIQUES DE LA RELATION RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION. 21
I. RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION : LES RÉSULTATS POSITIFS 22
II. RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIALISATION : LES RÉSULTATS NÉGATIFS 23
CONCLUSION DU CHAPITRE 1 25
CHAPITRE 2 : RESSOURCE NATURELLE ET INDUSTRIALISATION : UNE EVALUATION EMPIRIQUE 26
Introduction 26
SECTION 1 : RESSOURCE NATURELLE ET INDUSTRIALISATION : LES FAITS STYLISES 27
I. RESSOURCE NATURELLE ET INDUSTRIALISATION AU CAMEROUN UNE ANALYSE COMPARATIVE AVEC LE BOTSWANA ET L'ÉGYPTE. 28
I .1. Types de Ressources Naturelles 28
I.2. Valeur Ajoutée Manufacturière 28
I.3. Répartition de la Valeur Ajoutée Industrielle 29
I.4. Valeur Ajoutée dans les Secteurs Agricoles, Forestier et Piscicoles 30
I.5. Exportation des Produits Fabriqués 31
I.6. Rentes des Ressources Naturelles et de l'Industrialisation 32
II. ÉVOLUTION CROISÉE ENTRE LES RESSOURCES NATURELLES ET L'INDUSTRIALISATION AU CAMEROUN 33
II.1. Évolution croisée entre la rente totale des ressources naturelles et le taux de croissance de la valeur ajouté manufacturière 33
II.2 Évolution croisée entre la rente gazière et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière. 34
II.3 Évolution croisée entre la rente pétrolière et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière 35
II.4. Évolution croisée entre la rente minière et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière 36

II.5. Évolution croisée entre la rente forestière et le taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière 36
SECTION 2 : UNE EVALUATION EMPIRIQUE DU LIEN ENTRE RESSOURCE NATURELLE ET INDUSTRIALISATION LE CAS DU CAMEROUN 38
I. RESSOURCE NATURELLE ET INDUSTRIALISATION : MÉTHODOLOGIE ET UNE ANALYSE PRÉLIMINAIRE 38
I.1. Données et Méthodologie de l'Estimation 38
I.1.1. Les Données 38
I.1.2. Méthodologie des Estimations 39
I.2. Analyse Descriptive 40
I.3. Analyse de la Relation 41
I.3.1 Relation linéaire entre les ressources naturelles et l'industrialisation 41
II. RÉSULTAT DE L'ESTIMATION DE L'EFFET DES RESSOURCES NATURELLES SUR L'INDUSTRIALISATION 43
II.1. Résultats de Base 43
II.2. Sensibilité 44
II.3. Analyse de la Robustesse 45
CONCLUSION CHAPITRE 2 47
CONCLUSION PREMIERE PARTIE 48
PARTIE II : RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ÊTRE 49
INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE 50
CHAPITRE III. RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ÊTRE AU CAMEROUN 51
Introduction 51
SECTION 1 : RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ETRE : LES ENSEIGNEMENTS DE LA LITTERATURE THEORIQUE 52
I. ÉTUDE CONCEPTUELLE ET MESURE DU BIEN-ÊTRE 52
I.1. Définition et mesure du bien-être Objectif 52
I.2. Définition et Mesures du Bien-Être Subjectif 55
II. RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ÊTRE : LE CADRE THÉORIQUE 57
II.1. La Théorie du Syndrome Hollandais 57
II.2. La Théorie Institutionnelle 58
II.3. Staples Theory (Watkins 1963) 58
II.4. La Théorie de la Malédiction des Loyers (Rent-Seeking) 59

SECTION 2 : RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ETRE : UNE REVUE DE LA LITTERATURE EMPIRIQUE 60
I. RESSOURCES NATURELLES ET BONHEUR : LE LIEN DIRECT 60
I.1. Effet des Ressources Naturelles sur le Développement Humain 60
I.2. Effet Mitigé des Ressources Naturelles sur le Bien-Être 61
II. RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ÊTRE : UNE ANALYSE DES CANAUX DE TRANSMISSION 62
II.1. Le Canal de la Qualité des Institutions 63
II.2. Le Canal des Inégalités 65
CONCLUSION DU CHAPITRE 3 66
CHAPITRE 4 : RESSOURCE NATURELLE ET BIEN-ETRE : UNE VALIDATION EMPIRIQUE 67
Introduction 67
SECTION 1 : RESSOURCE NATURELLE ET BIEN-ETRE UN EXAMEN DES FAITS STYLISES 67
I. LA RENTE DES RESSOURCES NATURELLES ET LE BIEN-ÊTRE : UNE ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LE CAMEROUN, LE BOTSWANA ET L'EGYPTE. 68
I.1. Repartition de l'IDH 68
I.2. Durée d'Éducation 69
I.3 : Espérance de Vie à la Naissance 70
I.4. Revenu National Brut par Habitant 71
I.5. Répartition de la Rente Totale des Ressources Naturelles 72
I.6. Ressources Naturelles et Bien Être 73
II. ÉVOLUTION CROISÉE ENTRE LES RESSOURCES NATURELLES ET LE BIEN-ÊTRE 74
II.1. Évolution croisée entre la rente totale des ressources naturelles et l'indice de développement humain 74
II.2. Évolution croisée entre la rente gazière et l'indice de développement humain 75
II.3. Évolution croisée entre la rente pétrolière et l'indice de développement humain 76
II.4. Évolution croisée entre la rente minière et l'indice de développement humain 76
II.5. Évolution croisée entre la rente forestière et l'indice de développement humain 77
SECTION 2 : RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ETRE : UNE VALIDATION EMPIRIQUE AU CAMEROUN 79
I. RESSOURCES NATURELLES ET BIEN-ÊTRE : CADRE MÉTHODOLOGIQUE 80
I.1. Données et Méthodologie de l'Estimation. 80
I.1.1. Les données 80

I.1.2. Méthodologie des estimations 81
I.2. Analyse Descriptive 82
I.3. Analyse de la Relation 83
I.3.1 Relation Linéaire Entre Ressource Naturelles et Bien-Être 83
I.3.2. Relation entre les types de rente de ressources naturelles et le bien-être 84
II. RÉSULTATS DES ESTIMATIONS DE L'EFFET DES RESSOURCES NATURELLES SUR LE BIEN-ÊTRE AU CAMEROUN 85
II.1. Résultat de l'estimation de l'effet des ressources naturelles sur le bien-être 85
II.2. Sensibilité par sous-indices 86
II.3. Robustesse 87
CONCLUSION CHAPITRE 4 89
CONCLUSION SECONDE PARTIE 90
CONCLUSION GENERALE 91
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES 93
ANNEXE 108
TABLE DES MATIÈRES 110